17

Berlinguer : brandir le drapeau de l'austérité...

faire

mensuel pour le socialisme et l'autogestion.

Les nationalisations : pourquoi et comment ?

mars 77
mensuel 10 F.

L'équipe de faire

Comité d'orientation :

André Acquier, Jean-Paul Bachy, Pierre Beregovoy, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Roger Dosse, Claude Estier, Gilles Ferry, Gérard Fuchs, Jacques-Antoine Gau, Claude Germon, Henry Hermand, Jacques Julliard, André Jeanson, Charles Josselin, Lionel Jospin, Jean-François Kessler, Henri Laborit, Catherine Lalumière, Jean Legarrec, Guy Le Neouannic, Louis Le Pensec, Jean Maire, Gilles Martinet, Maïté Mathieu, Jean Monnier, Daniel Mothé, Jean Pronteau, Jean Rey, Michel Rocard, André Salomon, Evelyne Sullerot, Dominique Taddei, Yves Tavernier, Alain Touraine, Claude Vieira.

Comité de rédaction :

Martine Buron, Paul Chaslin, Stéphane Coquard, Pierre Dupuis, Patrice Finel, Jacques Gallus, Jean-François Huchet, Marc Osouf, Bernard Pingaud, Daniel Prat, Catherine Rebeyrolle, Alain Richard, Lucien Rioux, Gérard Sandoz, Patrice Veauques, Jean-Pierre Worms.

Rédacteur en chef :
Patrick Viveret

Maquette :
Bernard Thomas

Photo :
Chantal Géron

Photo couverture :
J.-P. Paireault

Directeur de la publication :
Gilles Martinet

« faire » est édité
par la société des éditions
du Coq Héron
48, rue Sainte-Anne
Paris 2e
742.84.05.

Numéro de commission paritaire : 56 924.
ISSN : 0339-3070 -

Photocomposition :
GIRARD-Graphic, 75011-Paris.

Imp. Jean GROU-RADENEZ, PARIS XIV - 273.19.42

Abonnements

Compte tenu de notre rythme de parution, un abonnement reçu après le 20 ne sera servi que le mois suivant.
Pour signaler une anomalie concernant votre abonnement, ayez l'obligeance d'indiquer le maximum de renseignements, et notamment de joindre la dernière bande adresse mentionnant votre numéro de code.

Changement d'adresse

Joindre 2 F. en timbres et la dernière bande-adresse (indispensable).

Tarif étranger

120 F. : Courrier normal — 160 F : Par avion.

N° 17 SOMMAIRE

actualité

Brandir le drapeau de l'austérité... 3

La décentralisation communale 8

L'expérience de Vandancourt 13

changer la vie

Beaubourg en débat 16



Savoir utiliser Beaubourg 19

Onze ans à la chaîne 25

recherches et débats

La démocratie dans le Parti 28



Avancer avec Michels 31

L'autogestion contre la dictature du prolétariat 35

notes et critiques

Bourdet
Grenoble
Les Créoles... 41

interviews

Jacques Attali 45

dossiers

Les nationalisations : Pourquoi, Comment ? 49



faire

QUELQUES hommes sont peut-être en train de démontrer qu'une période historique marquée par les accords de Yalta touche à sa fin. Ils s'appellent Soljenitsyne, Sakharov, Boukovski, Plioutch, Amalrik... Leur témoignage a dévoilé une des plus grandes — et une des plus terribles — mystifications de l'histoire : celle du fait totalitaire. Et Jimmy Carter, pratiquant ce qu'on eut appelé récemment une politique d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Union Soviétique, a sans doute compris, avant d'autres, que la lézarde qui naît, peut devenir ébranlement dans la sphère soviétique. Georges Marchais, conversant avec Amalrik à la télévision, signifie à toute l'opinion, mais d'abord aux communistes français, que le monstre sacré est mort. Il n'est plus que Valéry Giscard d'Estaing pour croire, à quelques mois de la visite de Léonid Brejnev à Paris, que les dictatures respectent plus leurs adversaires lorsqu'ils sont falots que lorsqu'ils sont dignes.
Faire a entrepris dans ses précédents numéros une réflexion en profondeur sur le phénomène totalitaire ; Nous y reviendrons. Dans ce numéro de mars, nous nous attachons aux problèmes du socialisme en Italie et en France.
En Italie, Enrico Berlinguer reprend avec une rare audace l'héritage d'originalité laissé par Gramsci et Togliatti. Dans un pays dramatiquement endetté et où le partage du revenu national s'effectue dans la plus totale irresponsabilité, le secrétaire général du Parti communiste préconise une politique d'austérité. Il tire ainsi la conclusion logique de l'analyse suivant laquelle le développement sauvage du capitalisme et l'inflation servent d'abord les intérêts des spéculateurs et de la grande bourgeoisie nationale et multinationale. Il propose dans le même temps une transition vers un autre modèle de développement. Ce courage politique mérite pour le moins attention ; c'est pourquoi Faire publie de larges extraits de l'intervention d'Enrico Berlinguer faite récemment à Rome.

EN France, le grand débat électoral risque, à nouveau, de porter sur les nationalisations. Nous avons donc décidé de consacrer à ce thème le « dossier pour 78 » de ce mois. Il s'agit de dépasser les polémiques inutiles et d'éclairer les véritables motifs des nationalisations et leurs limites réelles. Celles-ci se résument simplement en ce qu'elles ne sont pas une fin du socialisme mais un moyen de le réaliser.
La question des fins du socialisme réside beaucoup plus dans la création d'une logique démocratique et d'un modèle de société qui permette la liberté et la responsabilité individuelles et collectives. C'est dans ce sens que Gilles Martinet et Pierre Rosanvallon poursuivent, dans ce numéro, la réflexion entamée dans celui de février par Patrick Viveret et Jean Legarrec sur « la difficulté démocratique ». De même, Faire a saisi l'occasion de la sortie de son nouveau et stimulant ouvrage sur la musique, pour demander à Jacques Attali comment il conçoit la liaison entre une responsabilité économique au Parti socialiste et la recherche de perspectives de société révolutionnaires.

Jacques GALLUS

ACTUALITÉS

Brandir le drapeau de l'austérité ?

Le Parti communiste italien avait organisé à Rome, les 14 et 15 janvier derniers, une conférence nationale sur « l'intervention de la culture dans le projet de renouvellement de la société italienne ». A l'issue de cette rencontre, Enrico Berlinguer a prononcé un discours d'une très grande importance. Jamais en effet les communistes italiens n'avaient défini avec autant de clarté le contenu social qu'ils entendent donner à leur politique, en affirmant qu'il est impossible de parler d'un nouveau modèle de développement sans référence à la notion d'austérité. Nous donnons ci-dessous de larges extraits du discours de Berlinguer.

« L'austérité n'est pas, aujourd'hui, un simple instrument de politique conjoncturelle visant à surmonter des difficultés économiques transitoires, pour permettre la reprise et le rétablissement des vieux mécanismes économiques et sociaux. C'est de cette façon erronée que l'austérité est conçue et présentée par les groupes dominants et par les forces politiques conservatrices.

Mais ceci n'est pas vrai pour nous, ce n'est pas ainsi pour les communistes : pour nous l'austérité c'est le moyen pour attaquer à la racine un système qui est entré dans une crise structurelle, de fond, et non simplement conjoncturelle, et pour poser les bases de son dépassement. Car ce système se caractérise par le gaspillage, l'exaltation des particularismes et des individualismes les plus effrénés, un encouragement déraisonnable à la consommation.

L'austérité comporte une nouvelle échelle de valeurs, elle signifie la rigueur, l'efficience, le sérieux, la justice : c'est-à-dire le contraire de tout ce que nous avons connu et payé jusqu'à présent, de tout ce qui nous a amenés à la très grave crise actuelle, dont les dégâts s'accumulent depuis des années et qui se manifeste aujourd'hui d'une façon dramatique en Italie.



H. GLOAGUEN VIVA

L'austérité signifie le contraire de tout ce que nous avons connu et payé jusqu'à présent.

C'est sur la base de ce jugement global que le mouvement ouvrier peut brandir le drapeau de l'austérité : en tant que lutte effective contre la donnée existante, contre l'évolution spontanée des choses, en tant qu'arme de combat moderne contre une tendance qui conduit notre société à devenir organiquement sous-développée et en outre de plus en plus déséquilibrée, lourde d'injustices, de contradictions, d'inégalités.

Une nécessité inévitable

Loin donc d'être une concession aux groupes dominants ou aux exigences du capitalisme, l'austérité peut devenir un choix conscient contre ceux-ci et avoir un haut contenu de classe; elle peut et doit être un des moyens par lesquels le mouvement ouvrier devient porteur d'un mode différent de la vie sociale, et mène la lutte pour ses idéaux anciens et toujours valables. Dans les conditions actuelles, en effet, il est impensable d'engager une lutte réelle et efficace pour une société meilleure sans partir de la nécessité première et inévitable de l'austérité.

Mais il s'agit là de prémices qui ne suffisent pas à elles seules. L'austérité peut être réalisée — selon les contenus qu'on lui donne et les forces qui en régissent la réalisation — ou bien comme un facteur de dépression économique, de répression politique, de perpétuation d'injustices sociales, ou bien comme l'occasion d'un développement économique d'un type nouveau, d'assainissement et de transformation sociale, de défense et d'expansion de la démocratie. En un mot : l'austérité peut devenir un facteur décisif de libération de l'homme et de toutes ses énergies.

Depuis longtemps déjà le PCI a indiqué les raisons historiques qui rendent nécessaire la politique de l'austérité, et ce, pas seulement en Italie... Ce qui détermine cette réalité, c'est surtout l'événement dont les effets ne sont plus réversibles, à savoir l'entrée sur la scène mondiale, des peuples et des pays anciennement colonisés. Il s'agit des deux tiers de l'humanité, c'est-à-dire de millions et de millions d'hommes qui ne tolèrent plus de vivre dans des conditions de famine, de misère, d'infériorité par rapport aux pays qui ont, jusqu'à présent, dominé la vie mondiale. »

Berlinguer rappelle alors les grandes difficultés historiques, économiques, sociales, culturelles, politiques qui existent dans le tiers-monde : si bien que, dans les derniers temps, s'est dessinée une tendance vers des alliances entre les groupes dominants des pays capitalistes plus développés et les groupes de certains pays en voie de développement, au détriment d'autres pays plus pauvres et plus faibles, et contre tout mouvement populaire et progressiste. *« Ce ne sont pas seulement les Kissinger,* dit Berlinguer, *mais aussi M. Yamani et d'autres comme lui qui ont poursuivi et qui poursuivent une politique d'hostilité contre les Etats et les forces qui se battent pour le renouvellement de leur propre pays, y compris les forces avancées du mouvement ouvrier occidental. »* Puis il poursuit.

« Nous devons certainement tenir compte de ces différences — et nous le faisons mais en même temps nous ne devons jamais perdre de vue la signification générale de ce mouvement grandiose, de cet événement qui change la route de l'histoire du monde, en bouleversant tous les équilibres passés et existants, non seulement sur le plan des rapports de force mondiaux, mais aussi sur le plan des équilibres à l'intérieur des différents pays capitalistes.

C'est justement ce mouvement profond et irréversible qui, en opérant dans le vif du système de développement du capitalisme, en fait exploser les contradictions, en déterminant dans les différents pays des conditions de crise d'une gravité jamais atteinte.

De nouvelles solidarités

S'il peut arriver, et il nous arrive de le constater, qu'à l'intérieur du monde capitaliste quelques économies plus fortes peuvent profiter de la crise et même consolider leurs positions de domination, pour d'autres pays économiquement plus faibles (et c'est le cas de l'Italie) la crise devient désormais une chute plus ou moins lente vers le précipice.

Sur l'arrière-fond de cette conflictualité accrue entre pays et entre groupes capitalistes, conflictualité mal déguisée par des solidarités trop fragiles et précaires, se précisent en réalité des processus de dégradation et de décadence qui, d'une part, rendent de plus en plus insupportables les conditions des larges masses, et d'autre part menacent non seulement les bases de l'économie mais même les bases de notre civilisation et de son développement.

Il n'est pas nécessaire de décrire ici, les mille signes à travers lesquels se manifeste cette tendance, qui blesse si profondément la vie de la culture. Ce qui doit être clair pour tous ceux qui veulent comprendre les raisons et les fins de notre politique — aussi bien en Italie que dans les rapports avec les forces d'autres pays — c'est que celle-ci se ramène à l'effort de mobilisation et de recherche pour bloquer cette tendance et pour la renverser.

Nous vivons, je crois, dans un de ces moments où, comme l'affirme le *« Manifeste communiste »* pour quelques pays (et en tous cas assurément le nôtre), ou bien on engage une « transformation révolutionnaire » de toute la société ou bien on va



MARC RIBOUD/MAGNUM

Les problèmes nouveaux posés à l'Occident par le mouvement de libération des Peuples du Tiers Monde.

vers la « ruine commune des classes en lutte ».

Mais, dans les conditions actuelles, une transformation révolutionnaire peut être amenée seulement si elle est en mesure d'aborder les problèmes nouveaux posés à l'Occident par le mouvement de libération des peuples du tiers monde.

Ceci signifie pour l'Occident et pour notre pays, essentiellement deux choses :

1). S'ouvrir à une compréhension complète de ces pays, des raisons de leur développement et instaurer avec eux une politique de coopération sur des bases d'égalité;

2). Abandonner l'illusion qu'il est possible de perpétuer un type de développement fondé sur l'expansion artificielle de la consommation individuelle qui est la source de gaspillages, de parasitismes, de privilèges iniques, de dissipation des ressources, de désordre financier dont nous sommes en train de payer le prix amer dans notre pays.

Voilà pourquoi une politique d'austérité, de rigueur, de guerre au gaspillage est devenue une nécessité irrécusable pour tous et constitue en même temps le levier sur lequel pousser pour faire avancer la grande lutte pour la transformation générale de la société ou des idées mêmes sur lesquelles elle se fonde.

Une politique d'austérité n'est pas et ne doit pas être une politique de nivellement tendanciel vers l'indigence de tous; elle ne doit pas être réalisée en vue de garantir la survivance d'un système économique et social entré en crise : une politique d'austérité doit avoir bien d'autres buts.

Il s'agit en premier lieu d'instaurer la justice, l'efficacité, l'ordre et une moralité nouvelle — et c'est pour cela qu'elle répond à la démarche du mouvement ouvrier.

Ainsi conçue, animée de ces valeurs, une politique d'austérité acquiert la signification d'un fait libératoire de vieilles sujétions et d'insupportables exclusions : elle devient une ligne capable de former et de garantir de nouvelles solidarités et elle réussit ainsi à obtenir des consensus croissants, c'est-à-dire à susciter un vaste mouvement démocratique au service d'une œuvre complète de renouvellement.

Il faut reconnaître toutefois que jusqu'à présent la politique d'austérité n'a pas été réalisée avec l'esprit qui seul peut entièrement la justifier, un esprit qui n'est pas un esprit de résignation mais au contraire un esprit de conscience et de confiance.

Lutter contre le gaspillage

Nous pouvons certainement admettre qu'il y a eu et qu'il y a — à ce propos — des fautes et des hésitations dans le mouvement ouvrier et aussi de notre part; mais la carence principale, cela est hors de doute, est imputable aux forces qui dirigent le gouvernement du pays. »

Sans entrer dans le détail des différentes mesures gouvernementales prises ces derniers mois et ces derniers jours, et sur lesquelles le PCI a exprimé clairement ses accords ou ses dissensions, Berlinguer veut reprendre une critique d'ordre général des communistes à l'égard de l'action gouvernementale.

« La politique d'austérité, demeure viciée par un manque de vigueur, de courage, d'ampleur. On n'a pas encore su, provoquer le mouvement nécessaire d'opinion et de masse contre les gaspillages directs, comme par exemple les énormes gaspillages de l'assistance sanitaire et de l'énergie; et les gaspillages indirects (tels que le laxisme dans les entreprises, les écoles, l'administration; ou encore celles que l'on pourrait appeler les « impré-

voyances », c'est-à-dire non seulement les éboulements qui détruisent des habitations et provoquent des victimes, mais qui mettent en grave danger des monuments qui sont le patrimoine de toute l'humanité (comme les temples d'Agrigente); et puis l'agression de l'environnement naturel, du sol abandonné à l'incurie ou à la spéculation la plus aveugle. Il y a un vaste champ d'action pour lutter efficacement contre les destructions et les gaspillages, pour l'épargne dans chaque domaine et dans chaque secteur, et pour cette action il faudrait l'incitation, la direction, l'initiative permanente d'un gouvernement vraiment capable d'exprimer une autorité politique et morale au niveau qui est aujourd'hui nécessaire.

Pourquoi ce type d'action a fait défaut? Ce n'est pas par hasard. Pour affronter des problèmes d'une portée aussi vaste et profonde, la propagande — qui doit être faite et bien faite — ne suffit pas. Il faut savoir et vouloir frapper aussi des intérêts précis et établis, qui sont en partie à la base du maintien du système de pouvoir de la démocratie chrétienne.

Ce qui pèse, en tous cas, c'est le manque de perspectives de la politique d'austérité telle qu'elle a été poursuivie jusqu'à présent. C'est là le point de plus grande différenciation entre nous et les représentants du gouvernement et des groupes économiques dominants. Il y a dans les discours, les écrits et les documents de ces représentants, un état d'âme qui, au fond, apparaît comme un état de reddition et de résignation, un état d'âme qui est aux antipodes de ce qu'il faudrait pour obtenir ce qui sert réellement : à savoir l'adhésion convaincue du peuple à certains sacrifices nécessaires.

Aujourd'hui, pour faire un effort adéquat, indispensable, le pays aurait besoin de voir devant lui au moins les éléments fondamentaux d'une perspective nouvelle. Au lieu de cela, qu'arrive-t-il? Les représentants des vieilles classes dominantes et de nombreux hommes de gouvernement veulent remettre l'Italie sur les rails sur lesquels elle avançait avant la crise. Comment peut-on penser que ce mode de développement puisse représenter aujourd'hui, après sa faillite, un idéal de société à poursuivre? La crise de ces années et d'aujourd'hui, c'est exactement la crise de ce modèle de société : ceci est vrai certainement en Italie mais aussi dans de nombreuses autres nations européennes.

Pour nous communistes, la raison de ce manque de courage et de vigueur pour affronter une politique d'austérité est très claire. C'est la preuve évidente d'un processus historique dont nous connaissons l'itinéraire : le déclin de la fonction dirigeante de la bourgeoisie.

Nous voyons aussi en cela la confirmation que cette fonction dirigeante doit passer nécessairement — et déjà elle commence à passer — au mouvement ouvrier et aux forces populaires unies.

Naturellement, pour que ce passage historique de fonction dirigeante dans la société se produise, il faut que la classe ouvrière, que les masses populaires montrent la maturité nécessaire pour se présenter et prouver au pays tout entier qu'elles sont une force qui guide démocratiquement toute la société au salut et à la renaissance.

Un renouvellement profond

L'acquisition de cette maturité nécessaire requiert du mouvement ouvrier, de ses organisations économiques et politiques, que soit exercé plus largement et d'une manière plus responsable que cela n'a été fait jusqu'à présent, un esprit d'autocritique qui permette d'aboutir au dépassement de toute attitude subalterne ou extrémiste. Ce sont là des attitudes qui pèsent encore dans une mesure non négligeable et qui font obstacle, concrètement, à la solution de problèmes d'une brûlante actualité pour l'assainissement économique, productif et financier de la société et de l'Etat.

Nous avons donc décidé de nous mettre au travail pour définir un « projet » capable de donner un nouveau cadre de référence au



RAYMOND DE PARDON/GAMMA

La classe ouvrière doit faire la preuve de sa maturité.

pays, pour le faire sortir de la crise et lui ouvrir des perspectives de développement nouvelles et différentes. Pour prendre cette initiative nous ne pouvions pas attendre que mûrissent dans les divers partis les conditions de notre entrée dans le Gouvernement. Ceci, nous l'avons bien mis au clair en maintes occasions, même récentes, reste une exigence première pour la sauvegarde et l'assainissement du pays. En attendant, nous avons le devoir, même dans le cadre politique actuel, qui déjà ressent les effets positifs produits par l'avancée communiste de ces dernières années, de prendre toutes les initiatives qui nous paraissent répondre aux nécessités du mouvement ouvrier et du pays.

Certainement, la proposition du « projet » naît aussi des exigences internes au mouvement ouvrier : éviter qu'il puisse ne pas comprendre pleinement les raisons objectives d'une politique d'austérité ou le risque qu'il s'abandonne au quotidien. Mais cette proposition naît surtout d'une exigence générale de toute la nation d'avoir enfin quelques points de référence sûrs. Nous sommes à une phase de notre vie nationale qui est lourde de risques, mais c'est aussi une phase qui offre la grande occasion d'un renouvellement profond. C'est une occasion qui ne peut absolument pas être perdue car c'est peut-être la plus importante qui se soit présentée depuis la naissance de la République italienne.

Telle est la particularité de l'Italie. Ce pays en difficulté, désordonné, est aussi un pays vivant, chargé d'énergies, de grand esprit démocratique. Cette Italie, qui est le pays où la crise est peut-être plus grave que dans d'autres parties du monde capitaliste, est aussi le pays où les possibilités de travailler à l'intérieur même de la crise pour en faire un moyen valable pour un changement général de la société sont incomparablement plus grandes que dans beaucoup d'autres pays.

Notre initiative n'est donc pas un acte de propagande ni d'exhibition du parti : elle veut être au contraire, une fois encore, une contribution sincère, qui sollicite la contribution d'autres partis, pour un travail et un engagement communs de toutes les forces démocratiques et populaires.

Pour cela aussi, notre programme ne veut pas être aujourd'hui un programme de transition vers une société socialiste, mais veut être plutôt l'esquisse d'un développement de l'économie et de la société qui puisse recueillir l'adhésion et le consentement de tous les Italiens, qui, bien que n'ayant pas des idées communistes ou socialistes, ressentent néanmoins fortement la nécessité de se libérer et de libérer la nation des injustices, des distorsions, et des absurdités qui caractérisent l'ordre actuel de la société.

Sortir du cadre capitaliste

Ceux qui ont une telle hantise, qui ont de sincères aspirations de cette nature, ne peuvent pas ne pas reconnaître que, pour sortir des sables mouvants dans lesquels risque d'être engloutie notre société, il est indispensable d'œuvrer pour que soient introduits dans la vie économique, sociale et politique, au moins quelques éléments, valeurs et critères propres de l'idéal socialiste.

Lorsque nous avançons l'objectif d'une programmation du développement qui ait comme fin l'élévation de l'homme — conçu dans son essence humaine et sociale, c'est-à-dire non pas comme un simple individu opposé à ses semblables — lorsque nous avançons l'objectif du dépassement de modèles de consommation et de comportement s'inspirant d'un individualisme exacerbé ; lorsque nous avançons l'objectif d'aller au-delà de la satisfaction de besoins artificiellement induits ou même de besoins essentiels, mais exprimés par des méthodes irrationnelles, coûteuses, aliénantes, et qui plus est discriminatoires ; lorsque nous avançons l'objectif de l'entière égalité de la femme et de l'homme dans tous les domaines ; lorsque nous avançons l'objectif d'une participation et d'un contrôle réel des travailleurs et des citoyens à la gestion des entreprises, de l'économie et de l'Etat ; lorsque, enfin, nous luttons pour la solidarité internationale des peuples et pour la redistribution des richesses à l'échelle mondiale, lorsque nous nous battons pour tout cela, que proposons-nous si ce n'est des formes de vie et des rapports entre les hommes et entre les Etats plus solidaires, plus sociaux, plus humains et donc des rapports qui, en fait, sortent du cadre et de la logique du capitalisme ?

Il s'agit là d'objectifs et de critères propres au socialisme, mais qui ne reflètent pas une aspiration exclusivement communiste et socialiste. C'est une aspiration qui peut venir, et qui vient déjà de citoyens et de travailleurs ayant d'autres formations morales, d'autres orientations politiques, et de couches sociales qui, aujourd'hui, vont bien au-delà de la classe ouvrière.

Nous pensons donc — et c'est la raison pour laquelle nous considérons aussi la crise actuelle comme une précieuse occasion — que des objectifs de cette nature peuvent être non seulement compatibles, mais peuvent et doivent être organiquement inclus dans une politique d'austérité sévère et rigoureuse.

Notre propos est de parvenir, en l'espace de quelques mois, à l'élaboration d'un texte qui constitue une première base de débat et de confrontation ; mais nous nous proposons aussi de stimuler — avant et après la publication de ce texte — un effort vaste et continu d'initiatives et de luttes. » □

La décentralisation communale

Démocratie, participation, décentralisation des mots qui recouvrent des réalités différentes suivant qui les prononce. « L'autogestion du quotidien » est une notion que le Parti socialiste est en train d'approfondir. à l'occasion de l'actuelle campagne pour les Municipales.

Depuis quelques années le rôle du citoyen, entre deux élections, fait l'objet d'une « attention » nouvelle.
La plupart des partis politiques, relativement unanimes, en viennent à reconsidérer à côté du pouvoir que donne la « démocratie élective » l'intérêt d'une forme de représentation ou mieux de décentralisation de l'autorité s'intégrant dans ce qui est encore appelé une « démocratie de participation » qui amène le citoyen, à être présent à la vie de la cité, même entre deux consultations électorales.
Il était intéressant avant les élections municipales de 1977 de faire le point des problèmes que pose cette « décentralisation », dans le cadre communal, en examinant les solutions préconisées (associatives, institutionnelles...) les phases éventuelles de cette décentralisation, les niveaux territoriaux et les difficultés que comporte cette amélioration de la démocratie.

Des mots à l'honneur

Mais avant il nous a semblé utile de rappeler, de la droite à la gauche, les positions prises dans ce domaine.
On entend beaucoup parler de démocratie et de participation. Du RPR à l'extrême-gauche ces mots sont à l'honneur. Est-on sûr qu'ils aient, dans différentes bouches, le même sens?
La participation ou démocratie élective de Michel Debré (1) n'est pas de même nature que celle de Mendès France (2). Et puis il y a les tenants d'étapes intermédiaires vers une démocratie large comme le PC qui justifie sa position et son analyse en fonction des aliénations des classes opprimées considérant en outre le rôle éminent du parti, qui doit « provisoirement » assurer le pouvoir pour entraîner la révolution économique. Cette doctrine du centralisme démocratique a été en partie remise en question dans les PC français et surtout italien (alliance avec les partis de gauche et même les gaullistes de gauche pour les uns, compromis historique pour les autres) sans que la base militante mesure toujours bien l'importance de cette évolution.
Du RPR au PC la prééminence des élus est le fondement de la démocratie. La décentralisation n'est conçue que comme une « délégation », une « concession » rendue possible par la présence d'un pouvoir fort. C'est ainsi que Galley pour le RPR et Ascher pour le PC soulignent le premier, que ce sont les *« élus et l'Etat qui décident en dernier »*, le second que *« les décisions à tous les niveaux doivent être le fait d'autorités élues au scrutin proportionnel qui garantit les droits d'expression de toutes les minorités »*.
Dans ce cadre « du pouvoir aux élus » la participation et particulièrement celle des associations est envisagée comme :
— la possibilité par une meilleure information d'éviter des crises majeures en décelant très tôt les signes annonciateurs de crises ou l'apparition de possibles problèmes et en favorisant les cadres moyens et supérieurs qui se retrouvent souvent à la tête de ces groupements (thèse RPR).
— la participation des associations comme courroie de transmission permettant de relayer et de renforcer le parti (thèse du PC développée à propos de la définition du rôle des organisations de masse...)
— l'extrême-gauche (PSU, maoïstes...) rejette quant à elle délibérément les formes actuelles de la démocratie sans pour autant nier l'intérêt, comme pour le PSU à Louviers où à Coupvray de « prendre la mairie ». L'autogestion — ou des formes populaires de base d'expression du pouvoir — s'expriment par la suite dans le refus, au moins énoncé, d'une gestion classique.
Dans le cas de ce type de pouvoir le souci d'un rapport direct, d'une délégation large du



JEAN-CLAUDE VENEZIA

Etre au service de ceux qui mènent un certain nombre de « luttes urbaines ».

pouvoir est la règle, complétée par le souci d'amener les structures institutionnelles municipales à être au service des groupes et plus particulièrement de ceux qui s'opposent dans le cadre des « luttes urbaines » aux pouvoirs. Les appuis aux luttes dans les domaines du travail, de l'habitation ou des services (transports...) sont une des constantes de ces groupes politiques.

Une interrogation de François Bloch-Lainé et une série de réflexions du sociologue Albert Meister peuvent nous aider à définir les principales idées qui résultent de cette approche.

Pour Bloch-Lainé la participation relèverait du retour au « village global » de Mac Luhan. La société post-industrielle retrouverait selon lui, une nouvelle unité après les excès des sociétés productivistes issues de la révolution industrielle du XIXe siècle. Ainsi se demandait-il, si à la suite des réactions anti-tayloristes qui conduisent les ouvriers descendants des cultivateurs et des artisans à une certaine maîtrise de leurs outils et de leurs interventions, dont la première révolution industrielle les avait dépossédés, on n'assiste pas au cours de la seconde révolution industrielle, que nous vivons, à un phénomène similaire amenant à restituer aux citadins certains des attributs des villageois.

Ayant répondu plutôt positivement à cette demande il se demandait si la participation correspondait à la possibilité pour les citoyens d'être écoutés ou bien s'il pouvait au-delà, espérer des délégations, voire obtenir le droit de décider eux-mêmes. Dans ce dernier cas Bloch-Lainé s'interrogeait sur l'opportunité de prendre en compte l'expression des organisations volontaires ou institutionnelles plus ou moins à la place ou en marge de l'administration officielle.

Autrement dit comment concilier une démocratie de délégation (élective) qui amène le citoyen à s'animer au rythme des élections, à une démocratie de participation qui lui permet soit de présenter son point de vue (participation consultative) soit même, à l'extrême, de gérer certains équipements ou territoires réduisant en cela les délégations électives (gestion directe des usagers — autogestion).

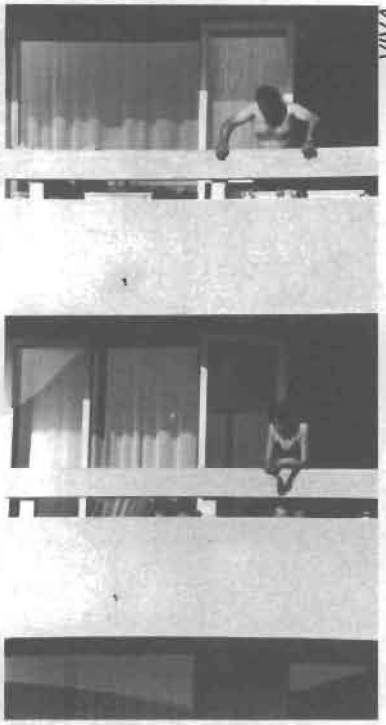
De la délégation à la participation.

Pour le sociologue Meister, spécialiste des problèmes d'association, de participation, d'autogestion, etc, le mouvement pour la participation est un phénomène propre aux classes

moyennes, aux couches en ascension sociale et aux travailleurs privilégiés des autres classes sociales.
Pour Meister, la croissance du mouvement associatif en France est lié à la faiblesse du pouvoir communal et des institutions représentatives.
Ainsi pour lui, les associations de défense du cadre de vie, notamment, naissent dans un domaine qui n'est pris en compte par aucune institution.
Les fonctions sociales assurées par ces organisations relèvent :
— de l'intégration des problèmes nouveaux (cadre de vie, notamment)
— de la modernisation des capacités d'écoute du système social permettant d'éviter les crises majeures;
— de la modernisation des pratiques administratives;
— de la promotion sociale des couches sociales nouvelles facilitant ainsi leur intégration;
Ces fonctions assurées par les associations, groupements, etc, permettent de remèdier à la centralisation croissante d'une société qui est de plus en plus inégalitaire (difficultés de participation pour nombre de classes sociales) et de plus en plus victimes de la ségrégation (habitat). Meister, énumérant ensuite les types de participation qui résultent de ces pratiques isole sept catégories allant d'une participation survie (solidarité des pauvres entre eux) ou d'une participation initiatique (rites de passage à la société adulte via les groupements contestataires pour les jeunes...) à la participation gestionnaire qui, dit-il ne regroupe jamais plus de 5 à 10 % des participants.

Différents objectifs

Si nous examinons l'ensemble, des informations précédentes, il est possible de constater que la participation se présente de manière différente selon les



Passer des revendications quantitatives aux revendications qualitatives!

niveaux territoriaux et les termes de référence considérés :
— directe et extrêmement mobilisatrice au niveau du quartier dès que la nature des problèmes concerne concrètement les habitants et entraîne des interventions rapides, quasi immédiates, par exemple dans une unité de voisinage ou le sentiment d'appartenance est développé;
— plus difficile et nécessitant des médiations, le recours à des formes pédagogiques d'information, dès que le problème dépasse le quotidien et devient plus abstrait (cas des POS et des SDAU — Plans d'urbanisme en général —);
— médiatisé par des groupes structurés dès que le long terme de référence, l'ampleur ou la complexité du problème rendent le discours direct avec les citoyens relativement difficile. C'est le cas des projets pour les centrales nucléaires.
On remarque également qu'il y a différentes conceptions et objectifs de la participation.
La participation s'exprime au travers des multiples enjeux urbains non seulement d'ordre spatial mais aussi économiques et politiques. Elle s'exprime ainsi pour certains dans les rapports sociaux résultant en partie de ces enjeux. Pour les mêmes, dans les sociétés industrielles avancées, gérer ces rapports sociaux, en perpétuelle évolution, nécessite de découvrir de nouvelles formes d'organisation sociale qui s'adaptent en permanence (d'où la décentralisation des décisions et le recours à des formes d'interventions plus directes des usagers). Ceci sécrète progressivement de nouvelles formes urbaines, un nouveau cadre de vie.

Pour d'autres la participation peut recouvrir les objectifs suivants :
— un objectif technique intéressant la qualité du cadre de vie;
— un objectif éducatif déterritorialisé préconisé par les mouvements d'action socio-culturelle ou d'éducation populaire;
— un objectif sociologique qui concerne le développement de communautés sur des bases locales (défendu par les adeptes de l'animation globale);
— un objectif civique ou politique lié au droit à l'information sur le cadre de vie. Ce droit peut aller pour certains jusqu'à la revendication d'un transfert de pouvoirs.

Les transformations structurelles de la société française expliquent pour une partie ces exigences nouvelles.
Parmi les facteurs d'une désaliénation progressive des Français figurent les faits suivants :
— les Français ont de plus en plus un niveau de formation élevé... scolarité jusqu'à 16 ans... très souvent au-delà.
— la parcellisation des fonctions sociales notamment économiques et la dislocation des structures traditionnelles (familles élargies, village, église...) les poussent à trouver de nouvelles raisons de se regrouper;
— le temps libre qui augmente



PATRICK ZACHMANN

Favoriser des contre-pouvoirs en leur donnant des moyens de s'organiser.

malgré les aléas des transports;
— la rapidité des transformations socio-économiques et du cadre de vie entraîne une mobilité croissante et une remise en cause rapide des idées reçues.
— le dépassement pour une partie importante de la population, des problèmes de survivance amenant à transposer les demandes du domaine quantitatif au domaine qualitatif.

Développer des contre-pouvoirs.

Dans le cadre du PS, les débats sur la décentralisation du pouvoir local sont en cours.
La pratique actuelle des municipalités socialistes est souvent, il nous faut le regretter, éloignée des textes généreux, qui expriment l'orientation du parti.
Ainsi lors de la convention nationale du Parti socialiste les 21 et 22 juin 1975 (3) il était dit, que la perspective du socialisme autogestionnaire, propre au PS, devait en *« rompant avec une vision trop économiste »* se limitant à la seule sphère de la production, s'attaquer aux immenses problèmes socio-culturels qui ont surgi au cours des dernières années.

La reconnaissance, toujours dans ce même document, de l'intérêt d'une décentralisation, aussi importante que possible des lieux de pouvoir, favorisant toutes les formes directes d'intervention des travailleurs et des citoyens, était soulignée vigoureusement.

Cette décentralisation était-il rappelé *« ne doit pas être octroyée mais bien négociée entre des partenaires responsables. »*

L'analyse qui était faite dans ce document de la valeur de la décentralisation négociée amenait à reconnaître qu'il fallait compléter la doctrine du primat absolu des transformations de l'économie et de la maîtrise du pouvoir de l'Etat et y adjoindre pour marcher sur deux pieds la transformation des mentalités, pour ne pas courir le risque de passer de l'hégémonie capitaliste à une bureaucratie de gauche.

Plus récemment, dans un document de large diffusion publié début 1977 (4), « la commission du manifeste municipal » reprenait les différentes propositions précédentes dans la perspective des élections de mars.
Dans ce document, retenant les données des analyses sociologiques présentées précédemment, les responsables du PS, soulignent l'intérêt de l'idée de contre-pouvoir et de liberté d'expression estimant que le pouvoir est toujours le lieu de conflits d'oppositions et que c'est au travers de ces derniers que peut se manifester une véritable démocratie.
Allant plus loin, ce document préconise de favoriser ces contre-pouvoirs en leur donnant les moyens de s'organiser et d'agir, pour permettre aux citoyens de devenir majeurs.
La « décentralisation » évoquée tout au long des 160 pages de ce livre correspond à la possibilité d'intervention autonome des citoyens d'un quartier, d'un équipement, ou d'un service pour débattre des questions qui les concernent, formuler des avis préalables aux décisions importantes, gérer, animer, directement chaque fois qu'ils le peuvent dans des conditions démocratiques.
Les idées précédentes qui servent de référence à l'action du Parti socialiste ne nous font pas oublier où nous sommes :

— dans une société où la règle du profit maximum pour quelques uns entraîne l'exploitation et l'aliénation des autres;
— dans une société où les inégalités liées à la naissance marquent profondément tout un chacun;
— dans une phase de lutte pour la conquête du pouvoir qui suppose pour certains de mettre l'accent sur la prise du pouvoir communal ou d'Etat, les actions d'information, de formation ou d'éveil à une meilleure conscience du monde chez nos concitoyens, avec ce que cela

ESPRIT

Jacques Julliard : Un an avant

•

Ahmad Maroun : Liban-Palestine

•

Entretien avec Cornélius Castoriadis sur l'économie marxiste, sur l'impossibilité d'être à la fois révolutionnaire et dogmatique, sur une action politique qui vise à réaliser l'autonomie.

•

G.-H. de Radkowski : L'économie pervertie

•

Odile Bourguignon : Fêtes de famille

•

Claude Cadart : La démaoïsation

•

FÉVRIER 1977, 15 F

ESPRIT 19, rue Jacob, Paris 6e C.C.P. Paris 1154-51

suppose de décentralisation, étant souvent pour de nombreux militants renvoyées après cette phase historique.

Alors entre l'aliénation qui bouche les horizons de certains, les inégalités résultantes qui amènent nombre de militants à exercer une position de leader comment et à quel moment promouvoir notre projet autogestionnaire dans la vie quotidienne? Comment donner une autre dimension à la vie démocratique en associant étroitement l'élection et le contrôle, l'organisation et la délégation nécessaires dans le cadre de nos sociétés complexes — avec la décentralisation et le dynamisme de petits groupes humains indépendants dans l'interdépendance?

Comment dans ce cadre assurer l'appui aux structures collectives existantes ou en cours de création (associations, syndicats, comités, groupements...) dans une phase de lutte pour le contrôle comme dans une phase de contrôle du pouvoir sans pour autant vouloir régenter, gouverner ces mouvements?

Ces différentes questions peuvent trouver des réponses dans l'analyse des pratiques quotidiennes des équipes de militants du PS ou des autres formations qui concrètement ont trouvé sur tel ou tel point de détail des solutions pour l'information, la concertation, la gestion,...

Nous pourrons à ce propos organiser dans la revue Faire, une présentation de ces tentatives réussies ou non pour faciliter éventuellement la généralisation des enseignements que l'on peut en tirer.

Un autre type de réponses devra toutefois être trouvé dans un approfondissement idéologique de l'autogestion et particulièrement de l'autogestion du quotidien et des activités « non productives » au sens strict de la comptabilité nationale. La dichotomie travail-non travail qui a servi de base à l'élaboration des idées socialistes à la fin du XIXe siècle doit être l'objet d'un réexamen attentif, dans une perspective historique qui, nous semble-t-il, doit redonner beaucoup d'importance aux superstructures.

Ce débat commence à peine, nous ne pouvons que souhaiter qu'il se développe.

Jean-Pierre MURET

---

(1) Le nombre de citoyens qui suivent les affaires publiques avec le désir d'y prendre part est limité, il est heureux qu'il en soit ainsi. La Cité, la Nation où chaque jour un grand nombre de citoyens discuteraient de politique seraient proches de la ruine... Le simple citoyen qui est un vrai démocrate, se fait, en silence, un jugement sur le gouvernement, et lorsqu'il est consulté, à dates régulières, pour l'élection, il exprime son désaccord ou son accord. Après quoi, comme il est normal et sain, il retourne à ses préoccupations personnelles... »

M. Debré, in « Ces princes qui nous gouvernent ».

(2) « La démocratie ne consiste pas à mettre épisodiquement un bulletin dans une urne, à déléguer les pouvoirs à un ou plusieurs élus, puis à se désintéresser, s'abstenir, se taire, pendant cinq ou sept ans. Elle est action continuelle du citoyen, non seulement sur les affaires de l'Etat, mais sur celles de la région, de la commune, de la coopérative, de l'association, de la profession... La démocratie n'est efficace que si elle existe partout et en tout temps. Le citoyen est un homme qui ne laisse pas à d'autres le soin de décider de son sort ou du sort commun. Il n'y a pas de démocratie si le peuple n'est pas composé de véritables citoyens, agissant constamment en tant que tels ».

P. Mendès France, in « La République moderne ».

(3) 15 thèses sur l'autogestion.

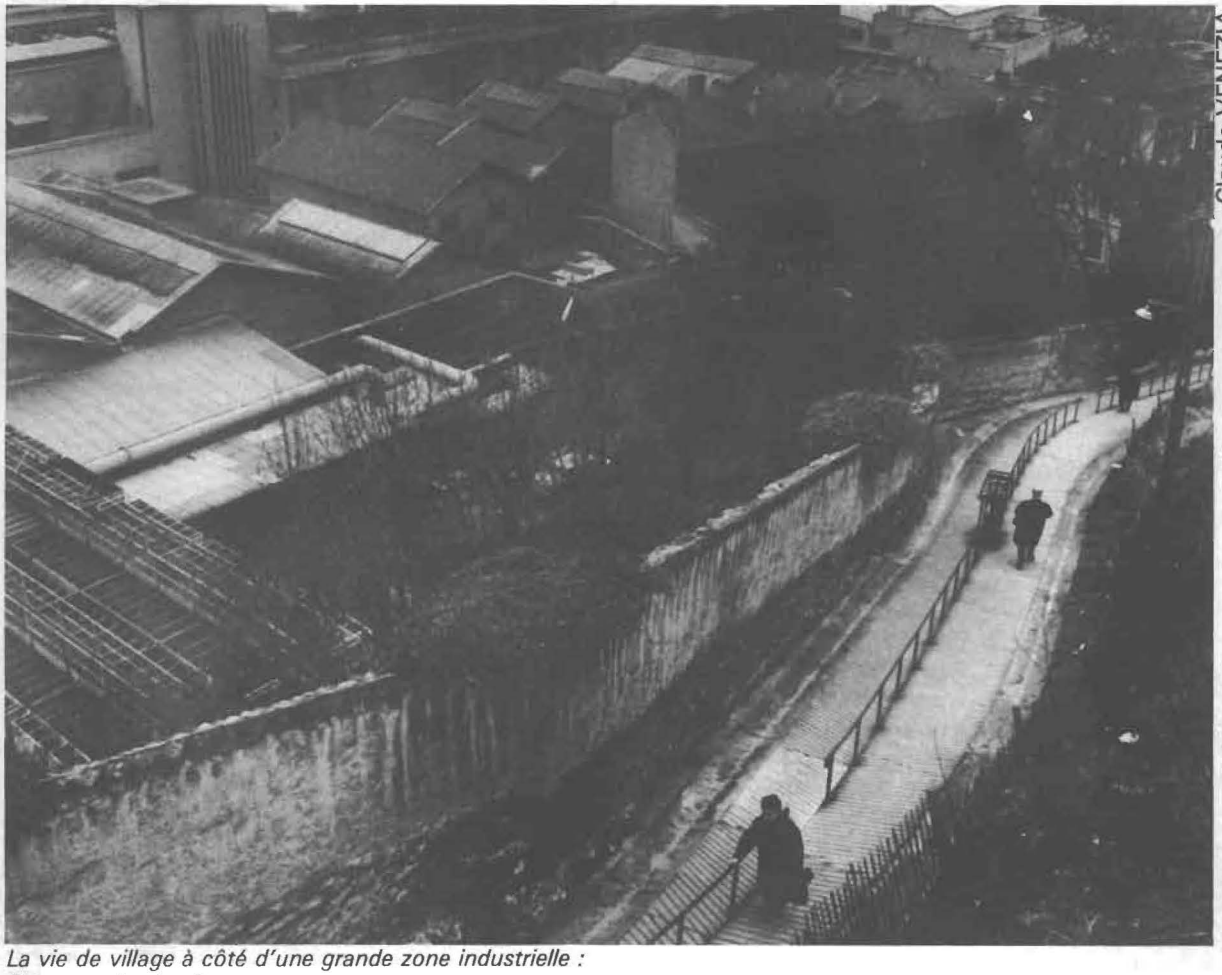
(4) *Citoyens dans sa commune : propositions municipales socialistes.* Flammarion, Paris 1977.

Vandoncourt : la gestion d'un village

Dix sept associations pour six cent habitants, un « conseil municipal » de jeunes, le programme de l'année élaboré par les représentants de la population. Voilà comment un maire de village gère sa commune.

Je voudrais situer tout de suite les choses et parler en général de notre expérience de Vandoncourt, aussi bien sur la démocratie que sur les méthodes d'animation.

Vandoncourt, 600 habitants, est situé à dix kilomètres de Sochaux, douze de Montbéliard et à trois kilomètres des grands ensembles d'Audincourt, qui sont en train d'envahir toute une partie de la zone qui nous entoure. Nous sommes donc un village à côté de la grande zone industrielle de Sochaux, Montbéliard, Belfort. Notre position géographique, notre situation vis-à-vis de cette immense usine de Sochaux et de ses annexes, qui groupent plus de 60 000 ouvriers, définit nos préoccupations. Pour nous, rester un village, nous



Claude VENEZIA

La vie de village à côté d'une grande zone industrielle : Comment la vivre?

défendre pour éviter l'envahissement, permettre à notre commune de vivre, éviter d'être une cité-dortoir, voilà ce qui nous a éveillé au problème de notre petite communauté. Par ailleurs, Vandoncourt est un village, d'origine protestante, avec des traditions, une population active extrêmement habile, laborieuse, d'origine paysanne puisque nous avions entre les deux guerres 55 % à 60 % de paysans; il n'en reste plus que quatre, tout le reste étant constitué d'ouvriers de chez Peugeot et des petites usines de sous-traitance. Peu vont en Suisse. Dans cette population, beaucoup de jeunes, beaucoup de vieux se sont éteints ces dernières années et de nouvelles familles sont venues s'installer. Soixante-quinze enfants sont répartis dans nos trois classes, et environ quarante jeunes vont, soit dans les CES, soit dans l'enseignement technique à Audincourt, Hérimoncourt et Montbéliard.

Quelque chose qui bouge

Petit à petit les gens s'en allaient. Notre village mourait, se désintéressait de la vie paysanne, de la vie communautaire. Bon an mal an, il fonctionnait comme tous les villages, placés dans la même situation. A la tête de la commune, une municipalité ancienne dont la moyenne d'âge était d'environ soixante ans, avec un maire installé depuis vingt ans, par tradition. L'argent mis de côté par la municipalité ne lui servait pas à grand chose bien que la transformation du village ait été amorcée : des routes, des aménagements communautaires, un embryon de salle des fêtes, des salles de réunion et autour de la mairie, quelques activités extrêmement réduites.

Quand je suis rentré, en 1968, de Madagascar, nous nous sommes rassemblés avec quelques personnes du village, et nous avons décidé de créer une association que nous avons appelé « Association Sportive et Culturelle de Vandoncourt ». Elle regroupait les différentes activités du village.

Nous avons organisé des fêtes, des conférences, rassemblé des gens, dans la très modeste salle des fêtes qui existait au village, et que nous avons utilisée. A la longue les habitants commençaient à mordre à ces activités et à avoir du plaisir à se retrouver, on sentait qu'il y avait « quelque chose qui bougeait ». Dans les années 68-70, la vie s'est réanimée petit à petit, les habitants des villages alentour s'intéressaient à ce qui se passait chez nous, les anciens revenaient, et le contact se rétablissait avec les jeunes. Mais la municipalité restait fermée à ces initiatives. Elle continuait son petit train-train de son côté, tandis qu'un groupe dynamique de personnes du village s'appuyait sur l'ASCV affiliée à la Fédération d'Organisation des Loisirs du Doubs et du territoire de Belfort (puisque nous sommes à cheval sur les deux départements) et sur l'Association des parents d'élèves Cornec de notre école primaire. Ces deux associations travaillant en liaison, ont pensé qu'il n'était pas possible de continuer comme celà, en se heurtant sans cesse à la municipalité. En 1970, nous avions déjà réalisé gratuitement, pas mal de choses et les gens nous faisaient confiance, nous avons donc décidé de nous intéresser à la vie municipale. En janvier, nous avons lancé, au titre de l'ASCV, et en liaison avec les parents d'élèves, un questionnaire à une centaine de personnes choisies dans le village en fonction de leur appartenance à différentes communautés, en nous efforçant de représenter un éventail de la population du village (hommes, femmes, jeunes, vieux, professions libérales, ouvriers de chez Peugeot, paysans...). Ce questionnaire portait sur la vie du village, l'animation culturelle, la participation de la jeunesse à la prise de responsabilités, les biens des sociétés entre elles, la liaison avec la municipalité. Plusieurs grands thèmes avaient été retenus : la population (participation à des actions d'ensemble, secours, assistance, enfants sans joie, village fleuri, rénovation de la fête patronale), administration du village (information, discussion des projets par le conseil municipal, élections...) et autres idées. Et en dernier point, « votre avis sur l'avenir du village ».

Dix-sept associations.

Sur cent questionnaires distribués, nous avons reçu soixante-douze réponses. Celles-ci étaient anonymes et la synthèse que nous en avons fait a constitué un programme cohérent, qui est encore à l'heure actuelle la base de toute notre action. Les gens souhaitaient en majorité la sécurité, une meilleure circulation dans le village; ils demandaient ensuite l'adduction d'eau (nous manquons d'eau dans le village), une meilleure animation pour faire vivre le village, ils désiraient également être informés et associés à la vie du village. Nous avons à partir de ces résultats élaboré un programme qui a été diffusé, affiché (un peu à la manière chinoise), et quand la campagne électorale est arrivée, nous avons dit : « Voilà votre programme : voter pour nos candidats, c'est voter pour vous ». Alors les gens ont ratifié ce qu'ils avaient élaboré et nous avons été élus.

Autour de notre liste de treize noms, très homogène, sont venus s'agglomérer des personnes qui animent depuis des associations. Il y a dix-sept associations dans notre village. qui reçoivent des gens de toutes sortes, venant

même de l'extérieur adhérer chez nous. Plusieurs personnes du village appartiennent à des associations différentes.

Chaque année, en novembre, le programme de l'année suivante est établi, entre les responsables d'associations et la commission du conseil municipal.

Bien sûr, il a fallu mettre tout çà en place. Nous l'avons fait en informant les gens. Je crois que rien de démocratique ne peut se faire dans une communauté, quelle qu'elle soit, si ses membres ne sont pas informés. L'information est essentielle et nous avons de nombreux moyens pour le faire : la presse locale, (qui publie toutes les informations sur nos activités qu'envoie notre correspondant). Ceci permet une excellente diffusion, à l'extérieur comme à l'intérieur du village.

Nous avons ensuite installé une trentaine de petits panneaux répartis dans les coins « sensibles » du village. Ces petites affiches sont diffusées à tous les membres des différents conseils d'association.

Nous avons également un journal qui a pour titre « Info Dama » ; c'est une information au niveau de tous les habitants ; nous tirons pour les 185 foyers du village, et ce journal est diffusé par les enfants des écoles. Chaque groupe d'élèves a une rue en charge, et un papier peut-être diffusé dans le quart-d'heure qui suit. Il y a enfin le bulletin municipal, qui est pour nous un gros travail trimestriel. Tous les gens peuvent y prendre connaissance du compte-rendu des réunions du conseil municipal et des budgets. Tout ceci est orchestré au mieux et nous avons une équipe chargée de l'information très intéressante. Il existe d'ailleurs, pour gérer le bulletin et les informations qu'il contient, une association « pour l'information des habitants de Vandoncourt ».

Cette intégration des habitants à la réalisation du bulletin nous paraît très importante.

Développer les biens.

Et puis la vie sociale du village, nous permet de développer les liens entre les habitants et de renforcer leur attachement à un village qu'ils aiment, dont ils sont fiers, et qu'ils défendent.
Comment ? D'abord nous voulons protéger le site. Nous avons la chance de vivre dans un cadre agréable, dans un vallon, sur les contreforts du Jura, nous avons un joli point de vue sur la vallée du Doubs et la forêt de Belfort. Les gens sont sensibles à celà, ils sentent qu'ils ont quelque chose à défendre. Nous avons donc un POS (Plan d'Occupation des Sols) au niveau du village. Nous avons créé quatre collèges : propriétaires, non-propriétaires, jeunes et paysans, avec en plus le collège du conseil municipal. Ceci a intéressé tout le monde, nous avons fait des réunions, celà fait deux ans que nous travaillons sur ce POS et les gens ont bien compris ce qu'est un Plan d'Occupation des Sols. Le nôtre devrait sortir cette année.
J'ai parlé de nos conseils municipaux : au départ, notre idée était la suivante : que faire pour que les gens se sentent engagés dans la vie municipale ? Il y avait les treize conseillers. On a pensé qu'il fallait que les jeunes participent. Treize conseillers jeunes constituent un « conseil municipal des jeunes », ils sont élus par les jeunes de 15 à 25 ans. Il fallait aussi des anciens, alors il y a treize « conseillers anciens » de 55 ans jusqu'à... la limite, élus par leurs pairs et participant à la vie communale. Il y a ensuite l'union des sociétés, avec les représentants des dix-sept associations : c'est la fanfare, c'est l'association communale de chasse, les ACPG (Anciens Combattants Prisonniers de Guerre), les coopératives scolaires, l'association sportive et culturelle, l'information du village, les jeunesses protestantes, l'association pour la lecture publique du village, l'amicale des pompiers de Vandoncourt (car nous avons créé une équipe de pompiers pour répondre au besoin de sécurité des habitants), l'association des sentiers de Vandoncourt, l'association des amis de Vandoncourt, l'association des parents d'élèves, l'association des pêcheurs, le groupe alpin, le comité antinucléaire, le foyer des jeunes et le club du troisième âge. Chaque association prend une part de l'animation de la vie du village. Nous avons également dans le village deux objecteurs de conscience (puisque nous avons choisi l'option de défendre le service national civil), qui se mettent au service de la population.
Nous avons organisé de nombreuses manifestations assez originales, comme la soirée des Nations, où tous les étrangers se sont présentés, nous avons fait aussi une exposition des « dadas », où les gens se sont découverts les uns les autres, nous faisons chaque année des repas en commun... Pour Noël, nous avons fait un réveillon du village avec 270 participants. Nous organisons des sorties... le village est en perpétuelle activité. Les jeunes ont organisé récemment un marché aux puces et ont fait, en deux dimanches un million ancien de bénéfice, en vidant les greniers du village. Nous venons de mettre en place un atelier de couture et nous lancerons prochainement un atelier de dactylo. Ce que nous essayons, c'est de répondre aux besoins. Et les gens sentent qu'ensemble, nous trouvons des solutions.

Jean-Pierre **Maillard Salin,**
Maire de Vandoncourt.



Beaubourg en débat

« Supermarché » de la culture, piège culturel, opération de prestige. Pour Bernard Pingaud il ne faut pas espérer que Beaubourg devienne rapidement cette « maison pour tous » dont rêvent certains. Dominique Clerc sera lui, d'un autre avis.

A croire la propagande officielle, il faut avoir l'esprit bien chagrin pour critiquer Beaubourg. Voilà des années que la gauche dénonçait la politique de misère suivie par le pouvoir actuel en matière culturelle. Va-t-elle maintenant bouder une réalisation que le monde entier nous envie et qui permettra de donner enfin aux créateurs les moyens de s'exprimer, d'ouvrir l'art moderne au grand public, de diffuser dans la France entière l'information et le savoir? Comme, de surcroît, personne ne conteste l'utilité particulière des diverses institutions réunies à Beaubourg, la cause semble entendue : le Centre appartient à ses usagers; prenons-en possession, cette énorme « machine » sera ce que nous en ferons.

Je ne trouverais rien à redire à un tel raisonnement si la « machine » était effectivement apte à tous les usages. Mais quand on étudie, comme l'a fait le groupe de travail chargé de préparer le rapport du PS sur Beaubourg, la genèse de l'opération, quand on analyse le fonctionnement actuel du Centre, après trois ans de préfiguration, on est bien obligé de constater qu'il n'en est rien. La conception même du Centre, les préoccupations de pur prestige qui sont à son origine (refaire de Paris le premier centre européen de la création artistique), son contenu — et notamment le poids prédominant des activités de conservation et de diffusion —, l'importance des frais de fonctionnement dûs à la nature du bâtiment, ses structures administratives très centralisées, tout cela ne permet pas d'espérer, au moins dans la phase actuelle, que Beaubourg devienne, comme on l'affirme, une « maison pour

tous », c'est-à-dire un lieu d'expérimentation et de participation culturelles animé par les usagers eux-mêmes.

Et l'on peut se demander si un organisme de cette taille, qui absorbe à lui seul 10 % des crédits de la Culture, pourra échapper, sous quelque régime que ce soit, à la tutelle du pouvoir politique; si Beaubourg ne risque pas d'être demain l'« appareil culturel d'Etat » qui, de Paris, répandra sur tout le territoire les produits d'une culture contrôlée; si ses liens avec le marché de l'art international ne vont pas, d'autre part, peser lourdement sur le programme des expositions.

Bref, la vraie question que nous devons nous poser est celle-ci : lorsque la gauche arrivera au pouvoir, pourra-t-elle utiliser Beaubourg dans un sens conforme aux orientations culturelles qui sont les nôtres? Le document adopté par le Bureau exécutif du PS (1) fait, là-dessus, un certain nombre de suggestions sur lesquelles je ne reviendrai pas. Un mois après l'ouverture, il me paraît plus intéressant d'élargir le débat en évoquant les trois fonctions essentielles qui sont généralement attribuées à l'action culturelle : création, diffusion, animation.

Le programme commun reconnaît « la fonction irremplaçable de la création artistique et littéraire dans la société ».

Si l'on veut que cette fonction ne soit pas étouffée ou détournée par un système économique dont l'unique critère est la rentabilité, il est indispensable que la collectivité publique prenne en charge l'aide à la création. Encore faut-il s'entendre sur le sens et la portée de cette action. J'ai souvent dû, dans des réunions publiques, défendre le PS contre le reproche qui lui était fait de ne pas soutenir assez les « créateurs ». C'est que le mot même de création est équivoque et qu'on confond trop souvent, quand on l'emploie, une profession et une spécialité.

Nous ne sous-estimons nullement l'importance du rôle joué par les « créateurs » professionnels, même si (et justement parce que) l'on ne peut jamais juger, dans l'immédiat, de l'intérêt social d'une œuvre. En ce sens, la « fonction » du créateur dans la société, c'est d'être celui qui, ne remplissant aucune fonction précise, maintient toujours ouverte la possibilité d'une non-fonction. Mais nous disons que l'objectif d'une politique socialiste de la création doit être aussi d'élargir le nombre des créateurs, de « désacraliser » une activité qui passe à tort pour réservée à une élite d'individus prestigieux et marginaux. Comme l'écrivait Marx, il s'agit de faire en sorte, non pas que chacun, demain, « remplace Raphaël », mais que « chacun qui porte en soi Raphaël » puisse « se développer librement ».

Cela ne suppose pas seulement la dénonciation du mythe du créateur séparé des autres hommes. Cela veut dire aussi que l'on réexamine l'idée même de création, en comprenant que toute activité autonome, responsable, dans les comportements les plus simples de la vie quotidienne (les plus éloignés apparemment du domaine esthétique) est déjà créative, dans la mesure où elle n'est pas directement « fonctionnelle ». Je n'ai pas l'impression que les responsables de Beaubourg qui voudraient s'engager sur cette voie disposent de l'outil approprié. Je crains fort, au contraire, qu'en dehors d'expériences restreintes (comme celle de l'Atelier des enfants), la « machine » ne contribue à renforcer le privilège des arts nobles et des créateurs.

L'équivoque est la même en ce qui concerne la diffusion.

Chacun sait, à gauche comme à droite, les limites inévitables auxquelles se heurte, dans un système fondé sur la ségrégation sociale, toute politique de « démocratisation » culturelle visant à ouvrir l'accès des œuvres au plus grand nombre. Les promoteurs de Beaubourg paraissent penser que, sans toucher au système, l'obstacle peut être franchi si l'on essaie d'imaginer des formules nouvelles, plus ingénieuses, plus attrayantes de démocratisation. Ainsi nous présentent-ils le Centre commme une « grande surface culturelle », dont ils reconnaissent le caractère « intrinsèquement élitaire », mais qui pourra attirer la foule si la promotion est faite « à partir du lieu » et non pas « à partir des produits finis » (1). Plus explicite encore, M. Miroudot, dans son rapport au Sénat, parlait d'un « drugstore culturel » où l'on allait « piéger » le client.

Je passe sur le caractère méprisant de la formule. Elle a pour elle les arguments d'un réalisme à courte vue : il est vrai que la grande majorité des usagers que l'on veut faire venir à Beaubourg sont, aujourd'hui, incapables d'apprécier la subtilité des recherches de Marcel Duchamp. Mais s'y intéresseront-ils demain parce qu'on aura mis à leur disposition un lieu « chaleureux », muni des gadgets les plus modernes, un lieu où il se passera toujours quelque chose comme aux Galeries Lafayette? Et surtout, que signifie cette volonté sinon un impérialisme déguisé? La conception purement diffusionniste de l'action culturelle suppose acquise (et toujours reproduite) la distinction entre ceux qui ont la culture (ou qui la font) et les autres. Elle exclut les manifestations qui ne

(1) **Les socialistes et Beaubourg**, Secrétariat national à l'Action culturelle, 12 cité Malesherbes, Paris 9e.

(1) Je cite ici un document qui a circulé dans le Centre, sous le titre **Embarquez-vous pour le XXe siècle.**

répondent pas aux normes définies par l'homme « cultivé ». Or nous ne pouvons plus ignorer aujourd'hui — parce que la résistance, un peu partout, s'organise — que cette prétention aboutit à nier les cultures régionales, locales, professionnelles, à travers lesquelles les groupes sociaux de base prennent conscience de leur identité. Et que ce que nous considérons un peu vite comme des « refus » de culture (que l'on pourrait désamorcer par les techniques appropriées) désigne, en fait, des aspirations et des comportements différents, liés à d'autres formes d'expression qui ne sont pas forcément « artistiques ».

Disant cela, j'ai l'impression d'enfoncer des portes ouvertes. Mais il faut bien voir que l'idée même de diffusion se trouve du même coup remise en cause. Non pas qu'une politique culturelle socialiste doive, purement et simplement, renoncer à faire connaître, aussi largement que possible, l'« héritage ». Il ne s'agit pas de remplacer un privilège par un autre, en opposant une prétendue « culture populaire » à une prétendue « culture bourgeoise ». Il s'agit seulement de veiller à ce que l'idée socialiste de la différenciation, du pluralisme se substitue, dans ce domaine comme ailleurs, à celle du monopole, de garantir la possibilité d'une confrontation (fût-elle conflictuelle) entre des formes qui ne sont pas issues des mêmes exigences ni ne répondent aux mêmes critères.

Cela signifie que Beaubourg devrait, comme tous les établissements d'action culturelle, se donner pour premier objectif d'être le lieu de cette confrontation permanente. Mais un tel objectif est parfaitement incompatible avec l'idée du « piège » culturel que l'on nous propose.

Enfin, il convient de s'entendre sur ce que l'on appelle animation.

Si Beaubourg limite ses ambitions à devenir une « grande surface culturelle », ses animateurs auront surtout à cœur d'attirer le chaland. Déjà, comme on a pu le constater en lisant certaines déclarations (1), les méthodes les plus modernes du marketing sont utilisées pour « vendre » Beaubourg. L'opération semble avoir parfaitement réussi. Dès les premiers jours, la foule se pressait aux portes du Centre, si nombreuse qu'il a fallu prendre des mesures pour endiguer le flot des curieux. Je n'ai rien, à priori, contre le marketing. Je demande seulement si traiter les usagers du Centre comme les clients d'un grand magasin est une bonne manière de faire d'eux des agents culturels conscients, qui participent réellement à la vie de Beaubourg, au lieu de la contempler (2).

On cite souvent le mot de Brecht sur l'élargissement du « cercle des connaisseurs ». Mais Brecht a dit aussi que la culture ne devait pas être considérée « comme une chose, un bien », mais « comme un facteur d'évolution, et surtout comme un processus ». Parce que les œuvres sont l'aboutissement extrême de ce processus et représentent le cas privilégié où l'expression culturelle se donne à voir, à lire, ou à entendre sous la forme d'un objet apparemment accessible à tous, on a toujours tendance à confondre la culture avec ses produits. Mais si l'on met l'accent sur le processus lui-même, et sur la diversité de ses cheminements dans l'ensemble du champ social, l'animation prend un tout autre sens. Elle ne consiste plus, au pire à vanter le produit, au mieux à favoriser la compréhension et la critique des œuvres ; elle consiste à provoquer, à partir d'une situation donnée qui est celle du groupe social où elle s'exerce, la prise de conscience et la recherche de formes d'expression propres sans lesquelles il n'y a pas de processus culturel. Et puisque, dans la société où nous vivons, seule une minorité est à la fois capable de produire sa culture et d'en jouir, il est clair qu'une politique socialiste, en matière de culture comme d'éducation, doit se traduire par un effort inégalitaire en faveur de ceux qui, aujourd'hui privés de cette possibilité, en sont réduits à contempler, de près ou de loin, la culture des autres. Leur permettre de s'exprimer eux-mêmes est la meilleure chance qu'ils puissent un jour s'approprier cette culture étrangère et, en même temps, la modifier. Mais une animation ainsi conçue est difficilement compatible avec les « grandes surfaces » ; elle suppose, au contraire, la multiplication, autour des centres de la culture consacrée, d'une multitude de petits foyers qui leur feront contrepoids.

Je sais que les préoccupations que j'exprime ici sont celles d'un certain nombre de responsables de Beaubourg. Qu'ils ont, au sujet de l'évolution de la « machine », les mêmes craintes que nous. Il va de soi que nous les soutiendrons chaque fois qu'ils essaieront de mettre réellement le Centre au service des usagers. Mais ne nous faisons pas trop d'illusions. En nommant, à la tête de Beaubourg, un ingénieur des Ponts et Chaussées, ancien ministre des Travaux publics de la Côte d'Ivoire, le pouvoir a donné le ton : le gros bolide est fait pour emprunter les autoroutes ; on ne le verra guère sur les chemins de terre.

Bernard PINGAUD.

---

(1) Voir notamment **Le Monde** du 30 décembre 1976.

(2) L'observation vaut surtout pour le Musée et les expositions. Il est permis de penser que la Bibliothèque publique d'information sera effectivement « utilisée ».

Savoir utiliser Beaubourg

Intégrer Beaubourg dans une politique culturelle d'ensemble, lui conserver son autonomie, en faire une institution ouverte. Les potentialités du centre Georges Pompidou sont nombreuses pour la gauche si celle-ci sait les utiliser.

Visiblement Beaubourg (on écrit Centre Georges Pompidou mais on prononce Beaubourg!) embarrasse les formations politiques de gauche. C'est qu'au fond, elles sont convaincues que le Centre répond à des préoccupations de démocratisation culturelle qui sont les leurs, mais elles sont gênées parce que sa réalisation est le fait de la droite.

Ceci explique la diversité des positions des partis de gauche dans le débat sur Beaubourg. Laissons de côté le débat sur l'architecture. Je ne vois pas au nom de quoi la gauche pourrait la contester : pour une fois en France, des architectes ont été choisis de manière démocratique, une construction publique a été conduite sur la base d'un programme établi en concertation avec les utilisateurs du bâtiment et les pouvoirs publics ont respecté le budget prévu! Ayons l'honnêteté de le reconnaître.

Mais parlons plutôt du contenu que du contenant! Avec l'ouverture du Centre au public, le débat sur la nature de ses actions culturelles doit prendre le relais du débat sur son architecture.



M. DELLUC/VIVA

Le Centre répond à des préoccupations de démocratisation culturelle.

En ce domaine, tout a été dit. Reconnaissons d'abord au Parti communiste la constance d'une attitude favorable à Beaubourg depuis longtemps déjà. Et s'il réclamait en 1973 une commission d'enquête sur le Centre, c'était afin de le défendre contre le Pouvoir qui l'avait engendré. C'est pour la même raison que le Parti communiste Français a nettement combattu en octobre 1976 les projets de Françoise Giroud tendant à réduire la subvention de fonctionnement. Le P.C.F. voit dans Beaubourg une grande entreprise nationale et en même temps l'amorce d'une politique culturelle de masse. Qu'il côtoie dans sa fidélité les plus réactionnaires des pompidoliens ne l'effraye pas : il est convaincu que ceux-ci abandonneront bientôt Beaubourg!

Les formations d'extrême-gauche sont évidemment beaucoup plus critiques que le Parti communiste. Certes, Charlie-Hebdo a parfois défendu, au nom du droit à la fête, l'éruption de ce bâtiment aux couleurs psychédéliques au cœur de la capitale. Mais en général, les organisations gauchistes voient dans Beaubourg une entreprise sordide de récupération culturelle, de détourne-

ment politique et de gaspillage au détriment des autres actions (plus traditionnelles?) du Secrétariat d'Etat à la Culture.

Disons au passage que cet argument ressassé selon lequel Beaubourg retire tout argent aux autres actions est un peu éculé! car enfin, pour quelques dizaines de millions qui manquent aux théâtres, combien de centaines s'envolent dans la conservation du patrimoine? Et pourquoi concentrer le tir sur une action nouvelle alors que le problème posé est celui du financement de l'ensemble de la culture : une fois encore l'arbre Beaubourg cache la forêt de la rue de Valois!

Ce que j'admets mal, en matière de jugement politique dit de gauche sur la culture, c'est celui qui emprunte ses arguments à la droite ou au petit gotha des bruits de couloir parisiens.

Sans doute vais-je fâcher Tribune Socialiste qui vient de tomber dans ce piège tout comme Daniella Righini dans le Nouvel Observateur (lequel d'ailleurs nuance ses jugements par la plume de Guy Dumur). Mais Dieu que les intentions machiavéliques du Pouvoir paraissent dérisoires lorsqu'elles s'appuient sur des approximations qui fourmillent d'erreurs. Il faut prendre du large et de la hauteur par rapport aux échos du petit monde culturel.

C'est bien ce que semble avoir fait le Parti socialiste qui se tient prudemment à l'écart de ces querelles, François Mitterrand s'est contenté de déclarer en 1974 que Beaubourg devait être poursuivi mais à l'écart de toutes préoccupations mercantiles. C'est le moins que l'on puisse dire! Mais c'est un peu maigre.

Pour y voir plus clair, on commence à disposer d'informations livrées au public. Claude Mollard, Secrétaire général du Centre vient de publier dans la collection 10-18 « L'enjeu du Centre Georges Pompidou », sorte de « livre blanc » de 300 pages qui présente une masse d'informations qui s'achèvent par une liste de questions et de réponses dans lesquelles l'auteur ne prend pas parti. Le mérite de ce livre est de dresser un panorama général du Centre, son histoire lointaine et proche, et ses prolongements possibles dans ce qu'il appelle les établissements culturels intégrés. La thèse de Claude Mollard est que Beaubourg n'est pas un fait dû au hasard — la volonté de Georges Pompidou — mais la manifestation d'un mouvement général qui pousse à la création d'institutions culturelles intégrant des activités multiples, des disciplines différentes et s'adressant à la fois aux créateurs et au public.

Ce livre qui vient à son heure permet de mieux saisir l'enjeu de Beaubourg et je voudrais me livrer ici avec son aide à un exercice de démystification de Beaubourg.

Il convient d'abord de dessiner les quatre ambiguïtés de Beaubourg avant de mettre l'accent sur les riches potentialités du Centre notamment pour la gauche.

Les ambiguïtés de Beaubourg.

a) La première ambiguïté est celle de l'argent. A gauche comme à droite, on reproche à Beaubourg de coûter trop cher. Mais cet argument a trouvé plus de défenseurs auprès des représentants du Sénat qu'auprès de ceux de l'Assemblée nationale. C'est un argument conservateur. Je connais les difficultés que rencontrent nombre de troupes de théâtre, je sais la misère des MJC. Mais, y aura-t-il quelqu'un pour dire que Beaubourg ne coûte guère plus que le Muséum d'Histoire naturelle, autant voire même moins que l'Opéra, un peu plus qu'une grande université? Si l'on attaque la soi-disant chèreté de Beaubourg et que l'on ne dit rien du coût de ces autres institutions, c'est que l'un dérange, alors que les autres ne dérangent pas (ou plus!).

On pourrait même aller plus loin : dire que Beaubourg coûte chaque année le prix de construction de quelques bombardiers nucléaires ou d'une trentaine de kilomètres d'autoroute, et que sa subvention permet d'assurer une ouverture de la création contemporaine à deux millions de visiteurs auxquels il faut ajouter ceux qui bénéficient de ses actions en province. Il faut se méfier des chiffres. Certes, Beaubourg représente 9 % du budget annuel de la Culture (1). Mais d'abord le budget de la rue de Valois ne représente qu'une partie des actions culturelles financées par les pouvoirs publics (1/3 environ). En outre, il faut bien apprécier la signification de ce chiffre : la part du budget de la rue de Valois qui va aux actions culturelles contemporaines était jusqu'ici ridicule au regard des actions de conservation. Si grâce à Beaubourg cette part passe de 5 % à 15 %, il faut, je pense, s'en féliciter à gauche et regretter que cette part reste encore insuffisante.

b) Deuxième ambiguïté de Beaubourg : est-il ou non un acte culturel autoritaire? Là encore la droite et la gauche stigmatisent le fait du prince. A droite comme à gauche la culture a horreur de l'autorité! Mais qu'est-ce à dire? Il est incontestable que sans la décision de Georges Pompidou, Beaubourg ne serait jamais né. On peut regretter qu'il n'y ait pas eu plus de concertation dans la décision. Mais est-ce une raison pour entacher l'institution d'une tare congénitale? Je ne le pense pas. Là encore, ce débat est dépassé. Il relève des années 70. Et quitte à choquer, je dirais que beaucoup de ceux qui protestent contre le caractère autoritaire du Centre ne le font pas sans arrière-pensée, notamment celle de n'avoir pu à l'occasion d'une vaste consultation, torpiller un projet dont on ne voulait pas! Il faut se méfier de la revendication



J.-J. BENICHOU

L'une des expositions itinérantes de Beaubourg : « Femmes d'un jour ».

de démocratie en matière de décision culturelle surtout si elle touche à la création contemporaine : si les directeurs de théâtre attendaient d'avoir un référendum ou un sondage favorable pour mettre à l'affiche des pièces de jeunes auteurs, il est certain que ceux-ci attendraient longtemps. On n'aurait jamais eu Picasso sans précurseurs prenant des risques contre l'opinion générale. On n'aurait pas eu Beaubourg non plus.

Quoiqu'il en soit, il faut distinguer entre la décision de réaliser le projet et les décisions concernant son fonctionnement. Seules ces dernières nous intéressent et il nous faut saluer à cet égard l'effort de co-gestion qui inspire le statut de Centre et qui assure une certaine autonomie de son fonctionnement vis-à-vis de la rue de Valois.

c) Troisième ambiguïté de Beaubourg : il traduirait une excessive concentration culturelle au plan parisien. Il est inutile de nier ici le caractère gigantesque du projet. On l'oppose volontiers à gauche et à droite aux initiatives culturelles locales vers lesquelles, plus que le béton, se tournent les responsables culturels. De ce point de vue, Beaubourg relève d'une opération de type gaullien. Et l'on peut se demander si ce « paquebot France Culturel », si ce « Concorde culturel » n'est pas déjà condamné? (les expressions sont de Bernard Tesseydre et de Pierre Schneider). A quoi Michel Guy répondait que Beaubourg devait être une « centrale de la décentralisation ».

Mais au-delà des formules quelle est la réalité?

D'abord une constatation : si l'on veut regrouper des disciplines différentes dans un même lieu, inciter les responsables à décloisonner leurs programmes et modifier les comportements du public, il faut bien regrouper.

Mais dira-t-on pourquoi ne pas avoir fait ce regroupement dans une ville de province? Réponse : parce que les activités constitutives de Beaubourg existaient déjà à Paris : le Musée national d'Art moderne, la Bibliothèque de lecture publique, le Centre de Design. Et contrairement à ce que l'on imagine, Paris ne bénéficiait pas d'équipements culturels sophistiqués par rapport à la province. Le Musée d'Art

moderne était vétuste. Paris ne disposait même pas d'une grande Bibliothèque de lecture publique comme Lyon plus en avance que Paris sur ce plan ! Le Parti communiste français a eu le courage de dénoncer la misère des équipements culturels parisiens au regard des besoins d'une population de dix millions d'habitants au demeurant privés d'espaces naturels de loisir dont bénéficient les habitants de province.

En outre, cette concentration culturelle est souhaitable au regard de la mission d'ouverture de la culture au plus grand nombre. Je crains que ceux qui critiquent les grands équipements n'en tirent prétexte pour se cantonner dans des actions culturelles ponctuelles, limitées et en définitive élitaires.

Par sa dimension, Beaubourg est condamné à être ouvert au plus grand nombre. Je ne pense pas que la gauche puisse le regretter.

En revanche, elle doit réclamer la bonne intégration du Centre dans une politique culturelle d'ensemble. Qui dit Centre, dit périphérie. S'il faut de grands équipements de diffusion, il faut aussi de petites actions locales, décentralisées qui mènent le pays dans sa profondeur et sa diversité. Au regard de l'objectif d'autogestion, Beaubourg est l'un des versants d'une politique qui doit encourager les initiatives décentralisées. Mais celles-ci ont besoin d'un Centre auquel elles puissent s'alimenter en informations, auprès duquel elles puissent puiser une assistance technique. Bref, les deux actions sont complémentaires. Beaubourg seul, est un colosse aux pieds d'argile. L'initiative culturelle décentralisée sans centre est trop souvent privée de lendemains, vouées aux hasards du bénévolat et du comportement des élus locaux.

Si l'on croit que l'action culturelle doit se développer et contribuer à l'épanouissement d'une société socialiste, Beaubourg y a sa place... et une place de choix.

J'ajouterai que la dimension du Centre prend encore plus de sens au plan européen. Beaubourg est un Centre européen et non pas parisien. Vu d'outre-atlantique, il constitue un pôle de rayonnement pour la culture européenne. Ce n'est pas par hasard si Beaubourg a reçu, dès l'origine, la collaboration d'architectes anglais et italiens, si le directeur de son Musée est Suédois, et si Pierre Boulez a reçu le concours de collaborateurs étrangers.

Du point de vue de la gauche, ce pôle culturel peut être un instrument de résistance aux modèles culturels des blocs, une centrale de diffusion de la culture européenne dans un monde où les idées circulent de plus en plus. Ce n'est pas avec des centres de quartiers seulement que l'Europe et la France peuvent s'imposer comme plaque tournante au plan international !

Certains peuvent voir dans cette mission un goût immodéré de prestige. J'y vois pour ma part le moyen d'affirmer la personnalité culturelle du pays.

d) Reste la quatrième ambiguïté de Beaubourg : le Centre dans notre « société libérale avancée », serait la traduction de mobiles cachés et machiavéliques des pouvoirs pompidolien et giscardien : d'une part, obtenir l'adhésion des artistes et les amener ainsi à ne plus contester et d'autre part faire passer dans un modèle culturel unique les masses populaires ainsi dominées par l'idéologie néo-capitaliste.

Ces idées qui résument la thèse du PSU méritent un examen attentif.

Il est évident qu'une grande institution culturelle peut difficilement se développer en marge de l'idéologie dominante. Mais ce qui est vrai de Beaubourg, l'est de toute institution culturelle ; et peut-être moins de Beaubourg que de la plupart d'entre elles. Les chaînes de télévision sont certainement beaucoup plus dans la main du Pouvoir que Beaubourg ! Leur rôle dans la diffusion de l'idéologie dominante est évidemment plus important. C'est que Beaubourg reste quelque peu marginal par son objet : la création contemporaine. La place de celle-ci est peu importante dans l'idéologie bourgeoise. La meilleure preuve en est l'hésitation de la classe au pouvoir vis-à-vis de Beaubourg. Elle soutient le projet parce qu'il relève de l'initiative de Geogres Pompidou. Mais nul n'ignore que Giscard ne l'apprécie pas et que beaucoup d'élus de la majorité se reconnaissent au fond assez peu en lui. La création dérange toujours surtout si elle est contemporaine. Le paradoxe de Beaubourg c'est d'avoir été voulu par un président de la République qui a oublié un temps ses fonctions pour se laisser aller à une inclination mal contrôlée !

En, fait, je pense que Beaubourg peut être, dès à présent, un instrument permettant de faire éclater certaines contradictions au sein de la majorité et plus largement au sein de la classe au pouvoir. Tout se passe comme si la droite avait engendré un enfant de gauche qu'elle ne veut pas voir comme tel parce qu'il porte le nom de son père, et comme si la gauche ne voulait pas reconnaître cet enfant qui fait pourtant partie de sa famille mais qui ne porte pas son nom !

Peut-être, au moment où Beaubourg vient d'ouvrir au public, sommes-nous placés à un carrefour et proches d'un renversement des comportements politiques à son égard : la droite ne tient à ce projet que par fidélité à Georges Pompidou. Giscard souhaite au fond l'abandonner. Il appartient aujourd'hui à la gauche de le soutenir et de le faire sien ! Le Parti communiste français n'a-t-il pas déjà annoncé que viendra un jour où la gauche devra défendre ce projet créé par la droite !





Savoir développer des activités en direction du grand public.

qui peut affirmer que ce jour n'est pas proche?

C'est pourquoi, face à Beaubourg, la gauche doit aujourd'hui rechercher les potentialités de ce Centre et apprécier le bon usage qu'elle pourrait en faire si un jour prochain le pouvoir lui revenait.

La gauche doit d'abord se méfier de deux tentations. Que ceux qui reprochent aujourd'hui au pouvoir de faire pression sur le Centre pour en faire un instrument de sa politique, ne soient pas tentés demain de vouloir l'orienter à gauche! Le pluralisme culturel me paraît devoir être respecté coûte que coûte.

On ne peut reprocher au pouvoir actuel de ne pas garantir une autonomie culturelle suffisante aux responsables du Centre et se préparer à faire disparaître cette autonomie au service d'une autre politique. L'autonomie culturelle doit être garante du bon fonctionnement du Centre vis-à-vis de tout pouvoir quel qu'il soit.

Il appartient alors plutôt aux hommes de gauche de mieux définir les axes d'une politique à moyen terme dans laquelle le Centre devrait s'inscrire.

La deuxième tentation serait de limiter le caractère populaire du Centre. Les responsables culturels dits de gauche sont parfois des aristocrates de la pensée et n'admettent pas toujours d'entreprendre des actions pédagogiques considérées avec mépris. Sous un gouvernement de gauche le Centre devrait certes entreprendre une **activité critique**, mais également développer des actions moins glorieuses mais plus populaires de caractère pédagogique, afin que Beaubourg constitue bien cette école parallèle au service de la création contemporaine dont nous avons besoin. Bref, il faut se garder des tentations de la politique politicienne et de l'alibi que pourrait être l'apologie d'une fonction critique pour ne pas agir au service des catégories sociales les plus populaires.

Ces deux précautions étant prises, il me paraît alors possible de définir la richesse des potentialités de Beaubourg dans le cadre de la politique culturelle d'un gouvernement de gauche.

a) En premier lieu, **il importe de développer ensemble les deux axes du Centre en direction de la création contemporaine et du grand public.** Le centre doit être une tête chercheuse au service des créateurs, mais il doit permettre aussi à ceux-ci de rencontrer le public. Pour prendre une comparaison architecturale, il doit ressembler à une pyramide dont la pointe aiguë reposerait sur une base aussi large que possible.

Si ces deux axes ne sont pas poursuivis simultanément, le Centre sombrerait soit dans l'élitisme et l'ésotérisme, soit dans une consommation culturelle de masse condamnée à la médiocrité.

Il ne faut pas oublier que le seul fait d'être avant

tout ouvert à la création contemporaine apporte au Centre un ferment que l'on peut appeler révolutionnaire, et en tous les cas qui a pour effet de déranger les habitudes, même celles des dirigeants d'un pouvoir de gauche. Tout gouvernement socialiste digne de ce nom doit l'admettre. Sinon il tombe un jour ou l'autre dans l'impasse du réalisme-socialiste ! C'est alors que prend toute son importance la revendication de l'autonomie du Centre vis-à-vis du pouvoir politique.

b) Il est toujours plus facile, plus séduisant de s'ouvrir aux créateurs, aux recherches nouvelles d'expression que de se consacrer à la longue et patiente action d'éducation et de formation du public. **Cette action d'ouverture au grand public** me paraît pourtant être la deuxième potentialité du Centre. Beaubourg doit être une « Maison pour tous ». A cette fin, il doit être relié à toutes les actions d'éducation populaires associatives ou non. Il y a là un énorme travail à entreprendre. L'éducation populaire a besoin de se greffer sur un centre de rencontres, d'échanges. Beaubourg sera alors un véritable carrefour incarné dans le tissu réel et profond de la vie du pays. Il sera l'une de ces institutions ouvertes, accueillantes, réclamées par Ivan Illich afin de lutter contre les monopoles institutionnels existants, notamment en matière d'Education nationale.

Le Centre ne plaquera plus alors une idéologie sur un public considéré comme une grande masse indistincte. Il agira comme une pompe foulante et refoulante, comme un poumon qui reçoit et rejette, bref, comme une instance de dialogue fécond avec des groupes, recevant de ceux-ci des idées, des initiatives et leur apportant son concours.

c) C'est alors qu'apparaîtra une troisième potentialité de Beaubourg dans une société socialiste : **son caractère interdisciplinaire pourra vraiment devenir concret.**

Les quelques expériences d'actions interdisciplinaires réalisées depuis quelques années se heurtant à des difficultés qui tiennent aux caractères généraux de la société capitaliste qui tend à cloisonner la vie sociale en secteurs fermés les uns aux autres.

L'action culturelle qui passe par le Secrétariat d'Etat à la culture est également cloisonnée. Chaque direction du ministère se comporte comme une féodalité qui ignore ce que fait son voisin. Le ministre des Affaires Culturelles d'un gouvernement socialiste devra compter avec cette réalité. Pour la modifier, il lui faudra créer des institutions horizontales. Beaubourg sera alors l'une de ces institutions permettant de rétablir le courant entre les secteurs de la vie culturelle afin de les inerver et de les réanimer.

Toute action culturelle digne de ce nom doit conduire au décloisement. Beaubourg peut être une institution-pilote permettant de faire revivre les institutions culturelles nationales. On voit alors combien il serait néfaste et léger de condamner cette opération sous prétexte qu'elle a vu le jour sous l'égide d'un gouvernement de droite...

d) En outre, Beaubourg, par sa dimension, par son existence même, peut constituer **l'un des pôles d'une action culturelle organisée intensivement dans tout le pays.**

La gauche réclame depuis des décennies un budget culturel plus important. On peut imaginer que le jour où elle sera au pouvoir, ce vœu deviendra réalité. Il y a deux façons d'utiliser cet argent : le diffuser à tous les acteurs culturels, indistinctement : tous ont besoin d'argent. Mais il faut craindre alors une dispersion de cet argent et une inefficacité totale dans son utilisation.

Mieux vaudrait qu'il soit concentré sur un certain nombre de pôles culturels régionaux, à charge pour eux de procéder, si besoin, à une redistribution, qui, étant plus de proche de l'usager, sera mieux faite que de Paris.

Le développement culturel étant l'une des priorités d'un gouvernement de gauche, la porte devrait être ouverte au développement d'une **grande fonction culturelle nationale.** Cette action pourra prendre appui sur Beaubourg qui deviendra alors vraiment une « Centrale de la décentralisation culturelle. »

J'ai voulu montrer que Beaubourg n'était pas une institution à rejeter. Au contraire, son ambiguïté permet de définir dès à présent, un bon usage de Beaubourg permettant de préparer l'avenir.

Qu'il y ait une dizaine de centre de ce type en province, reliés entre eux, reliés à Paris, et le paysage culturel de la France pourrait considérablement changer.

Beaubourg est avant tout conçu comme un instrument, un bel instrument. Le tout est de savoir l'utiliser. Les potentialités seront riches, si la gauche sait les découvrir. Mais il faut s'attendre alors à des combats politiques autour du Centre parce que la droite acceptera difficilement d'abandonner l'instrument qu'elle a engendré... à moins qu'elle ne se prépare déjà à l'abandonner.

Dominique CLERC

---

(1) Mais 3 % seulement des dépenses publiques culturelles (ministères et collectivités locales confondues).

A nos lecteurs : Si vous avez connaissance d'expériences susceptibles d'être publiées dans la rubrique « Changez la Vie », n'hésitez pas à nous écrire, voire à nous envoyer un article.

Onze ans de chaîne

Onze ans de chaîne
dont quatre comme O.S.
chez Renault.
Pas de voiture
Un mois
aux Baléares une fois.
Il milite à la C.F.D.T.
et se dit
proche du PS.
Il dit ici ce qu'il pense
du militantisme politique
dans l'entreprise.



A. MUNOZ DE PABLOS

Etre OS chez Renault.

« Je travaille à la Régie Renault depuis sept ans. Je suis O.S. dans l'île Seguin. Avant Renault, j'avais travaillé quatre ans chez Citroën. Ça me fait donc onze ans de chaîne.

Nous travaillons en équipe, une semaine de 6 h 40 à 15 h 40 et une semaine de 15 h 40 à 22 h 55. On ne peut pas dire que cette vie me plaît. On s'y plaît parce qu'on est obligé d'y être. La camaraderie est bonne dans l'atelier, on chante, on boit un coup, on a un petit transistor, on chahute un peu, même en travaillant, on arrive toujours à embêter son copain, à lui envoyer un petit boulon ou à lui faire un nœud à son tuyau, ou mettre de la colle au manche du pinceau. On dit : « Chez Renault, ils lisent le journal »; oui, c'est vrai, on arrive toujours à se débrouiller même quand il y a beaucoup de boulot. Ça nous aide à tenir le coup, parce que le travail est totalement inintéressant, ce n'est que de la routine et on est sur les nerfs. La semaine dernière, il y a un gars, un espagnol, qui a cassé la gueule à un chef. La réaction des gars, ça a été de dire : « Ah il est con, l'espagnol, il lui a mal cassé la gueule ! »

Je vais au boulot en bicyclette, tous les jours, été comme hiver. De chez moi (Colombes) à Billancourt, ça fait seize kilomètres, il faut compter quarante-cinq minutes. Quand je suis du matin je dois partir à 5 h 45. Le vélo, c'est la vie, ça donne un peu d'oxygène. Je passe par le bois de Boulogne. Quand on est dans le bruit toute la journée, ça fait du bien. Et ça ne coûte pas un sou. Pour l'instant on n'a pas de voiture, mais ma femme a passé le permis et quand on aura assez d'argent, on s'en paiera une. A son travail, ma femme se fait chambrer parce que je travaille chez Renault et que nous n'avons pas de voiture. Mais on a préféré avoir déjà tout le confort chez nous. Parce que, quand on s'est marié, on n'avait rien, et on a d'abord habité à Meudon, dans un tout petit logement, sans salle de bains ni WC. Quand ma fille, qui a maintenant cinq ans, est née, on a cherché quelque chose de plus grand et de plus confortable, et on a atteri ici, à Colombes.

On est bien installé, c'est tout neuf, mais c'est

quand même cher pour un trois pièces. Je gagne 2400 F, c'est tout juste assez. Aujourd'hui, il faut travailler à deux, tout seul ce ne serait pas possible. Et si ma femme ne travaillait pas, elle serait encore plus tentée d'acheter, elle irait davantage dans les magasins. Elle est secrétaire à la B.N.P. C'est bien, elle a pas mal d'avantages : on lui paye la moitié des frais de nourrice pour le fils qui a un an, et elle est payée quatorze mois et demi. Mais il y a des moments où vraiment elle n'en peut plus, même si je l'aide de mon mieux. Evidemment, ce serait mieux qu'elle reste à la maison pour s'occuper des deux petits, mais on n'a pas le choix. On ne peut pas vivre avec un seul salaire d'ouvrier, avec le coût de la vie aujourd'hui, si on veut vivre convenablement. Si elle ne travaillait pas, je ne vois vraiment pas comment on aurait pu avoir tout ce qu'on a ici : le mobilier, les rideaux, la télé-couleur. Les seules vacances qu'on a eues, c'est par elle, par le comité d'entreprise de la B.N.P. : un mois aux Baléares, en hôtel. Des vacances formidables. Sinon, ce sont des vacances bretonnes, chez mes parents puisque je suis de là-bas. C'est agréable et peu coûteux.

Réussir ? Moi, je me pose la question. Dans le fond, il n'y a que ça : réussir, c'est gagner du pognon.

Ma réussite personnelle à moi, c'est l'ambiance familiale, mon chez moi, ma femme, mes gosses. On est bien ensemble, le soir, tranquille... la télé marche bien. Le samedi et le dimanche on fait des gâteaux, on fait le ménage et les courses, on se repose... on profite de ce qu'on a. C'est pour ça que je dis que l'ouvrier doit maintenant se battre surtout au niveau des conditions de vie, parce que pour le reste, ça a drôlement progressé. Mais du côté du travail, ça a plutôt empiré. Sur le plan professionnel pour moi, c'est une voie de garage, une voie sans issue. Je me vois toujours travaillant dans une usine. C'est vrai que ce n'est pas drôle comme perspective. Il y a des issues, oui, mais elles sont individuelles, et ça je n'en veux pas. Que diraient les copains de l'atelier ? « C'est un salaud, il nous laisse tomber ». Je ne peux pas. Je prends l'exemple d'un gars qui sort du même milieu que moi. Il est monté comme moi de Bretagne pour aller travailler à Paris. On s'est embauché ensemble chez Citroën. Et puis je le retrouve chez Renault. C'est devenu un petit chef. C'est lui qui contrôle mes heures de délégué. Il s'est cassé le bras et il vient quand même travailler alors qu'il pourrait s'arrêter ! Je peux devenir un chef d'équipe moi aussi, mais il faudrait que je laisse mon mandat, que je me renie... Je n'ai pas la mentalité.

Je milite depuis que je suis entré chez Renault. J'ai été influencé par des copains, mais surtout, ce qui m'a plu à la C.F.D.T., c'est la revendication de l'augmentation uniforme des salaires. La C.G.T. elle, à l'époque encore plus que maintenant, ne voyait pas tout ça. Par exemple, on a fait grève, nous, on va avoir 20 F d'augmentation ; mais notre chef d'atelier qui est au coefficient 340, il aura 230 F. On est contre les primes à la C.F.D.T., parce que d'abord, quand on fait grève, ils vous la sucrent, mais surtout, c'est encore au coefficient. Il y a des types qui font 800 F ou 1 000 F de prime, chez les cadres. Ça je suis contre, tout en sachant qu'il faut une différence de salaire, parce que je reconnais que le gars qui a été à l'école mérite d'avoir plus.

J'ai évolué depuis que je milite. Bon, au début, l'autogestion, tout ça, ça me passait au-dessus de la tête. Maintenant, je parle un peu plus des mots d'ordre syndicaux. Prends un exemple : il y a un type du P.C., ça fait dix ans qu'il milite, il dit : « Ils nous font chier, le gouvernement et ses alliés ». Ses alliés ? Je n'aurais jamais pensé à dire ça. C'est qui, les alliés ? Les chefs d'équipe qui m'emmerdent ou le gardien à la porte qui fouille mon sac ?

Moi, étant donné ce qu'est ma vie, je ne peux pas me permettre de rêver, et si je m'intéresse à la politique, c'est parce que je crois qu'un ouvrier doit s'intéresser à son avenir. Je pense que la gauche va venir au pouvoir et je l'espère, en tout cas. Politiquement, je suis plus près du P.S. que du P.C. Dans le P.S., il y a pas mal de tendances qui sont bonnes, mais il y a des gens qui nous rendent mal à l'aise, qui nous dépassent un peu. Le P.C. est beaucoup plus terre à terre, ce qui fait que sur ce plan, j'ai une certaine sympathie pour le P.C. Il faut dire que je suis dans un secteur où le P.C. déplace pas mal d'air. On sent que ses militants y croient. Dans le P.S., il y a des tendances ouvrières et puis il y a des tendances « socialistes »... le mot est vague, on est tous socialistes. Si tu prends ma boîte, la section d'entreprise serait bien contente de m'avoir, parce que ça représenterait une percée dans le monde ouvrier. Parce qu'il faut dire qu'à la section, ce sont surtout des types des bureaux ; le secrétaire est un cadre C.G.T. C'est surtout à l'atelier que tu rencontres des gars du P.C. Alors tu vois, les gars du P.S., dans ma boîte, ils sont autour de la direction et les types du P.C. sont des prolos à la base. On est deux ou trois à être sympathisants socialistes, à la base. On peut les compter sur les doigts d'une main ! On ne peut pas dire que le P.S. a une base d'atelier qui puisse lui remonter nos problèmes. C'est ce qui fait que leurs débats nous passent par-dessus la tête, parce qu'ils ne les greffent pas sur des trucs qui tiennent au cœur des mecs, des trucs qu'ils vivent dans leurs conditions de travail. J'ai toujours été dans une organisation. Ça a d'abord été à la J.O.C. Le militantisme se situait au niveau de la vie courante, de l'atelier, de la vie quotidienne des gars. C'est comme ça que je conçois le militantisme : partir des problèmes

quotidiens dans la localité ou dans l'entreprise.

Pour moi, tu vois, il y a deux conceptions : une syndicale et une politique. D'une certaine façon, la conception politique me gêne dans l'entreprise et d'une certaine façon ça m'embêterait d'être P.S. ou P.C.

Par rapport aux courants politiques, il faut maintenir une certaine autonomie. Ce qui fait que si un jour le P.S. ou le P.C nous emmerde, on peut leur rentrer dedans. Pour l'instant, on ne peut pas dire qu'ils nous emmerdent... Ce n'est pas un renoncement à être au P.S., mais pour l'instant je ne vois pas ce que pourrait être ma tâche vis-à-vis des travailleurs. Si tu veux, je suis P.S., je vote P.S., mais la situation des partis politiques est ambiguë par rapport à une organisation syndicale. Parce que demain, si la gauche est au pouvoir, on le souhaite, mais que va faire le syndicat?
Il y a un tas de gens dans l'opposition qui parlent de l'autogestion, mais je ne sais pas si ça les intéresse tellement. Qu'est-ce que ça fera, un syndicat de gauche, une fois que la gauche sera au pouvoir? Est-ce qu'on dira « amen » à tout ce que fera ou dira un pouvoir politique de gauche?
La gauche va être au pouvoir. Je vais prendre un exemple : à la tôle la semaine dernière, deux beaux messieurs sont arrivés en costume, DS noire et tout. Des gens bien placés... La gauche passe parce qu'il y a des tas de gens qui sont mécontents. Les beaux messieurs, une fois que la gauche sera passée, resteront les cadres et les dirigeants de l'entreprise. On ne va pas faire de but en blanc l'autogestion 100 %, ça risquerait d'être le chantier. Là-dessus, boîtes nationalisées ou pas, on va garder les mêmes pour nous diriger. La gauche devra faire des concessions avec ces types et même certains seront à gauche parce que le gouvernement sera à gauche. Donc nous, il faudra qu'on soit toujours vigilants. Alors si tu es vraiment engagé dans un parti de gauche, tu risques d'être complètement coincé. Prends l'exemple d'un contremaître militant C.G.T. et peut-être P.C., c'est un type chouette, mais quand il y a un tract syndical qui passe sur ses ouvriers, c'est plus la même chose! Il dit : « Faut quand même pas exagérer, les gars! ». Il n'est pas d'accord avec ce tract, il ne nous comprend plus. Parce que dans sa situation, il ne peut pas comprendre nos problèmes.
Ce que je veux dire, c'est que les partis politiques ont tendance à se servir des problèmes du monde ouvrier comme tremplin pour accéder au pouvoir, mais une fois au pouvoir... Mais n'importe comment, comme ils se feront élire sur un programme populaire, il faudra qu'ils fassent attention. »

Propos recueillis par Jacques CAROUX.

La nouvelle revue

Socialiste

No 22

UN NUMERO A NE PAS MANQUER

LE DEBAT SUR
L'ECONOMIE DE MARCHE

Un débat avec :
Pierre JOXE
Michel ROCARD
Jacques ATTALI
Gilles MARTINET
Didier MOTCHANE

présenté par **François MITTERRAND**

.....

BULLETIN D'ABONNEMENT
à remplir et à retourner accompagné de votre règlement à la
N.R.S.
12, Cité Malesherbes
75009 PARIS

Je désire m'abonner à la N.R.S. et recevoir les dix prochains numéros au prix de 100 Francs.
(étudiants 85 F)
NOM.....
ADRESSE .....
.....
CODE POSTAL .....
VILLE .....



M. DELLUC/VIVA

Comment se manifeste la pratique démocratique au sein des organisations politiques?

RECHERCHES ET DEBATS

La démocratie dans le parti

Gilles Martinet poursuit ici le débat engagé dans notre dernier numéro par Jean Legarrec et Patrick Viveret sur la « difficulté démocratique » (1). Il revient plus particulièrement dans le cadre de cet article, sur le fonctionnement du Parti socialiste.

Lorsque je parle de démocratie dans le parti il s'agit bien entendu du Parti socialiste français.

Mais je ne crois pas qu'on puisse discuter de son fonctionnement sans référence à l'histoire du mouvement ouvrier international et, plus précisément, à celle des organisations qui n'ont pas subi ou qui n'ont que très faiblement subi l'influence du stalinisme. Comment se manifeste au sein de ces organisations la pratique démocratique? Voilà la question.

Si l'on s'en tient à l'aspect purement formel des choses, on relève que cette pratique repose, comme dans tout système démocratique, sur l'élection des responsables, le vote de résolutions et l'exercice du droit de critique. Mais en poussant l'analyse un peu plus loin on observe :

1. Que la plupart des affrontements se règlent, d'une manière ou d'une autre, soit au niveau des possesseurs de fiefs locaux, soit à celui des appareils de courants, soit encore — lorsque les syndicats sont étroitement associés aux partis — à celui des dirigeants des grosses fédérations d'indus-

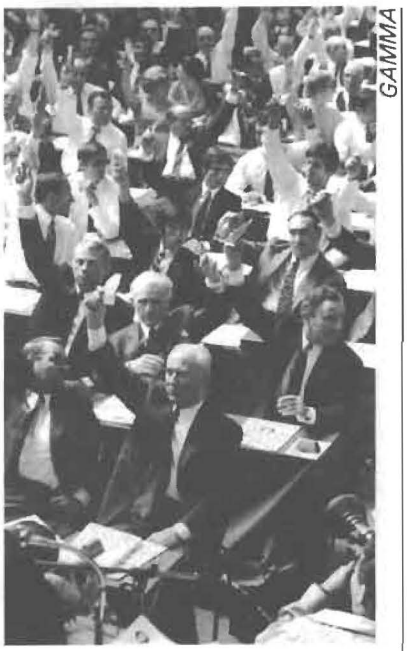
(1). Faire no 16 : Le langage et le pouvoir. Le PS et la difficulté démocratique.

trie. Dans la SFIO tout se jouait finalement entre Augustin Laurent, Mollet, Defferre, Guille et quelques autres, c'est-à-dire entre les patrons des fédérations du Nord, du Pas-de-Calais, des Bouches-du-Rhône et de l'Aude. Dans le parti travailliste anglais celui qui veut s'assurer une majorité doit avoir avec lui cinq ou six grands « bosses » syndicaux. Dans le parti socialiste italien de ces dernières années, on ne pouvait rien faire en dehors des courants Nenni, de Martino, Mancini, Lombardi et le congrès de 1976 n'a fait que redistribuer les cartes d'une autre manière.

2. Le jeu des « patrons » de fiefs, de courants ou de gros syndicats se trouve généralement « corrigé » par l'intervention d'un leader national. Ce n'est pas le mouvement ouvrier qui a inventé la personnalisation du pouvoir. Mais on ne peut pas dire qu'il ait ignoré le phénomène! Sauf dans les périodes d'incertitude où aucune majorité ne parvient réellement à s'affirmer, tous les partis socialistes subissent l'influence de l'homme qu'ils ont placé à leur tête et de l'entourage que celui-ci s'est donné, indépendamment des structures régulières du parti.

Lorsque le leader national prend des décisions qui se révèlent judicieuses, on se contente de déplorer, « mezzo voce », d'avoir été placé devant le fait accompli. Lorsqu'il se trompe ou se trouve trop en avance sur l'évolution des choses, on s'emploie à l'écarter. Et c'est alors que l'on apprend que, du temps de Wilson, le parti travailliste avait été en fait dirigé par un « kitchen cabinet » ou encore que de Martino portait seul la responsabilité des déclarations qui avaient conduit à la dissolution du Parlement italien. Et ce qui est vrai pour les partis dits « traditionnels », l'est aussi pour les petites organisations qui aspirent à les supplanter. Il suffit de se référer à l'histoire, déjà longue, du PSU.

Je force sans doute un peu le trait. Mais je crois impossible de parler de la démocratie dans un parti socialiste sans évoquer les formes qu'y revêtent concrètement les rapports mandants-mandataires ou si l'on préfère, dirigeants-dirigés (1). Certains s'indignent de la persistance de ces rapports. Mais imaginent-ils qu'une révolution aussi radicale soit-elle, puisse les effacer par un coup de baguette magique? Ces rapports tiennent aux stuctures mêmes de la société, à la division des tâches qui domine le procès économique, aux inégalités de formation et d'information, aux effets du travail contraignant et discriminatoire, à l'influence des vieilles traditions hiérarchiques, etc... Ce sont là toutes les réalités que le socialisme se propose précisément de transformer. Mais cela n'est possible que sur le long terme, au prix d'une lutte incessante et à partir d'une vision lucide des contradictions au milieu desquelles il faut agir.


GAMMA

Congrès national de la SFIO à Alfortville Mai 1969

Je me demande par quel miracle le nouveau parti socialiste aurait pu échapper au sort commun. La mise en cause, pour ne pas dire la mise en pièces, des vieilles structures de la SFIO a pu sans doute faire illusion. A l'exception d'une vingtaine de départements, le parti n'est plus dirigé par ses « notables » (ou plus exactement par ses anciens « notables » car il en naît nécessairement de nouveaux). Mais, dans le même temps, le pouvoir des états-majors de tendances est devenu de plus en plus grand, encore qu'il trouve ses limites dans une commune référence à un leader dont l'autorité est incontestée. On est passé d'une formule à une autre : on n'a pas vraiment innové.

Je n'évoque pas ces faits, connus de tous pour prêcher la résignation. Je crois à la possibilité et à la nécessité de transformer le système. Mais cette évolution ne peut se faire que progressivement et en fonction d'objectifs très précis.

Le premier élément dont il importe de tenir compte, c'est le caractère de rassemblement que conserve encore le PS. Un congrès suffit à opérer une fusion. Il faut des années pour réussir une véritable unification. Souvenons-nous de l'unité de 1905. Neuf ans plus tard, à la veille de la Première Guerre mondiale, on parlait encore de sections jauressistes, guesdistes, alemanistes ou blanquistes (1). Dans le cas du nouveau PS tout a été à la fois facilité et occulté par la présence du fédérateur qu'est François Mitterrand. Mais Mitterrand est le premier à faire la différence entre ce que le public aperçoit de l'extérieur et ce qui existe derrière la façade. Il sait l'unité fragile et s'en inquiète.

(1) Rapports qui sont relativement masqués quand le parti est ancien dans l'opposition mais qui prennent une forme aiguë lorsque le parti est au pouvoir. C'est pourquoi il est si important de s'interroger sur le rôle du P.S. et de ses militants dans la préfecture du gouvernement de la gauche unie.

(1) Le Parti communiste français a mis lui-même près de quinze ans à forger son identité.

Aussi importe-il de hâter l'unification réelle. Non pas par l'affirmation de la prédominance de l'une des tendances ou sous-tendances existantes (qui s'y essaierait s'y casserait les reins) mais par l'éclatement de ces tendances. Le parti doit rester pluraliste mais il faut que les courants qui s'y affirment soient liés aux problèmes d'aujourd'hui et non à ceux d'hier. Or les tendances actuelles sont des tendances « historiques ». Elles sont inséparables des évolutions qui se sont produites au long des années soixante dans la SFIO, dans le PSU, dans les clubs, voire dans certains syndicats. La majorité des adhérents du PS n'a pas vécu ces péripéties. Mais la plupart de ses cadres y ont été directement mêlés. D'où cette situation ambiguë où l'on voit des groupes d'hommes liés par des solidarités anciennes chercher à rallier un électorat (la base du parti) qui n'a rien à voir avec les querelles des périodes précédentes.

Certes, toute médiation démocratique tend à être une médiation déformante. Lorsque deux ou trois positions s'affrontent, ceux qui les défendent ont la tentation de jouer sur la sensibilité et non pas seulement sur la raison de ceux auxquels ils s'adressent. Ils manipulent alors les électeurs (ou les militants) davantage qu'ils ne les instruisent.

Le débat ouvert sur des bases relativement claires lorsqu'il était limité aux « sphères dirigeantes » s'obscurcit au fur et à mesure qu'on prétend en simplifier les termes.

Dans le cas du PS l'obscurité est d'autant plus forte que le débat est souvent biaisé dès le départ. Les nouveaux clivages sont masqués par la volonté de rester « unis entre soi », c'est-à-dire à l'intérieur des anciens courants. Dès lors ce qui est livré à la base s'apparente davantage au procès d'intention qu'à l'analyse rigoureuse. Derrière la motivation idéologique apparente, bien des démarches se résument à la consolidation ou la recherche de positions de pouvoir.

Encore une fois, le phénomène est atténué par l'autorité de François Mitterrand vers lequel chacun se tourne. Mais pour en être moins virulent, le mal n'en est que plus durable. Pourquoi changer d'habitudes puisque Mitterrand est là et prend l'essentiel des responsabilités? Cela peut paraître pesant par moments mais cela offre également pas mal de commodités.

Voilà pouquoi il faudra tôt ou tard dépasser les courants actuels, limiter les interventions des futurs courants en dehors de la période de préparation des congrès et recréer, à partir d'un certain nombre d'options précises, une majorité qui ne ressemble plus à un manteau d'arlequin. Quand cela se produira-t-il? Je n'en sais rien mais je suis persuadé que cela se produira pour le bien du parti et pour le bien de la gauche toute entière.

On ne peut évidemment s'en tenir là. Les changements à intervenir ne concernent pas seulement le jeu des courants. Il est au moins aussi important (mais les deux choses sont liées) de provoquer une circulation beaucoup plus rapide et surtout beaucoup plus complète de l'information à l'intérieur du parti.

Du centre à la périphérie et de la périphérie au centre, tous les canaux doivent être irrigués en permanence. Cela est sans doute plus facile à dire qu'à faire. Non seulement parce que la capacité de lecture de chaque militant est limitée. Mais aussi parce que l'information officielle (y compris celle des directions de courants) ne peut pas être une bonne information. Nous nous sommes dotés, dans le domaine de la discipline, d'institutions (les commissions des conflits) qui sont, au moins théoriquement, indépendantes des directions nationales et départementales. Sommes-nous capables d'opérer de la même manière dans le domaine de la presse interne du parti? Je me réserve de faire des propositions à ce sujet.

Sans bonne information, il n'y a pas de véritable contrôle et sans contrôle on ne parvient pas à dépasser le cadre de la démocratie classique et de ses différentes recettes. Les militants demeurent tenus de suivre ou de râler : ils ne sont pas préparés à participer effectivement à la direction du parti. Certains camarades souhaiteraient sans doute que l'on dise : « à diriger effectivement le parti ». Mais c'est précisément le type de formule que je me refuse à employer parce qu'il recrée, sous une forme nouvelle, les mystifications de la démocratie classique.

Le processus autogestionnaire (dans le parti comme dans l'entreprise ou la localité) ne supprime pas la délégation des pouvoirs et la délégation des pouvoirs tend à reconstituer en permanence le rapport dirigeants-dirigés. A vouloir ignorer cette réalité, un certain nombre de camarades s'enferment dans un monde imaginaire peuplé de « notables » vicieux, de « bureaucrates » retors et de purs « militants de base », porte-paroles authentiques des aspirations populaires.

Le malheur est que les « notables » et les « bureaucrates » connaissent généralement beaucoup mieux que ces camarades les véritables sentiments de la population, même s'ils tardent souvent à en percevoir les changements. L'univers politique est rempli de ghettos. Il y a aussi un ghetto militant (1). Ce sont les portes de ces ghettos qu'il faut ouvrir si l'on veut cesser de rêver à l'avenir dans vingt ans pour se préparer à vivre les promesses de l'année 1978.

Gilles MARTINET.

(1) D'autant plus fermé que la composition sociale de l'organisation est étroite. Le PS d'aujourd'hui compte une proportion trop faible d'ouvriers et trop grande d'intellectuels. Le débat est, au niveau des sections, monopolisé par ceux qui ont le langage.



CLAUDE VENEZIA

Aseptiser l'œuvre de Michels en l'enfermant dans les limites du passé.

Avancer avec Michels

Un auteur peut nous aider à réfléchir au problème de la démocratie au sein des organisations politiques. Il s'agit de Robert Michels. Pierre Rosanvallon nous le présente.

Robert Michels est un théoricien maudit. A la veille de la première guerre mondiale, il publie « Les partis politiques », livre consacré à l'analyse du parti social-démocrate allemand auquel il appartenait. Le sous-titre de l'ouvrage, « Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties », en indique déjà l'objet : Michels est en fait le premier théoricien de la difficulté démocratique (1).

Reconnu par l'Université comme le pionnier de l'analyse des partis politiques et comme le père de la sociologie des organisations, Michels est un auteur plus évoqué que véritablement lu. Au fond, Michels fait peur car il oblige à pénétrer lucidement au cœur d'une question que les militants refoulent. Aussi depuis cinquante ans n'a-t-on eu de cesse que d'exorciser son œuvre en l'enfermant dans les limites du passé ou en l'aseptisant au titre d'un classique de la sociologie. Avec Sorel et quelques autres, il fait partie de ceux que la mémoire théorique du mouvement ouvrier a trop facilement évacué. Il est vrai que Michels dérange, qu'il brouille les cartes en mettant à plat l'écart qui sépare les discours sur la démocratie des pratiques de la démocratie. Au point de départ de sa réflexion, une constatation : il y a

(1) Le livre de Michels a été réédité en 1971 aux Editions Flammarion (Collection « Science »).

« La démocratie est tout à fait incompatible avec la promptitude stratégique »

une sorte de contradiction qui se développe dans les partis qui se réclament de la démocratie.

D'un côté, « la démocratie ne se conçoit pas sans organisation » car l'organisation est nécessaire pour créer une volonté collective, pour éviter la dispersion des forces. « L'organisation est, entre les mains des faibles, une arme de lutte contre les forts », note Michels qui n'entend pas en revenir aux événements anarchistes et spontanéistes qui ont coûté si cher au mouvement ouvrier en le laissant combattre en ordre dispersé un adversaire de classe puissant. Mais d'un autre côté, constate Michels, « qui dit organisation dit tendance à l'oligarchie », c'est-à-dire à l'exercice du pouvoir de fait par une minorité. C'est sur ce point que se concentre l'analyse de Michels. La difficulté d'un véritable fonctionnement démocratique du parti à quatre sources principales à ses yeux.

1. Des causes « techniques »

Pour Michels, l'impossibilité « mécanique » de réaliser une démocratie directe rend inévitable la mise en place de systèmes de délégation et de représentation. Sur ce point, Michels ne rêve pas d'une démocratie transparente et spontanée. Mais il constate que la représentation se dégrade pratiquement toujours en domination par un processus progessif d'autonomisation des représentants. Si la démocratie représentative est la seule forme réaliste de démocratie, que Michels refuse de conjurer par une référence magique au mythe de la démocratie directe, elle se heurte donc rapidement à ses propres limites. En fin de compte, écrit Michels, « représenter signifie faire accepter, comme étant la volonté de la masse, ce qui n'est que la volonté individuelle. Il est possible de représenter, dans certains cas isolés, lorsqu'il s'agit par exemple de questions ayant des contours nets et souples et lorsque, par surcroît, la délégation est de brève durée. Mais une représentation permanente équivaudra toujours à une hégémonie des représentants sur les représentés ».

2. Des causes tactiques et stratégiques

« Une organisation forte, estime Michels, exige, pour des raisons autant de technique administrative que de tactique, une organisation également forte ». La centralisation et la personnalisation du pouvoir dans le parti répondent donc à une nécessité d'efficacité. « La démocratie est tout à fait incompatible avec la promptitude stratégique » : cette cause est déterminante pour expliquer la constitution du parti sur un mode d'organisation dont l'armée est souvent le modèle implicite ou explicite (on sait que Lénine et Gramsci feront la théorie de cette assimilation à de nombreuses reprises). Pour Michels, « seul un certain degré de césarisme assure la rapide transmission et la précise exécution des ordres dans la lutte de tous les jours ». La démocratie est donc limitée en tant qu'elle constitue un obstacle à l'efficacité de l'action du parti.

3. Des causes psychologiques

« Partout où je suis allé, j'ai entendu de la bouche des ouvriers des discours qui peuvent se résumer dans la phrase suivante : nous devons, de toutes nos volontés éparses, forger un marteau et le mettre entre les mains d'un homme dont l'intelligence, le caractère et le dévouement nous soient une garantie qu'avec le marteau il frappera fort ». C'est Lassalle, le fondateur de la social-démocratie allemande, qui s'exprimait dans ces termes lors de son fameux discours de Ronsdorf, ne doutant évidemment pas être l'homme dont il parlait! Michels constate que cette conception domine toujours dans les rangs du parti cinquante ans plus tard. Il estime que cela tient pour une bonne part à des caractéristiques allemandes : « prédisposition psychique à la subordination, sentiment profond de la discipline, bref



H. ROGER VIOLLET

L'hérédité, non encore liquidée, du caporalisme prussien.

toute l'hérédité non encore liquidée du caporalisme prussien ». Mais il va plus loin et s'interroge sur les raisons qui font que « les masses ont besoin de chefs à admirer » et que ce sont en fait les militants eux-mêmes qui produisent les leaders dans lesquels ils peuvent reconnaître l'incarnation individuelle de la puissance à laquelle ils aspirent collectivement. De ce fait, la position des leaders tend à devenir quasiment inexpugnable. Michels remarque d'ailleurs que les leaders s'appuient sur cette réalité pour faire du chantage à la démission un instrument de gouvernement. « Au premier obstacle auquel ils se heurtent, la plupart des chefs ne manquent pas d'offrir leur démission, en alléguant leur grande fatigue, mais tout en faisant valoir leurs mérites ». La conséquence de cet état de fait aboutit pour Michels à un paradoxe : « les masses sont beaucoup plus soumises à leurs chefs qu'à leurs gouvernements. Elles supportent de la part de ceux-là des méfaits qu'elles ne supporteraient pas de la part de ceux-ci ».

Ce mécanisme qui fonctionne dans le parti reproduit aux yeux de Michels le modèle bonapartiste défini comme « dictature personnelle conférée par le peuple, selon les normes constitutionnelles ». Michels montre par exemple longuement comment Napoléon III a constamment joué sur ce couple démocratie-autocratie en répétant sans arrêt avec beaucoup d'habileté qu'il n'était qu'un instrument aux mains du peuple pour mieux asseoir son propre avenir. Le bonapartisme est ainsi la théorie de la domination individuelle ayant bien son origine dans la volonté populaire, mais tendant à s'émanciper de celle-ci et à devenir souveraine à son tour. Dans cette optique, « une fois son nom sorti de l'urne électorale, l'élu ne souffre plus aucune opposition. Puisqu'il personnifie la majorité du peuple, toute opposition à son égard est anti-démocratique ». Michels estime alors logiquement que « le pouvoir du bonapartisme dérive en fait du référendum ». Pour Michels, c'est un mécanisme analogue qui fonctionne à l'intérieur du parti.

4. Des causes « intellectuelles »

« Les connaissances techniques des chefs leur assurent virtuellement une inamovibilité qui n'est sans porter atteinte à la démocratie ». C'est déjà une critique du pouvoir technocratique que Michels développe à ce quatrième niveau. La gestion du parti et la gestion politique (cas des députés) requièrent des gens compétents. Cette réalité renforce l'intangibilité de fait des leaders : la compétence appelle la spécialisation et la spécialisation fonde l'autorité ! La démocratie dans le parti se heurte inévitablement à cette limite. Mais Michels va encore plus loin en montrant comment le parti devient prisonnier de l'autorité publique acquise par les leaders : « le renvoi par les masses organisées d'un leader universellement estimé jetterait sur le parti, même aux yeux du pays, un profond discrédit ». Le parti fonctionne donc de telle manière qu'en sanctionnant un leader il finirait par se sanctionner lui-même.

« Notre intention, écrit Michels en conclusion de son ouvrage, était de démolir quelques-unes des faciles et superficielles illusions démocratiques qui troublent la science et induisent les masses en erreur. Et nous avons voulu enfin mettre en lumière quelques tendances sociologiques qui s'opposent au règne de la démocratie et, dans une mesure plus grande encore, à celui du socialisme ». Démolir les illusions : on aura reconnu l'expression maintes fois employée par Marx dans « L'idéologie allemande » et dans « Le Capital ». Cela ne doit pas surprendre. Car au fond, Michels ne fait qu'opérer dans l'ordre politique une analyse dont la démarche s'apparente à celle que Marx effectue dans le domaine écono-

mique et idéologique. Procéder à une « analyse concrète des situations concrètes », dévoiler les faits dissimulés par les discours, extraire la réalité de la gangue des intentions proclamées, n'est-ce-pas en effet faire œuvre scientifique ? C'est en ce sens que Michels conclut ses observations en définissant une « loi de la nécessité historique de l'oligarchie » comme Marx parlait d'une loi de la baisse tendancielle des taux de profit. Michels ne porte pas de jugements sur les réalités qu'il analyse : il procède au sens fort du terme à une critique matérialiste du fonctionnement démocratique dans le parti social-démocratique allemand. Ce qu'il entend démontrer en priorité, c'est donc l'idéalisme politique producteur d'illusions sur soi-même ; idéalisme qui nourrit la coupure entre la théorie et la pratique, la distance entre les conditions de la lutte d'aujourd'hui et les perspectives de demain « La grande erreur des socialistes, écrit-il, consiste à faire preuve, en même temps que d'un pessimisme parfois excessif relativement au présent, d'un optimisme trop rose et d'une confiance trop illimitée relativement à l'avenir ». Sortir la politique de ce balancement circonstanciel entre l'optimisme et le pessimisme, celà implique pour Michels de fonder l'action sur l'appréhension lucide des faits. C'est au réalisme qu'il invite, le pessimisme dut-il en être le prix. Et de fait, les conclusions de Michels sont pessimistes : « la masse, estime-t-il, ne sera jamais souveraine que d'une façon abstraite. Aussi la question qui se pose n'est-t-elle pas de savoir comment il est possible de réaliser une démocratie idéale. On doit plutôt se demander jusqu'à quel point et dans quelle mesure la démocratie est désirable, possible et réalisable à un moment donné ». Michels en reste là. Il ne propose rien. Il se borne à constater qu'aujourd'hui, « socialisme ne signifie pas tout par le peuple, mais tout pour le peuple ». La distinction est de taille, mais elle suffit pourtant à justifier aux yeux de Michels la démocratie comme étant, malgré ses limites, un moindre mal.

Ce livre, écrit il y a plus de soixante ans à partir de l'analyse du fonctionnement du parti social-démocrate allemand, a-t-il toujours quelque chose à nous dire ? La question se pose d'autant plus qu'on ne peut pas lire Michels sans être dérangé.

On peut estimer que son analyse est datée et circonstanciée, qu'elle est marquée par les traits propres à la social-démocratie allemande du début du siècle. C'est vrai. Mais on peut le dire aussi de Tocqueville ou de Marx, de Machiavel ou de Gramsci. Aucune œuvre n'échappe au fait d'être historiquement datée et marquée. Celà ne suffit pas pour justifier qu'elles n'ont plus rien à nous apprendre. L'intelligence ne manque pas de ruses pour refouler ce qui la déstabilise. Il serait trop facile d'exorciser les questions posées par Robert Michels en en parlant sur le mode du passé ou de l'ailleurs. Sur le mode du passé : l'analyse de Michels est « dépassée », elle caractérise une forme d'organisation politique primitive en quelque sorte. Sur le mode de l'ailleurs : les critiques de Michels ne concernent plus les partis socialistes contemporains, elles s'appliquent en fait aux partis communistes.

N'est-il pas plus juste de suivre son appel à la lucidité et de procéder comme il y invite à un « examen courageux et impartial qui pourra, sinon supprimer complètement, du moins diminuer dans une certaine mesure ces dangers de la démocratie ?

Avancer avec Michels, c'est prendre à bras le corps les questions qu'il pose et non pas les éluder. Il est vrai que ce n'est pas facile. Michels mesurait déjà toutes les résistances et les réticences que soulevait son approche. « Les parties sociales, constatait-il, sont, comme les syndicats ouvriers, des corps vivants de la vie sociale. Comme tels, ils réagissent avec la plus grande énergie contre toute tentative d'analyser leur structure et leur nature, comme s'il s'agissait de les soumettre à la vivisection. Lorsque la science aboutit à des résultats contraires à leur idéologie à priori, ils se révoltent contre elle de toutes leurs forces ».

Avancer avec Michels, c'est considérer la difficulté démocratique comme un problème politique et non pas comme un problème historique. Michels mettait déjà en garde ses contemporains contre la tentation d'expliquer uniquement les tendances oligarchiques dans le parti par le poids du passé (poids des siècles d'esclavage, habitude de la soumission à l'autorité, etc...). Ce serait nourrir l'illusion que « l'immaturité objective des masses est un phénomène transitoire, qui disparaîtra avec les progrès de la démocratisation, au lendemain du socialisme ». « Il n'y a rien de plus antiscientifique, écrivait-il encore, que la supposition que, lorsque les socialistes auront pris possession des pouvoirs publics, il suffira que les masses exercent un léger contrôle pour faire coïncider les intérêts des chefs avec ceux de la collectivité ». Avancer avec Michels, c'est estimer que l'approfondissement de la démocratie est au prix de la lucidité sur ses propres difficultés et limites. Pourtant il faut encore aller plus loin que Michels et se demander jusqu'à quel point la difficulté démocratique n'est pas aussi le produit d'une certaine conception du rôle et de la place du parti dans la société. L'analyse d'un autre classique « oublié », « La démocratie et les partis politiques » de M.Ostrogorski, pourra nous aider dans cette réflexion qui sera menée dans un prochain article.

Pierre ROSANVALLON.

Yvon Bourdet montre ici, à travers la critique du livre de J.L. Dallemagne, « Autogestion ou dictature du prolétariat », ce qu'il y a, en effet, de contradictoire entre la perspective léniniste et le projet autogestionnaire.

L'autogestion contre la dictature du prolétariat



A. ROGER VIOLLET

Jusqu'ici nos partenaires d'inspiration léniniste, en gros les communistes et quelques trotskistes, se contentaient d'un rejet méprisant ou injurieux du projet autogestionnaire : il s'agissait d'une « idée creuse » ou d'une entreprise réactionnaire voire cléricale.

C'est pourquoi et avant d'en venir au fond, il convient de saluer un progrès dans la polémique. « Autogestion ou dictature du prolétariat » a été écrit — l'auteur l'avoue sans ambages — parce que des couches non négligeables de la classe ouvrière se laissent séduire par le projet autogestionnaire ; dès lors le recours à l'invective, les jongleries dialectiques ne suffisent plus et Dallemagne a fait l'effort de lire abondamment la littérature autogestionnaire

En d'autre temps, il n'y aurait pas lieu de le louer pour ce qui va de soi, mais la schizophrénie de certains groupes politiques est telle que le souci d'information dont témoigne le livre de Dallemagne apparaît comme une heureuse innovation. En revanche, la critique elle-même des thèses de l'autogestion n'a guère d'intérêt. Bien que Dallemagne ait l'honnê-

Si l'homme n'est pas fondement de valeurs, pourquoi combattre pour instaurer le socialisme ?

teté de ne pas amalgamer les autogestionnaires droitiers (qui entreprendraient d'instaurer des formes embryonnaires d'autogestion « au sein même des économies capitalistes ») et les autogestionnaires de gauche (pour lesquels l'autogestion signifie préalablement l'expropriation des expropriateurs), il finit par affirmer — à plusieurs reprises et sans démonstration — que les uns et les autres incarnent le projet de la petite bourgeoisie. Or, ne pourrait-on pas (après l'expérience d'un demi-siècle de régimes « socialistes ») tout aussi bien affirmer que les dirigeants des partis communistes et trotskistes incarnent le projet d'une potentielle petite bourgeoisie rose, ou rouge ? (2). Lorsque l'auteur esquisse une justification de son point de vue, il retombe dans la confusion qu'il a lui-même dénoncée entre autogestionnaires de droite et de gauche pour les accuser tous de vouloir retourner à l'âge de l'artisanat et à un néo-féodalisme qui juxtaposerait un magma d'entreprises concurrentes. Ce reproche — qui a le premier et suffisant défaut d'être fondé sur l'erreur — n'est en lui-même ni nouveau ni suggestif. Aussi bien, le livre de Dallemagne ne mériterait pas, ici, de compte rendu s'il ne contenait que ce genre de « critique ». Néanmoins pour ne pas être étudiées sérieusement en tant que telles, les thèses autogestionnaires ont cependant pour fonction — une fois qu'elles ont été recopiées par l'auteur — de déclencher une réaction de défense hautement significative en ce sens qu'elle conduit à une réaffirmation outrée et comme à une « montée aux extrêmes » du léninisme ; cette « variation eidétique », (une sorte d'hyperléninisme) apparaît comme un efficace analyseur de la signification essentielle de la prétendue « dictature du prolétariat. »

Pour comprendre la raison fondamentale de l'opposition irréductible de Jean-Luc Dallemagne, à la thèse de l'autonomie égalitaire, il faut saisir le fil conducteur d'une analyse étalée sur 300 pages.

Selon notre auteur — qui se veut matérialiste marxiste — la révolution anticapitaliste ne peut être motivée par des raisons éthiques. Dès lors ce qui justifie la révolution c'est que la dictature du prolétariat — et elle seule — libérera les forces productives. Cette libération permettra de satisfaire les besoins de l'humanité et de réduire le temps de travail (3). Dallemagne n'est pas, il est vrai, le seul, parmi les marxistes « anti-humanistes » à ne pas voir ce qu'une telle visée inclut d'éthique ; si l'homme n'est pas fondement de valeurs pourquoi combattre pour instaurer un socialisme qui satisfera ses besoins et le libérera du travail ? Cette interrogation change tout : si l'accroissement matériel de la production à n'importe quel prix, n'est plus l'objectif matériel suprême, tout l'édifice du « marxisme anti-humaniste » s'é-

Peut-il y avoir accroissement matériel de la production à n'importe quel prix ?



croule. Et c'est bien ce qui se produit. Dallemagne croit que l'insuccès du communisme dans beaucoup de pays développés résulte de l'image négative du socialisme stalinien, mais il ne perçoit pas que l'aberration criminelle du bolchevisme en Russie résulte des principes qu'il continue à poser. En effet, tout est contestable dans sa construction : aussi bien la clef de voûte que les déductions abusives qu'il en tire.

La philosophie de Dallemagne est du plus vieillot, « inspirée » (si on peut dire) de « penseurs » au souffle court, tels Engels et Lénine. Le « principe » des mutations qualitatives, par variation quantitative graduelle, produit — au titre de postulat du dix-neuvième siècle — la croyance en un progrès linéaire indéfini de l'humanité par la seule vertu matérielle de la libération des forces productives. Même en thermodynamique ce « principe » est abandonné et sur le plan économico-politique le stalinisme et ses succédanés ne devraient laisser aveugle personne de bonne foi. Mais passons, s'il s'agit de foi ; l'essentiel est ailleurs : à supposer, en effet, que ce principe « matérialiste » fût valide, l'usage que Dallemagne en fait n'en resterait pas moins hautement fantaisiste (pour s'exprimer en termes modérés). Qu'on en juge : le mirifique développement des forces productives ne saurait être assuré que par « la dictature du prolétariat » et par rien d'autre. » Et comme, Dallemagne prend bien soin de préciser que par « dictature du prolétariat » il faut entendre la direction élitiste et hiérarchisée d'une minorité d'avant-garde, on déduit avec aisance en corollaire de ce théorème que l'autogestion égalitaire provoquerait l'arrêt du développement. Il va de soi, en outre, qu'après une première période faste, et même révolutionnaire, le capitalisme est devenu (dès 1848, l'époque du « Manifeste communiste » que Dallemagne récite) une entrave



GILLES PERESS

Quand la polémique s'égare...
une manifestation anti-gauchiste des jeunesses communistes.

réactionnaire. Mais le capitalisme, selon la théorie matérialiste ne saurait arrêter « la roue de l'Histoire », autant dire qu'il est, depuis plus d'un siècle « condamné » irrémédiablement. Dès les premières pages du livre de Dallemagne, nous sommes informés de « l'agonie du capitalisme » et cette formule revient comme un leitmotiv jusqu'au moment où, vers la fin de l'essai, l'auteur, bénéficiant d'une sorte de rémission dans la déduction paranoïaque, reconnaît brusquement que le capitalisme « survit à son agonie parce qu'il a pu en faire payer le prix aux travailleurs ». (p. 302). Emporté par son élan, Dallemagne ajoute même que le capitalisme reste « soumis à l'exacerbation de ses contradictions, tout en accroissant les forces productives. » Que demander de plus ? Ainsi à la fausseté du principe de base s'ajoute l'incapacité de la démonstration du théorème qui voulait déduire le socialisme de la nécessité du développement des forces productives. Il est vrai que puisque Dallemagne postule que « la dictature du prolétariat » ne peux s'exercer que par la médiation d'un Etat « ouvrier », il est bien normal qu'il ne trouve entre étatisme bourgeois et étatisme bureaucratique qu'une différence de degré, et qu'il en soit réduit à affirmer simplement et avec une rare modération que le système de propriété socialiste « s'avère plus productif que le système de propriété privée ». (p. 17). Aussi bien toutes les preuves que l'auteur rassemble contre l'autogestion et pour « la dictature du prolétariat » peuvent également servir à faire l'apologie de l'étatisme bourgeois (sans compter le stalinien). On va croire que j'exagère, que l'esprit de polémique m'égare... C'est pourquoi je suis obligé d'avoir

Sur la question de l'Etat, Marx et Engels ont changé d'avis après la Commune de Paris.

recours à une série de citations. Le livre de Dallemagne témoigne d'une certaine cohérence en tout cas d'un esprit systématique.

Etant donné que « la dictature du prolétariat » est définie — non en termes marxistes (4) mais d'une façon léniniste (comme l'action d'une minorité d'avant-garde qui s'auto-proclame libératrice du prolétariat (5), l'auteur est logiquement conduit à faire l'éloge de l'Etat, de la bureaucratie, du taylorisme, des experts, bref de tous les systèmes exerçant une autorité hiérarchique.

1. L'Etat. Sur ce sujet, Dallemagne frise la malhonnêteté intellectuelle en écrivant : « Marx a posé le principe de la centralisation de l'Etat ouvrier dès 1850 » (p. 147). Une telle façon de s'exprimer (« dès 1850 »), (6) laisse entendre qu'il s'agit là d'une conversion définitive de Marx à l'étatisme; or Dallemagne — qui est loin d'être un ignorant en matière de marxologie — sait très bien que Marx et Engels ont changé d'avis après la Commune de Paris et qu'ils l'ont dit, notamment dans la préface à une réédition du « Manifeste communiste » en 1872. Dallemagne le reconnaît d'une façon embarrassée (p. 286) en tentant de réduire la nouvelle thèse de Marx par un renvoi à une opinion de 1852! Jamais il ne précise qu'après avoir cru (dans les années 50) que le prolétariat devait s'emparer de la machine de l'Etat pour la faire fonctionner à son profit, après l'expérience de la Commune, ils rectifient ce programme et conçoivent que la première tâche révolutionnaire est « de briser » la machine de l'Etat. Dallemagne continue à prétendre que l'Etat, dans une société socialiste, reste pour Marx « l'instrument centralisé de la volonté populaire » (p. 286) alors que dans les notes marginales écrites dans le livre de Bakounine : « Etatisme et anarchie » et que Dallemagne oublie de citer Marx écrit que « l'Etat populaire est une ineptie » (MEW, T. 18, p. 634). Dallemagne n'ignore pas l'interprétation des autogestionnaires qui envisagent (comme il écrit) « les règles de la Commune comme le moyen de détruire l'Etat centralisé et de lui substituer l'auto-organisation des travailleurs à la base » (p. 286). Et quelle « réfutation » de cette conception notre auteur propose-t-il? Rien d'autre que la peur du loup-garou; il juge, en effet, fort brièvement : « Une telle conception, malgré ses conceptions formelles, reste anarchiste » (Ibid.) Vous m'en direz tant et cet « argument » doit suffire. D'ailleurs, à la page précédente, Dallemagne s'est exprimé sans ambiguïté (et en style quasi gaullien) sur la nécessité de l'Etat : « dans la société socialiste, l'Etat reste nécessaire pour exercer le droit inégal (on appréciera la litote, cet « inégal » est ravissant) et constituer les réserves sociales, ce qui implique, qu'il soit centralisé, que certains gouvernent et que d'autres soient gouvernés, que certains dirigent et que d'autres soient dirigés ». (p. 285). A quoi il faut ajouter que, dans le système de « la dictature du prolétariat » les dirigeants s'autoproclament tels, eu égard à « leur passé révolutionnaire », sans doute. Ensuite, ils se cooptent bureaucratiquement.

2. La bureaucratie. Ici, les déclarations de Dallemagne n'ont pas besoin d'être commentées : « Trotsky est fondé à affirmer en 1920 : « nous souffrons en général moins des mauvais côtés de la bureaucratie que de ses bons côtés qui nous manquent »; Dallemagne ajoute : le pouvoir est historiquement une question d'efficacité », et, un peu plus loin : « Le bureaucratisme n'est qu'une « moisissure », une « mousse » sur le corps sain de l'Etat. Il ne met pas en cause la politique de l'Etat ouvrier, ni la relation direction-masses (en quel sens?). Il ne s'oppose donc ni à la dictature du prolétariat (nous ne le savons que trop, mais la proposition qui suit laisse

rêveur) ni même à la démocratie ouvrière ». (pp. 203-204). Dès lors on se demande par quel raisonnement Dallemagne peut critiquer le stalinisme (dont cependant il se distance verbalement) surtout si on tient compte de ces affirmations complémentaires : « Si la bureaucratie est la classe dominante d'un mode de production intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, il est nécessaire de la soutenir car son pouvoir est historiquement nécessaire ». (p. 192) « Si la bureaucratie était une classe historiquement progressive, fondée sur un mode de production permettant de développer historiquement les forces productives, le devoir de tout révolutionnaire serait de la soutenir, quelles que soient ses formes propres d'exercice du pouvoir. » (p. 247)

3. Les experts. Après avoir rappelé que Lénine et Trotsky avaient — et selon lui à juste titre — engagé des officiers tsaristes pour encadrer l'armée rouge, Dallemagne préconise la même méthode pour diriger l'économie : « Force est donc de recourir aux « spécialistes » de la direction de l'économie issus de, et formés par la bourgeoisie » et il commente de la sorte : « Il peut sembler que décidément la révolution ne change pas grand chose si les mêmes dirigent et exécutent. Mais ce n'est pas une vertu révolutionnaire de nier les compétences ou de vouloir leur substituer le bavardage des instances collégiales. » (pp. 129-130). Sur ce point Dallemagne a raison, s'il ne s'agit pas de transformer révolutionnairement la société de classe en supprimant la domination des dirigeants, cela n'a pas beaucoup d'urgence de remplacer d'Ornano par Marchais ou Servan-Schreiber par Fougeyrollas.

4. **La hiérarchie autoritaire**. Pour Dallemagne la stratégie de la prise de pouvoir « a des impératifs militaires qui excluent la spontanéité du mouvement de masses. Celui-ci ne peut être organisé que dans le cadre



Une conception militaire et hiérarchique...

militaire hiérarchique, s'il en est ». (p. 55)

Certes, notre auteur n'est pas sans s'inquiéter quelque peu au sujet des fondements de cette autorité d'une minorité d'avant-garde sur l'ensemble du prolétariat.

Ne pouvant, comme le Pape ou le concile avoir recours à une quelconque légitimation divine, Dallemagne évoque bien vaguement, — longtemps après le succès de la révolution et lorsque « la dictature du prolétariat » (version léniniste qui est loin d'exclure la terreur) aura produit tous ses fruits — une référence au « peuple tout entier » (p. 147), mais cela ne fonde nullement (en attendant) la légitimité des dictateurs du prolétariat. Notre auteur en est conscient : « La révolution est l'acte le plus autoritaire qui soit... » (p. 147) constate-t-il, objectivement; ailleurs, il se risque à une explication dont la « profondeur » cache mal l'obscurité (le mot de « dialectique » serait ici le bienvenu), qu'on en juge : « La stratégie de lutte armée implique que la direction révolutionnaire se coupe politiquement des masses sur lesquelles elle s'appuie stratégiquement pour conserver son caractère prolétarien » (p. 59). Plus loin, dénaturant le sens du début de la seconde partie du « Manifeste communiste » (auquel il renvoie prudemment sans référence précise) Dallemagne écrit : « Savoir si le parti communiste représente bien la classe ouvrière est formel et procède d'une compréhension libérale de la révolution d'où la dictature du prolétariat est exclue. D'une part le Parti révolutionnaire n'a pas à représenter la classe ouvrière mais ses intérêts historiques et généraux, (8) et en être l'incarnation. (9) D'autre part, la légitimité du pouvoir du Parti c'est d'être suivi par les masses prolétariennes et semi-prolétariennes »... (p. 181) Dallemagne écrit que c'est ce qui a manqué à Staline (d'être suivi par les masses, d'où son « aventurisme économique »)! Sans doute, encore aujourd'hui, l'omniprésence de la police, la puissance de l'armée, l'existence des camps et des hôpitaux psychiatriques sont-ils des facteurs nécessaires et provisoires du « suivisme » des masses.

Il est vrai que notre théoricien léniniste ne s'embarrasse pas toujours de ce problème de l'adhésion des masses.

Cherchant à justifier l'écrasement militaire du soviet de Cronstadt, Dallemagne écrit : « Il n'est guère (...) utile de discuter des modalités de l'attaque de l'Armée Rouge. On ne prend pas une île entourée de glaces, armée de pièces d'artillerie et d'un arsenal considérable, à la veille du dégel, avec des discours humanitaires (et, certes, il vaut mieux avoir recours au services des anciens officiers du Tsar). La seule question est de savoir si le gouvernement d'un Etat ouvrier peut, dans de telles circonstances, ordonner l'écrasement d'un soviet. Il est évident que le gouvernement ne pouvait pas faire autrement s'il voulait sauver la dictature du prolétariat, mal-

L'antithèse de l'autogestion est bien cette dictature là, qui n'a du prolétariat que le nom.

gré l'absence temporaire du prolétariat. » (p. 169) Ce sera notre mot de la fin : un Etat « ouvrier » écrase un soviet pour sauver « une dictature du prolétariat sans prolétariat » ; après un tel aveu, on ne peut que tirer l'échelle.

---

(1) Dans ces conditions, il serait injuste de trop souligner les lacunes de cette documentation ; on peut cependant observer, sans « en faire un drame » et au simple titre de symptôme, que l'auteur ne cite pas, parmi les marxistes « anti-autoritaires », Otto Rüble, ni Karl Korsch, Paul Mattick ou Maximilien Rubel et qu'il ignore le courant anarchiste ; Proudhon n'est mentionné que parce qu'il a été critiqué par Marx ; Bakounine n'apparaît qu'une fois et, semble-t-il, à contre sens. Quant à l'absence de Lukacs, elle est peut-être due au fait que le grand théoricien hongrois tenait Trotski en médiocre estime.

(2) Sur ce point, l'auteur me donne en un sens raison lorsqu'il écrit : « La seule question est de savoir si le Parti au pouvoir est la direction de la classe ouvrière ou des masses petites bourgeoises. Du vivant de Lénine, elle était résolue par le passé révolutionnaire de la direction » (!) p. 178, comme si, après la mort de Lénine, les bolcheviks au pouvoir avaient perdu leur passé (révolutionnaire).

(3) Résumant ce qu'il a écrit dans son introduction, (p 15), Dallemagne insiste : « il faut rappeler que la fonction libératrice de la révolution concerne en premier lieu les forces productives, dont le développement seul permet de libérer concrètement l'humanité » (p. 247) — « Ce n'est qu'en libérant les forces productives et en les organisant que l'humanité pourra, dans sa totalité, s'émanciper » (p 275). Plus loin (p. 287) reprise du même thème, suivi de cette remarque : « Or, l'autogestion n'est pas conforme à cet impératif » (de faire du développement des forces productives, à n'importe quel prix, l'impératif suprême).

(4) Dans le cadre de ce compte rendu, il n'est malheureusement pas possible de démontrer — textes à l'appui — que, contrairement à

Il ne me reste qu'à remercier Jean-Luc Dallemagne d'avoir si bien démontré, avec une sorte de cynisme naïf dans la cohérence, que l'antithèse de l'autogestion est bien cette dictature-là qui n'a du prolétariat que le nom.

Yvon BOURDET

Lénine, Marx entend par dictature du prolétariat une dominance de l'immense majorité (voir, à ce propos, une courte mise au point dans le No 601 du Nouvel Observateur, du 17 au 23 mai 1976, p. 3).

(5) Cette dictature pour le prolétariat n'exclut pas la réification de ce prolétariat réduit à n'être qu'une masse de manœuvre entre les mains des « dictateurs du prolétariat ». Dans cette perspective, il est symptomatique que Dallemagne puisse écrire : « Il peut être intéressant (...) de promouvoir les hauts fourneaux de campagne quand on dispose de main-d'œuvre et de ferrailles excédentaires ». (p 121).

(6) Même procédé plus loin (p. 286) « dès 1852 ».

(7) Cette appréciation superficielle des « compétences » conduit notre auteur — lié à Lénine pour le meilleur et pour le pire — à continuer à vanter la prétendue rationalité de l'hétérogestion taylorienne : « Il n'y a pas à rejeter le « taylorisme » comme aliénant, car il n'est pas cause mais expression d'une nécessité sociale » (p. 120). Au caractère désuet de la philosophie s'ajoute ainsi l'ignorance des conditions actuelles du travail.

(8) Dallemagne veut dire qu'une minorité « éclairée » représente les intérêts dont la classe ouvrière n'a pas conscience. Le texte de Marx est le suivant : (les communistes) « font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considérations de nationalité » (Pléiade, I, P. 174).

(9) Par une note, Dallemagne renvoie ici au **Manifeste communiste** où on peut lire : « Le communistes ne forment pas un parti distinct (...) Ils ne posent pas de principes particuliers d'après lesquels ils prétendent modeler le mouvement prolétarien »

Notes et critiques

Forum DS

Bourdet

Le Créole

Grenoble

Forum-DS : Revue pour la théorie et la pratique d'un socialisme démocratique.

Le numéro deux d'une nouvelle revue politique dans la mouvance du S.P.D. vient de paraître : Forum-DS (Demokratischer Sozialismus) (1). Cette revue, dont les initiateurs et animateurs viennent de l'aile gauche du S.P.D. et du mouvement syndical allemand (Karsten Voigt, Wolfgang Roth et Heidemarie Wieczorek-Zeul, trois des dirigeants les plus en vue du courant majoritaire des Jusos, font notamment partie de son comité directeur), se veut une plateforme depuis longtemps nécessaire pour une réflexion novatrice sur les problèmes théoriques et pratiques du socialisme démocratique dans l'Allemagne d'aujourd'hui. En d'autres termes, contre une pratique gouverne-



Pour une réflexion novatrice sur les problèmes du socialisme contemporain.

mentale « pragmatique » au jour le jour, dont la référence principale est le « faisable », mais aussi contre des débats « théoriques » de plus en plus scholastiques entre courants dogmatiques, cette revue se propose de promouvoir une réflexion politique permettant de penser et de fonder une nouvelle avancée du mouvement social-démocrate allemand.

Dans l'éditorial du premier numéro, les animateurs de la revue lui assignent trois grands objectifs : premièrement, développer la réflexion sur les éléments distinctifs d'une théorie politique du socialisme démocratique et, dans cette perspective, soumettre à une analyse critique et la théorie marxiste et l'héritage social-démocrate spécifiquement allemand ; deuxièmement, ouvrir le débat politique allemand aux discussions qui se déroulent actuellement dans le mouvement socialiste en Europe, des social-démocraties autrichiennes et suédoises jusqu'aux partis de « l'euro-communisme » et aux mouvements contestataires en Europe de l'Est ; troisièmement utiliser ces débats pour enrichir la pratique politique en élaborant de nouvelles stratégies d'action face aux problèmes multiples que l'évolution économique, sociale et politique de la société ouest-allemande a déjà mis — ou va mettre incessament — à l'ordre du jour de l'agenda politique.

Dans ses deux premiers numéros, Forum-DS cherche encore quelque peu sa voie entre ces trois orientations. Jusqu'ici, il n'a encore que très imparfaitement réussi à opérer cette intégration entre réflexion théorique et pratique. A quelques exceptions près, (dont notamment l'analyse très éclairante de W. Däubler de la jurisprudence de la cour constitutionnelle comme restriction de plus en plus importante à une politique de réforme radicale), les contributions se situent pour l'essentiel dans le domaine théorique. Mais c'est peut-être là un des intérêts principaux pour le public français. A travers les contributions de J. Strasser, de F. Vilmar et de Th. Meyer sur le contenu possible et nécessaire d'un socialisme démocratique et sur ses rapports avec la théorie marxiste, à travers l'analyse critique de H. Heimann du déroulement de ce qu'il est convenu d'appeler la « discussion théorique » au sein même des Jusos, ou à travers les articles de J. Strasser ou de J. Steffen sur la signification politique, mais surtout sociale et culturelle de la crise économique actuelle, un lecteur français pourra utilement saisir le climat intellectuel et politique au sein de la gauche allemande, et se familiariser avec les thèmes d'un débat mal connu en France. Il s'apercevra alors que les différences sont souvent beaucoup moins grandes qu'on pourrait le penser, et qu'il y aurait grand intérêt à intensifier et à approfondir les contacts et échanges avec ce courant de la social-démocratie allemande qui, comme le montre la création de cette revue, se renforce et affirme son identité politique.

Erhard FRIEDBERG

(1) fds - Verlag Postfach 210730 7500 Karlsruhe 21.

Y. Bourdet :

Eloge du patois.

Ce titre est un défi car le « patois » dont il s'agit est évidemment le limousin, dialecte de la langue occitane et Yvon Bourdet nous raconte la longue route qu'il a dû suivre avant d'en prendre conscience.

Ce livre remarquable et admirablement écrit commence par une autobiographie limpide de près de 100 pages. Pour l'enfance paysanne dans les collines du Limousin, c'est un excellent document ethnographique. Un petit *Cheval d'Orgueil* occitan, en somme, mais le temps perdu va servir à la découverte progressive de l'aliénation, donc au rejet de celle-ci alors qu'Hélias s'y retrouve et s'y enfonce moelleusement, ce qui explique en partie l'accueil délirant que lui a réservé le réseau culturel français.

Les premières critiques, comme celles de Cellard, dans le Monde, montrent que Bourdet n'a rien de tel à attendre. C'est un méchant qui ne joue par le jeu.

C'est pourtant avec une lucidité totale, non exclusive d'une passion retenue, que Bourdet nous trace la courbe de sa vie. Du hameau limousin au séminaire de Tulle, frôlé par la mort dans la tragédie de 1944, puis au métier de philosophe par Toulouse et Paris, Bourdet bien déraciné, paraissait totalement aliéné quand la recherche d'une libre lecture de Marx et la découverte de l'austro-marxisme, dont il est devenu le spécialiste incontesté, l'ont amené à choisir le courant autogestionnaire comme seule issue possible pour le socialisme. Il a alors compris que la pratique libertaire du village limousin n'était pas une survivance nostalgique. Et les signes de son enfance ont retrouvé un sens, éclairés soudain par le passé si longtemps masqué. Bourdet, gagné dès lors à la militance occitane a retrouvé ses racines, ce qui n'est pas une image passéiste car les racines, comme il le dit avec beauté, sont faites pour jeter des branches neuves vers le ciel.

Après avoir retrouvé la route qu'il a suivie, le sociologue reparaît chez Bourdet qui analyse les « révélateurs » susceptibles de provoquer un engagement occitan : le phénomène de l'exil, la prise de conscience linguistique, le colonialisme intérieur, et la crise des universaux. Celle-ci explique le caractère universel du réveil des minorités car la rupture des systèmes d'idées éternelles est le signe d'un tournant et d'une nouvelle ère de la pensée.

Bourdet examine ensuite sans complaisance les impasses que les mouvements minoritaires ne savent pas toujours éviter : le micro-nationalisme mimétique, la tentation félibréenne de l'hyper-littérature et le populisme anti-culturel.

Les acquis de la sociolinguistique donnent beaucoup de poids à sa démonstration. La diglossie est un phénomène d'oppression qui est inséparable du social, du politique et de l'économique. La fuite dans le rêve des Félibres est sans issue, encore qu'elle puisse avoir une utilité d'éveil. La mutation de la pensée consiste à comprendre maintenant que « *l'autre* » n'est pas nécessairement supérieur ou inférieur et que ce qui fait, sa valeur,



Daniel HOU PLINE / SIPA

La pratique libertaire du village n'est pas une survivance nostalgique.

qu'il y ait *différence*. « Il faut radicalement distinguer l'identité de l'égalité dans la différence ».

Parti de son aventure personnelle, Bourdet débouche ainsi sur le thème qui domine la réflexion socialiste moderne, celui de la lutte contre l'entropie et la massification. On ne s'étonnera pas qu'un militant de l'autogestion retrouve sur bien des points les recherches d'Attali et de Michel Serres.

Yves PERSON

Le créole, force jugulée, par Dany Bébel-Gisler.

L'emprise culturelle de la France sur ses colonies, anciennes ou actuelles qui s'en inquiète parmi nous, hors ceux qui subissent? Il faut reconnaître que si nos analyses politiques nous rendent attentifs aux situations d'oppression économique vécues par nos colonies (elles s'appellent maintenant Dom-Tom!), en revanche la mainmise culturelle de la « Métropole » sur des populations entières nous laisse étrangement distraits... Tout se passe comme si un idéalisme naïf nous portait à considérer la culture comme innocente et désintéressée. Le livre de Dany Gisler doit nous sortir — parfois vigoureusement — de cette illusion.

Il s'agit d'une sociolinguistique des rapports de force entre le créole et le français aux Antilles. Ce travail, mené par une guadeloupéenne qui a poursuivi des études de linguistique, de sociologie, d'ethnologie, pour, nous dit-elle, « *comprendre l'inconscient antillais, ce chapitre censuré, le discours de l'Autre, le colonisateur qui masque l'Histoire* ». Mais, et l'auteur nous en avertit, ce sont les hasards d'une biographie professionnelle et une pratique militante d'alphabétisation avec des travailleurs immigrés qui l'ont menée à questionner la langue dans « son secret » le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social, la forme politique que prend le rapport de souveraineté et de dépendance. « En effet poursuit-elle, *professeur dans les classes de transition dans les écoles de Nanterre et d'Aubervilliers à fort pourcentage de travailleurs immigrés et d'enfants français issues de classes défavorisées, je ne retrouvais pas la langue des linguistes, le système de règles au service de qui veut l'employer, ce « bien commun » dont parle le Saussure. Comme tous les « biens communs » la langue me semblait appropriée, répartie selon les classes sociales et la parole, située à un autre lieu que celui d'une exécution de la langue.*

L'ouvrage replace la langue créole dans l'histoire des Antilles de langue française. Depuis l'esclavage, le français a été imposé comme langue dominante et le créole interdit dans les lieux officiels (administrations, écoles, tribunaux, églises). Aujourd'hui, en Martinique, comme en Guadeloupe, la langue française a pour elle l'appareil scolaire, le marché économique, la prépondérance culturelle et symbolique.

Pour légitimer cet état de fait les arguments ne manquent pas et bien des linquistes, ethnologues, sociologues, pédagogues, en étudiant le créole « du dehors », comme un objet isolé, ont apporté leur pierre à l'édifice justifiant la suprématie du français. Et Dany Gisler s'emploie à réfuter leurs fallacieux arguments.

Pourtant le créole c'est une force : c'est le langage du peuple, une de ses manifestations de sa résistance à l'assimilation culturelle. C'est elle que parlent les enfants dans leur milieu familial; c'est elle qu'utilisent les travailleurs dans leur vie quotidienne. Aujourd'hui la prise de conscience grandit chez les travailleurs de la canne à sucre et les ouvriers en lutte : Ils transgressent l'interdit jeté sur le créole. La lutte pour la langue apparaît comme décisive au cœur même des luttes économiques et politiques. Car il ne s'agit pas de combattre pour la langue créole en tant que telle, mais, à travers le créole de contribuer — en lui attribuant un statut prévilégié — de redonner la parole aux classes exploitées et exclues du pouvoir, condamnées au silence.

Elia PERROY

La langue créole : force jugulée — Etude sociolinguistique des rapports de force entre le créole et le français aux Antilles — par Dany Bébel-Gisler.

Editions-Librairie l'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, 75006 Paris.

Grenoble : ceux qui bradent l'économie locale.

Deux lignes dans le journal au début de l'année : « *A la suite d'une modification de son capital, la société Merlin-Gérin passe sous le contrôle du groupe Creusot-Loire* ».
Quelques lignes de plus à la fin de l'année : « *La société Neyrpic est vendue par département au groupe Creusot-Loire et à Alsthom-Atlantique* ».
Deux informations brèves qui ne font la « *une* » nulle part. La plupart des lecteurs passent à autre chose. On est habitué à ces mouvements du grand capital. Les plus avertis notent le renforcement de l'emprise du groupe Creusot-Loire (à capitaux belges : baron Empain) sur l'industrie électronucléaire française. Ils ont raison de s'alarmer car il s'agit de la fin d'un processus voulu par EDF et le gouvernement, et qui remet l'avenir énergétique de la France entre les mains d'un seul monopole privé.
Mais là n'est peut-être pas le plus important. En effet, les deux sociétés Merlin-Gérin et Neyrpic sont toutes deux situées à Grenoble. Ensemble, elles représentent plus de 10 000 employés salariés, soit plus du sixième de l'emploi industriel de la région grenobloise. Il y a quelque cinquante ans l'économie grenobloise était fondée sur les richesses locales (cuir, hydroélectricité) qui avaient été utilisées par des capitaux locaux tant industriels que bancaires.
Petit à petit, les grands groupes ont mis la main sur ces activités en particulier PUK et Rhône-Poulenc, dans la métallurgie et la chimie.
Puis on vit apparaître les capitaux étrangers (Caterpillar, Hewlett-Packard, Ford reprenant Richier...).



Xavier LAMBOURS/VIVA

L'emploi : les restructurations s'accompagnent d'un « dégraissage » !

Avec les opérations récentes de fusions, il n'y a pratiquement plus aucun grand établissement industriel de la région dépendant d'un grand groupe privé (français ou étranger) et la tendance se prolonge dans les secteurs des services et de la banque. Après tout, pourrait-on dire, quoi de plus normal puisque cette évolution se retrouve partout. En fait, les travailleurs grenoblois savent bien ce qu'ils perdent au change. Traditionnellement, le patronat local grenoblois, inspiré du catholicisme social, avait une politique sociale « avancée » qui avait permis bien des innovations, aujourd'hui oubliées. On négocie plutôt moins à Grenoble qu'ailleurs, ce qui n'est pas peu dire et quand on négocie, ce n'est jamais à l'échelon local.
Les restructurations de capital des entreprises grenobloises se sont toujours accompagnées de « dégraissage ». Déjà, lors de la première cession de Neyrpic à Alsthom, la suppression de 1 000 emplois avait donné lieu à la longue et fameuse grève de Neyrpic durant l'hiver 1963.
Aujourd'hui, les exemples abondent. Rhône-Poulenc largue sa filiale Secmer (150 emplois supprimés); Ford dégraisse chez Richier (250 licenciés en décembre); PUK liquide Ugine-infra et brade Ugine-carbone à Krupp; Thomson fait tout pour réduire ses usines grenobloises à la Télémécanique, qu'il a repris dans le cadre de la restructuration de l'informatique. La liste pourrait malheureusement être allongée.
Grenoble et le département de l'Isère sont gérés par la gauche au plan local mais le préfet, lui, est bien de droite. Face à la collusion patronat-gouvernement, la prise des pouvoirs locaux sur les phénomènes économiques diminue, malgré de très nombreuses tentatives d'actions et d'interventions. Voilà le vrai bilan, vu d'en bas, de la restructuration capitaliste. Il doit nous inciter à la réflexion dans la perspective que nous défendons d'un socialisme autogestionnaire. Il faut que le pouvoir central change de mains, c'est une évidence, mais il y a aussi urgence face à ceux qui bradent l'économie locale. Personne ne connaît ni ne connaîtra jamais le baron Empain (vrai patron de Creusot-Loire) à Grenoble si les choses restent en l'état.

Mais il faut aussi que les choses changent dans la répartition des pouvoirs réels, en particulier économiques, entre le haut et le bas. A quoi bon nationaliser PUK ou Creusot-Loire s'il faut toujours négocier avec Paris. C'est à une véritable redéfinition de l'organisation économique qu'appellent de tels exemples.

Il faut que tous les militants socialistes, et pas seulement quelques experts aussi qualifiés soient-ils, réfléchissent à ces problèmes.
Une dernière constatation peut nous donner confiance. C'est à partir de la longue grève de Neyrpic en 1963 que les rapports de force ont vraiment basculé à Grenoble en faveur de la gauche, conduisant à une réelle modification du pouvoir politique local.
Souhaitons que, là comme ailleurs, le mépris des grands groupes capitalistes conduise à une réflexion et une action s'attaquant au pouvoir économique.

Bernard Soulage.

INTERVIEWS

— Conseiller économique de François Mitterrand, Jacques Attali vient d'écrire un livre, « Bruits », sur les rapports entre la musique et la société. Faire lui a demandé comment il relie son travail politique actuel et les perspectives « subversives » qu'il développe dans cet ouvrage.



JACQUES ATTALI

Faire. : Tu écris dans ton livre : « La musique annonce aujourd'hui, quelle que soit la forme de propriété du capital, la mise en place d'une société répétitive où rien ne passera plus, en même temps que l'émergence d'une subversion formidable vers une organisation radicalement neuve, jamais encore théorisée, et dont l'autogestion ne donne qu'un écho très assourdi ». Ainsi posé, le problème de la musique est hautement politique et concerne à la fois un projet de société et une stratégie subversive. Comment le responsable connu du PS que tu es voit la manière dont la gauche la prend en charge ?

J.A. : J'ai essayé de dire qu'il ne faut pas se laisser piéger dans l'apparence du débat politique centralisé autour de la prise des leviers de commande au niveau central de la société. La prise du pouvoir institutionnel et le contrôle des moyens de production sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes du pouvoir. Il ne s'agit pas seulement de changer les hommes en place mais de changer le moteur. Le phénomène fondamental dans toute société est le rapport de chacun à la jouissance. De tout temps ces rapports ont été codifiés, structurés de telle sorte qu'on s'y conforme.

La marchandise a introduit une mutation en broyant l'ancien système, de type rituel, de codification de la jouissance pour le transformer en un système de spectacle de la jouissance puis en un système de jouissance dans la norme. On aurait pu craindre une gauche au pouvoir maintenant le système de jouissance dans la norme. Ce serait une gauche qui aurait confondu « lutte contre l'inégalité » avec « revendication d'égalité » alors qu'il s'agit de diversité; qui aurait confondu « lutte contre la propriété du capital » avec « contrôle central de l'économie » alors qu'il doit s'agir de décentralisation.

Ainsi, à travers l'exemple de la musique, mon livre pose la question du socialisme : La jouissance ou le bien-être sont-ils la généralisation à tous les citoyens d'une consommation produite dans un contexte différent pour l'élite des 18e et 19e siècles ? Un meilleur rapport de la musique à la société, est-ce plus de gens capables d'apprécier Bach, de consommer Bach ?

Jacques Attali

Est-ce de transformer un maximum de gens en spectateurs en leur faisant croire que c'est cela le socialisme?
Non, une stratégie différente ne peut être que de penser le socialisme comme le fait de donner à chacun les moyens de créer les outils de sa propre jouissance. Une société qui n'a pas d'autre projet que de généraliser le spectacle de ce qu'elle était dans le passé est déjà une société morte. Un socialisme qui ne serait que généralisation de la consommation de masse généraliserait la consommation du passé ou son ersatz.

Faire. : Tu plaides ainsi pour une société où la différence soit possible. Est-ce que ce type de réflexion a un rapport avec des discussions qui agitent actuellement le Parti socialiste, par exemple sur les rapports du plan et du marché?

J.A. : Il s'agit d'un faux débat anachronique, car il camoufle la vraie question, celle du modèle de production. Décrite à l'intérieur du système d'économie marchande, l'alternative plan-marché est une manière utopique de parler du socialisme.

Celui-ci doit largement sortir de l'économie marchande, économie d'uniformisation et qui, dans la marchandise, identifie valeur d'échange et valeur d'usage. La production en série suppose, pour être rentable, la destruction des différences; dans le système économique actuel, le prix ne traduit donc plus une mesure effective de la différence des choses. Par conséquent, croire que le débat plan-marché porte sur l'arbitrage entre des quantités par des prix est absurde. D'abord parce que les prix ne sont pas fixés par le marché mais par les entreprises ou par l'administration publique, ensuite parce que les prix ne sont pas révélateurs de l'usage. Ce qui est révélateur de l'usage, ce n'est pas le prix, c'est la qualité. On voit maintenant des publicités disant : Achetez la voiture x parce que c'est la plus vendue en Europe. Il s'agit de la généralisation du hit-parade c'est-à-dire une légitimation de la valeur par la quantité vendue.

Ainsi, il est tellement impossible de donner du sens aux objets uniformément produits que survient une pseudo légitimité démocratique qui est la quantité de gens ayant déjà fait le pari que l'objet proposé a une valeur d'usage. On peut trouver dans cette idée une caricature du socialisme, car la valeur y est définie « démocratiquement » et non par sa valeur d'échange et sa valeur d'usage.

Le véritable débat doit donc être posé en termes de centralité et décentralité, analyse des réseaux d'information qui permettent de fixer la valeur et la quantité de ce qui est produit. Il s'agit de savoir quel est le système institutionnel de décision en place, quel est son dégré de centralité et quel rôle il joue dans la crise du mode de production; car il existe un rapport profond entre système de prise de décision et nature des décisions prises et ce rapport est induit par le degré de centralité du système. Or, aujourd'hui, on constate que les plans et les marchés sont des systèmes centralisés. Choisir sommairement entre les deux, serait donc choisir entre deux systèmes conduisant au même modèle de production. Ceci ne peut être évité qu'en introduisant dans les plans et dans les machines des mécanismes très forts de décentralisation qui transformeraient la nature du mode de production marchande (meilleure adaptation de l'offre à la demande, transformation du rythme de vie des produits, priorité à la qualité plutôt qu'à la quantité, à l'usage plutôt qu'au stockage, au temps plutôt qu'aux objets...). Cette perspective annonce bien sûr celle d'une économie moins marchande.

Le plan peut avoir comme objectif de créer les conditions d'un marché décentralisé; il peut aussi et surtout créer les conditions d'une économie non marchande. Un vrai plan doit penser les rapports entre temps libre et nature de l'organisation de la production; d'une jouissance hors du spectacle, hors du rituel et hors de la norme. Or, on constate qu'aujourd'hui que la jouissance du rituel et du spectacle est ce qu'incarne suprêmement la société du spectacle politique et que la jouissance dans la norme est un peu la vision petite-bourgeoise de la société post-industrielle qu'ont très souvent les dogmatiques d'un marxisme sommaire et mal compris.

Faire. : Tu écris dans « Bruits » : « L'organisation politique du XXe siècle s'enracine dans la pensée politique du XIXe siècle qui elle-même s'enracine dans la musique du XVIIIe comme musique de l'harmonie, qui tend à la représentation, à faire croire,... ». Cette critique du spectacle peut s'adresser aussi bien à la droite qu'à la gauche, en particulier à la théorie de la démocratie avancée qui énonce la nécessité d'une généralisation de l'usage des biens dont seule dispose actuellement une élite.

J.A. : La démocratisation est une des conditions d'émergence

d'un socialisme. Mais une condition nécessaire n'est pas une condition suffisante; ainsi, la généralisation de la jouissance de Bach ou les nationalisations ne sont pas elles-mêmes l'avènement du socialisme. Elles sont dans certaines conditions d'usage, un outil de changement indispensable permettant de créer le socialisme.

J'ai eu récemment une conversation avec le musicien américain John Cage; il m'a dit « j'ai commencé avec Bach, c'était nécessaire pour le dépasser ». Il a ainsi suivi une trajectoire qui l'amène au plaisir de faire sa propre musique, ce qui est une bonne définition de ce que peut être le socialisme dans l'art, hors de la cage, comme il dit lui-même, libre comme l'oiseau.

Il ne faut pas réduire le socialisme à ce que j'appelle le marxisme version tarte aux pommes, c'est-à-dire penser le socialisme comme la distribution d'un gâteau qui a été fait par d'autres grand'mères, autrefois.

Faire. : Et le P.S.?

J.A. : Par sa prise en charge du thème de l'autogestion le P.S. français est la force politique qui a le plus conscience de cette problématique. Il est convaincu de la nécessité de transformations structurelles profondes de l'économie et de sa décentralisation comme condition absolue d'une désaliénation. « Rendre le pouvoir », ce slogan de François Mitterrand pendant la dernière campagne présidentielle en était une merveilleuse illustration. C'est un slogan proprement socialiste.

Faire. : En effet, le P.S. avance sur le terrain de la recherche idéologique. Mais va-t-il au bout de cette recherche sur le plan de l'expérimentation sociale concrète, militante? Le fonctionnement du Parti n'est-il pas en butte à la « difficulté démocratique » qu'analysait Faire dans son numéro de février? La dichotomie entre idéalisme et empirisme pratique n'existe-t-elle pas toujours?

J.A. : Il ne faut pas précéder l'histoire. Nous sommes dans une période dans laquelle il s'agit d'abord de gagner et d'avoir un parti qui pourrait gagner. Or elle doit gagner dans les règles du jeu qu'elle n'a pas définies elle-même. Il faut bien distinguer les conditions de la prise du pouvoir et les conditions de son exercice. Les premières exigent que la machine intellectuelle, administrative, technologique d'un parti soit explicitement une machine du type représentatif, façon XIXe siècle. Une entreprise autogérée en France, dans le système capitaliste, c'est une naïveté. On ne peut pas jouer seul dans des règles du jeu différentes.

Cela ne veut pas dire que les transformations sont renvoyées aux calendes grecques. Au contraire, il s'agit de se rendre compte qu'il y a des règles du jeu et que, sauf à se suicider, il faut les jouer; et d'agir très vite après la prise du pouvoir, pour transformer structurellement les conditions de son exercice.

Faire. : Quelles seront les mesures concrètes immédiates qui permettront d'avancer cette transformation?

J.A. : Dès le départ, il faudra faire extrêmement attention à prendre le moins de décisions ponctuelles au niveau central. Il faudra décentraliser les décisions au maximum vers les partenaires sociaux concernés, vers les collectivités locales, vers l'appareil industriel lui-même. L'appareil central doit simplement orienter, contrôler. Tel est le premier principe. Second principe : quand on a le choix entre donner des choses faites et donner les moyens de faire, il faut donner les moyens de faire. Si on applique ces deux principes, et on peut les appliquer tout de suite, une autre attitude à l'égard des choses émergera très vite.

Aujourd'hui, le système de normalisation répétitive fonctionne comme une revendication de jouissance. Pourquoi? Parce que nous sommes dans une société de solitude dans laquelle le seul refuge contre la solitude, c'est la norme. Etre comme les autres, c'est parler aux autres. On ne parle plus dans la différence, on parle dans la confusion, dans le bruit. Chez les gosses par exemple, il y a un apprentissage de la consommation de la musique qui est appartenance au groupe, idéalisation de la consommation de la star, disparition derrière le modèle. C'est pourquoi, aux deux principes que j'ai énoncés, j'ajouterai ce troisième qui est de bouleverser fondamentalement le système éducatif pour instaurer en permanence non pas une délivrance du savoir, mais les conditions de production du savoir théorique, culturel et artistique.

Faire. : Tu affirmes que la première priorité, c'est la décentralisation de la prise de décision. Mais il semble qu'au contraire, la première chose que fera la gauche, c'est de renforcer le pouvoir de l'Etat central, et notamment son pouvoir économique grâce à l'extension des nationalisations et de la planication.

J.A. : Oui, c'est clair et c'est nécessaire. Mais ce transfert de pouvoir qui est essentiel, ne sera ni une centralisation ni une décentralisation mais un trans-

Jacques Attali

fert du lieu de la centralisation vers les représentants des travailleurs, préalable indispensable à la décentralisation. Actuellement, la centralisation est dans le monde de l'entreprise, du capital. Il faut la transférer vers l'Etat parce que stratégiquement, ce n'est pas l'entreprise qui fera la décentralisation.

L'Etat reste le seul représentant de ceux qui ont intérêt à la décentralisation. Par conséquent le changement du lieu de centralisation est une condition tactique à une stratégie de décentralisation.

Faire. : Dans ton livre, tu démontres également qu'il y a aujourd'hui erreur d'analyse sur les phénomènes de crise. On continue de raisonner comme si les crises étaient des phénomènes de panne, de rupture, alors que tu qualifies la crise moderne comme un phénomène de prolifération. Or toutes les stratégies antérieures du mouvement ouvrier sont des stratégies alternatives par rapport à des ruptures, y compris celles qui tendent à « remettre le monde sur ses pieds. » Est-ce que les données de la stratégie révolutionnaire ne sont pas bouleversées dès lors que la prolifération se substitue à la rupture comme signe et contenu de la crise ?

J.A. : Cela change fondamentalement les données stratégiques. Je répète qu'il ne faut pas prendre les conditions nécessaires du socialisme pour ses finalités. Ainsi l'amélioration de la qualité des objets, la réduction des inégalités, qui auront des effets de relance de la consommation ne sont pas la finalité du socialisme. Si on les confond avec les finalités, on entre dans un processus de « containment » de la crise. On reste dans la logique capitaliste ; on va vers un capitalisme d'Etat dont la fonction sera de rentabiliser la production de la demande. J'ai été très frappé de voir qu'un remarquable économiste communiste Michel Aglietta fait le même raisonnement dans son livre sur la crise américaine. Il montre bien que la tendance du capitalisme, c'est le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire la vision simpliste du socialisme que l'on présente à gauche chez les non socialistes.

Le problème est de ne pas se contenter du capitalisme d'Etat en transformant le capitalisme monopoliste d'Etat en capitalisme d'Etat monopoliste. Il est de créer les conditions d'une jouissance dans la production autonome au lieu de créer les conditions d'une jouissance dans la normalisation. Il y a une grande cohérence entre ce que je dis en ce moment et la réflexion que je suis amené à faire comme conseiller économique de François Mitterrand. Nous avons à prendre le pouvoir dans un moment de crise de prolifération qu'il s'agit de **contrôler**, pour l'amener là où nous voulons l'amener pour le socialisme.

Or la contrôler, cela veut dire la contenir, mais en sachant qu'ensuite il faut la dépasser. La contenir ne peut être une finalité, comme l'ont toujours cru les gens de gauche avant que le PS ne devienne ce qu'il est.

Dans le programme économique de François Mitterrand aux Présidentielles il y a bien cette idée traduite à travers les trois périodes : période de « containment » de la crise de prolifération, période de mise en place des outils de la transformation, période de production effective de la jouissance extérieure, c'est-à-dire une organisation qui sorte des conditions de la répétition, facteur de prolifération. Les trois étapes sont simultanément entreprises. Mais il faut bien savoir que le « containment » est une nécessité de contrôle de l'évolution de la crise, pas une solution à la crise.

Faire. : Dans cette logique, quel est le pari de la France pour le dernier quart du siècle ?

J.A. : Ou bien elle sera un capitalisme d'Etat, comme tous les autres pays industriels, ou bien elle expérimentera un nouveau modèle d'organisation, une nouvelle problématique de changement, de modèle de production. On a changé deux fois de modèle de production depuis la fin du Moyen-Age : une fois en entrant dans le capitalisme, une autre fois en entrant dans ce que j'appelle le monde répétitif mais ce que certains appellent sommairement capitalisme monopoliste d'Etat. On est en train de changer une troisième fois. Ou bien on va achever le modèle de capitalisme monopoliste d'Etat en faisant le capitalisme d'Etat monopoliste, ce qui est dans la logique du capitalisme actuel et d'une vision simpliste et centralisatrice du socialisme ; ou alors on va vers un nouveau modèle qui sera un socialisme autogestionnaire relationnel. Par sa revendication profonde et permanente à la différence, par le degré de culture qu'elle a atteint, par la nature de son organisation géographique et territoriale, par son niveau de développement, la France peut être le lieu d'émergence de ce socialisme, une étincelle d'espérance pour le monde.

Propos recueillis par Jacques GALLUS et Patrick VIVERET

DOSSIERS POUR 1978

Les Nationalisations Pourquoi, Comment ?

Le débat sur les nationalisations
sera au cœur de la prochaine campagne électorale.
Face aux traditionnelles
attaques de la droite
sur le thème du « collectivisme »
La gauche ne peut répondre
qu'en démontrant pourquoi les nationalisations
sont nécessaires dans le cadre d'une
nouvelle stratégie du changement social.
Aussi notre souci à
travers ce nouveau
« dossier pour 1978 » a-t-il été de tourner
résolument le dos aux arguments
dogmatiques pour tenter
de répondre clairement
à cette question simple mais dont
la réponse est difficile :
Nationaliser : Pourquoi et Comment ?

Le débat sur les nationalisations est déjà lancé depuis quelques mois. Mais il piétine et les vraies questions semblent avoir du mal à émerger. Plusieurs raisons permettent de l'expliquer:

1. L'emploi est aujourd'hui le problème numéro un pour les travailleurs. Dans la conjoncture économique présente, les nationalisations sont d'abord perçues comme un moyen de préserver l'emploi, tout au moins dans les entreprises dont la nationalisation est prévue par le Programme commun. Les termes du référendum organisé en Lorraine par le P.C.F. sur la nationalisation de la sidérurgie sont très révélateurs de cette appréhension du problème. Le P.C.F. offrait ainsi le choix entre deux réponses: oui à la garantie de l'emploi, au développement économique avec la nationalisation, non à la nationalisation.

L'année dernière déjà, les travailleurs de Lip, n'entrevoyant plus de solution, ne voyaient pas d'autre issue à leur situation que la revendication de nationalisation.

D'une façon plus large encore, il est sûr que de nombreux travailleurs considèrent assez confusément que l'extension du secteur public et nationalisé peut être un moyen pour créer des emplois. Dans ces conditions, les problèmes fondamentaux sur le rôle et le contenu des nationalisations tendent à passer au second plan des préoccupations.

2. Pour une majorité de militants politiques ou syndicaux, le terme de nationalisation symbolise la possibilité de rupture avec le capitalisme. Il y a finalement souvent une croyance un peu magique dans les vertus de la nationalisation. Simplement évoquée ou chargée de tout un contenu parfois utopique, la nationalisation apparaît un peu comme la clef permettant de



J.-P. PAIREAULT

Pour de nombreux travailleurs, l'extension du secteur nationalisé peut être un moyen pour créer des emplois.

résoudre toute une série de problèmes qui n'ont pas forcément de liens entre eux. Le débat, à l'intérieur même de la gauche, souffre indéniablement de cette surcharge affective. Il est vrai que ce n'est pas un fait nouveau. De la querelle entre les guesdistes et les possibilités des années 1880 jusqu'à la polémique entre la S.F.I.O. et le P.C.F. des années 1930, la question de la nationalisation a été au cœur de bien des débats du mouvement ouvrier. Si l'ensemble des partis de gauche se sont aujourd'hui ralliés au thème naguère diviseur des nationalisations, les problèmes stratégiques qu'elles impliquent restent sous-jacents: conception des réformes de structure dans la transition, articulation entre la conquête des pouvoirs économiques et politiques, rôle des changements institutionnels dans la transformation sociale, etc. Si l'opposition réformistes/révolutionnaires ne se traduit plus par l'opposition partisans/adversaires de la nationalisation comme cela a été le cas jusqu'en 1944, c'est sur le terrain même de la nationalisation que se reportent les débats classiques. Mais comme ces débats ne trouvent plus d'éléments concrets dans lesquels se cristalliser, ils se dégradent en soupçons (soupçon du PCF vis-à-vis de la volonté du PS d'effectuer toutes les nationalisations prévues; soupçon du Ceres vis-à-vis de la majorité du PS) et en surenchères (le PCF cherche par exemple à se distinguer du PS en s'affirmant partisan d'un plus grand nombre de nationalisations). Surcharge affective, soupçons et procès d'intentions, mécanismes de surenchères : tous ces éléments ne contribuent pas à débattre sur des bases saines.

Démontrer et prouver

3. C'est sur la question des nationalisations que la droite a choisi de concentrer ses attaques contre la gauche, faisant de l'épouvantail collectiviste son principal, sinon unique, cheval de bataille électoral. La nationalisation d'un certain nombre de groupes industriels et de l'ensemble du secteur bancaire et financier n'est pourtant pas la seule réforme de structure prévue par le Programme commun de gouvernement. Le Programme commun propose également de nombreuses réformes fondamentales dans d'autres domaines : santé et sécurité sociale, collectivités locales et régions, fiscalité, Plan etc, dont le contenu anticapitaliste n'est pas à priori « inférieur » à celui des nationalisations. Mais on ne doit pas s'étonner de cette polarisation de la droite sur les nationalisations. C'est sur ce terrain qu'il lui est le plus facile d'exister négativement en agitant la menace de la spoliation et de la bureaucratisation. La droite est en effet contrainte d'exister négativement face à la gauche puisqu'elle n'a rien d'autre à proposer que de conserver l'ordre social existant. Elle ne peut plus se permettre de faire illusion en opposant le réalisme de sa politique de réforme aux chimères de la gauche. La droite est aujourd'hui le dos au mur et elle sait que sa seule force est de s'appuyer sur ce qui peut apparaître dans l'opinion publique comme des faiblesses de son adversaire. Toute sa stratégie consiste à masquer la faillite de sa gestion et le vide de ses propositions en mettant la gauche au banc des accusés : 700 000 actionnaires vont être spoliés, l'économie va étouffer sous le poids de la bureaucratie, le mouvement des nationalisations ne s'arrêtera pas à ce qui est écrit dans les textes, etc.

Et la gauche doit répondre et prouver. Démontrer qu'il n'est pas question de spoliation, dénoncer l'étatisation développée par la soi-disant société libérale, préciser ses engagements. Il n'est pas facile d'échapper à cette mécanique.

Aujourd'hui, nous en sommes là. Il faut aller plus loin et dépasser le seul débat sur la légitimité des nationalisations. Tout a été dit à ce sujet et les textes sont clairs. Le Parti socialiste a rappelé à plusieurs reprises que les nationalisations étaient justifiées en fonction de différents critères : importance des commandes publiques dans l'activité de l'entreprise concernée (Dassault par exemple); appels répétés aux fonds publics (informatique, automobile, sidérurgie, etc); situation de monopole ou position largement dominante dans un secteur (PUK, Rhône-Poulenc); secteur vital d'un point de vue social (pharmacie). Rien qui ne soit d'ailleurs conforme à l'esprit de la Constitution de 1946.

Mais on ne peut en rester à cette légitimation. Les nationalisations n'ont de sens que si elles sont un moyen d'affaiblir le capitalisme, d'infléchir le modèle de développement actuel, de modifier les structures de pouvoir dans l'entreprise. Le débat doit permettre de situer les nationalisations dans une perspective d'ensemble de transformation de la société. Ce n'est pas une question théorique, mais une question politique. C'est en fait la réponse au « Comment nationaliser? » qui indiquera la véritable réponse au « pourquoi nationaliser? »

Ne pas répéter 1946

Les nationalisations mises en œuvre à la libération l'ont été dans un contexte économique et politique particulier. En 1945, le patronat avait démissionné et le comportement de la plupart de ses membres sous l'occupation

lui imposait une certaine réserve. En 1978, le patronat pourra être plus agressif et hausser le ton. En 1945, il fallait d'abord reconstruire le pays et s'appuyer sur des secteurs de base dynamiques. En 1978, le problème sera celui du type de développement. En 1945, le pouvoir politique pouvait rapidement mettre en œuvre ses décisions en procédant par ordonnances. En 1978, il faudra agir de façon législative et faire face à un Conseil constitutionnel dont les pouvoirs sont étendus (il est d'ailleurs probable que le renvoi récent de certains textes de lois, tel celui sur la fouille des véhicules, n'est pas pour rien dans cette opération de renforcement du Conseil constitutionnel). En 1945 encore, il s'agissait dans la plupart des cas de nationaliser des secteurs industriels et de constituer des entreprises nationales à partir de plusieurs centaines d'entreprises existantes (cas du gaz, de l'électricité et des charbonnages notamment). En 1978, il s'agira de nationaliser des groupes industriels.

Toutes ces différences invitent à ne pas borner nos références au modèle de nationalisation utilisé à la Libération. Pourquoi faudrait-il en effet se cantonner dans la répétition de ce qui a déjà été fait et qui n'a pas toujours donné satisfaction, en matière de représentation des travailleurs, par exemple ? De ce point de vue, il est grave que le PCF se bloque sur cette image et n'envisage pas d'autres formes possibles. Pourquoi faudrait-il d'ailleurs qu'il y en ait une seule? Pourquoi ne pourrait-on pas envisager diverses formes de représentation des travailleurs, de structures des entreprises, de modèles juridiques? Il ne s'agit pas là de dénigrer ce qui s'est fait à la Libération. Les entreprises nationalisées à cette époque ont fait la preuve de leurs capacités d'innovation technique, de gestion économique ; on ne peut pas non plus négliger le fait que les entreprises nationalisées ont souvent été en avance sur le secteur privé d'un point de vue social (quatrième semaine de congés payés, accords d'entreprise, etc).

Les faits positifs n'empêchent pas le patronat et le gouvernement de mener aujourd'hui une campagne systématique de dénigrement des entreprises publiques et nationalisées. Les socialistes doivent donc se battre sur deux fronts à la fois : d'une part, défendre les principaux acquis du secteur public que le pouvoir n'a de cesse de remettre en cause mais d'autre part également, aller plus loin que ce qui a été acquis à la Libération. Il est en effet difficile de ne raisonner que comme s'il y avait eu un « capital » progressiste à la Libération que les gouvernements de droite et le patronat auraient en quelque sorte dilapidé (accélération des mécanismes de privatisation par exemple). Il nous faut aussi prendre la mesure des insuffisances des nationalisations de 1944-46 conçues dans une optique très formelle et très institutionnelle qui, sur le fond, n'a pas permis d'entamer ce qui reste essentiel pour les travailleurs : le changement des rapports de production dans leurs divers aspects (hiérarchie, organisation et division du travail, etc). En effet, c'est malheureusement le modèle administratif, avec ses quelques avantages pour beaucoup de défauts, qui a servi de modèle implicite de référence dans l'organisation de l'entreprise.

Comment nationaliser

Juridiquement, nationaliser consiste à opérer un transfert de propriété. Il y a deux moyens de concrétiser ce transfert : transférer des actifs ou transférer des actions. A la Libération, la plupart des nationalisations ont consisté à transférer des actifs, puisqu'il s'agissait de créer de nouvelles entreprises à partir d'un grand nombre d'entreprises existantes (il y avait par exemple plus de 800 entreprises productrices de gaz et d'électricité, dont les actifs ont été remis à l'EDF et à GDF).

La situation se pose différemment en 1978, dans la mesure où ce sont de grands groupes industriels déjà constitués qu'il est question de nationaliser. Juridiquement, les nationalisations de 1978 consisteront donc en des transferts d'actions, d'actionnaires privés à l'Etat. Mais le problème n'est pourtant pas aussi simple qu'il paraît au premier abord. Les entreprises nationalisables sont en effet, pour la plupart d'entre elles, de véritables holdings (ou sociétés mères) contrôlant un grand nombre de filiales. La question est donc posée de savoir si la nationalisation se borne à intervenir au niveau des holdings ou si elle intervient dans le même temps au niveau des filiales. Derrière ce choix, apparemment très technique, ce sont en fait deux conceptions différentes du secteur public et nationalisé qui sont en jeu. Dans le premier cas (nationalisation des seuls holdings) l'Etat deviendrait donc actionnaire souvent majoritaire, parfois minoritaire (avec ou sans situation de contrôle réel) d'un très grand nombre d'entreprises filiales (il y en a près de 800 rien que pour Saint-Gobain Pont-à-Mousson). C'est donc s'orienter vers une structure de type italienne où l'IRI, à travers cinq holdings, contrôle des centaines d'entreprises. Toutes ces sociétés restent des sociétés de droit privé, avec les structures classiques prévues par ce droit, mais elles sont contrôlées par l'Etat. Dans



le second cas (nationalisation directe au niveau des filiales), l'opération de nationalisation intervient directement dans l'ensemble des sociétés d'un groupe. A première vue, la seconde solution paraît la meilleure et la plus conforme à l'esprit de la nationalisation. On doit pourtant se demander si elle est vraiment réaliste à court terme. Elle implique en effet un travail juridique et législatif très complexe : délimitation précise d'un groupe (notion plus économique que juridique dans bien des cas), choix des filiales à nationaliser, liquidation juridique des sociétés concernées, restructuration probable, etc... Toutes ces opérations sont longues à mettre en œuvre. Or, l'impératif est d'aller vite en 1978. On peut donc se demander s'il n'est pas nécessaire de se contenter de nationaliser très vite dans un premier temps les holdings des groupes industriels nationalisables (ce qui prendra déjà quelques mois) et d'envisager, ensuite, dans un deuxième temps, les opérations de restructuration de ces groupes. Ceci n'empêche pas dès aujourd'hui de réfléchir à ces restructurations et d'établir des projets industriels précis. Mais sur ce point, le débat est encore très ouvert et il devra avancer encore beaucoup avant 1978. Il faut en effet savoir si l'on veut s'orienter vers la constitution de groupes industriels géants, qui n'auraient même pas la souplesse introduite par le rapport de filialisation, ou si au contraire on veut constituer des entreprises de dimensions plus raisonnables dont les objectifs s'articuleraient de façon externe à travers les relations contractuelles du Plan et non pas à travers le mode de coordination interne qui est celui d'une entreprise géante. L'enjeu est de taille, car l'expérience montre qu'une grande entreprise a concrètement les moyens de s'autonomiser et de décider à la place du Plan en mettant en œuvre tout un ensemble de décisions partielles qui forment une convergence irréversible au-delà d'un certain seuil (voir le cas d' EDF et du nucléaire).

De toutes façons, la nationalisation pose le problème de l'indemnisation. La droite concentre ses attaques sur ce point avec le thème de la spoliation, sachant que le Conseil constitutionnel a le pouvoir de casser une loi si elle n'est pas constitutionnelle (ce qui peut être le cas pour les nationalisations si l'indemnisation n'est pas considérée comme « juste et équitable ». Point essentiel que nous développons dans la fiche sur la question des indemnisations). Mais il faut également voir plus loin que l'indemnisation et prendre garde à ce qu'elle ne serve pas de base à la reconstitution de nouveaux groupes industriels et financiers, qui investiraient dans de nouveaux secteurs plus rentables les ressources tirées de l'indemnisation. Le programme de 1971 du Parti socialiste mentionnait ce risque comme l'écueil principal à éviter dans le choix du mode d'indemnisation. Car l'histoire n'est pas sans précédents à ce niveau : Compagnie La Hénin, constituée à partir des indemnisations des usines Hénin-Liétard ; Compagnie financière de Suez, constituée à partir des indemnisations versées en 1957, après la nationalisation du Canal, etc...

Un outil de la politique industrielle

La nationalisation est un moyen de politique industrielle et de politique économique. Elle n'est pas le seul. Les différents rapports présentés au Colloque du PS sur la politique industrielle (12-13 février 1977) en sont la preuve.

L'extension du secteur public et nationalisé n'a de sens que s'il s'intègre dans une renaissance de la planification en France, pratiquement devenue inexistante. Les résistances peuvent être fortes, tant il est vrai que les

dirigeants des grandes entreprises nationalisées rêvent de se comporter comme de grands féodaux à l'allégeance aussi légère que possible. Ne pas relancer et développer la planification reviendrait alors à « remplacer les patrons privés par des technocrates publics » comme beaucoup le redoutent. La planification et la contractualisation de l'économie aux différents niveaux (privé/public, public/Etat, privé/Etat) sont les seuls moyens d'éviter la constitution des entreprises publiques en féodalités. Le Plan consiste en quelque sorte à établir la république dans le secteur nationalisé, république dont le dirigisme tâtillon en vigueur depuis trente ans n'est qu'une caricature.

Mais les nationalisations n'ont pas de sens si elles ne s'inscrivent pas également dans une véritable politique industrielle. Politique industrielle qui est au demeurant indispensable si un gouvernement de gauche veut éviter de voir fleurir les revendications de « nationalisations-sauvetages » dans une conjoncture dont le sous-emploi restera la caractéristique majeure. Politique industrielle, nouveau type de développement : le système bancaire sera au cœur des arbitrages qui en conditionnent les choix. Il serait bien optimiste de penser que sa nationalisation complète suffira à résoudre tous les problèmes. Le problème décisif est en effet également celui des *structures bancaires et financières* et de leurs liens à l'économie dans ce pays. Il s'agit de mieux spécialiser, de mieux diversifier, de mieux décentraliser le système bancaire et financier pour en faire un agent plus efficace au service du développement économique et industriel (1).

(1) Faire reviendra sur cette question ultérieurement, ce dossier étant plus spécialement consacré aux Nationalisations industrielles.

Un banc d'essai ?

Le programme socialiste de 1971, « Changer la vie », prévoyait explicitement de développer des expériences d'autogestion dans le cadre de certaines nationalisations. Le programme indiquait : *« Dans les entreprises retenues par le gouvernement de la gauche aux fins d'autogestion, l'extension des pouvoirs des travailleurs sera recherchée en plusieurs domaines :*

— désignation des conseils d'administration,

— élection de la maîtrise et des cadres,

— organisation du travail,

— gestion du personnel (embauche, avancement, licenciement notamment),

— élaboration et approbation des contrats de reproduction à moyen terme dans le cadre du plan.

Il reste entendu que dans le cadre des entreprises autogérées, comme partout ailleurs, les organisations syndicales verront garantir et développer leur rôle autonome de défense des travailleurs ».

Toute la question est de savoir comment une telle position pourra être mise en œuvre en 1978. Il apparaît en tout cas légitime d'estimer que cela doit pouvoir être entrepris dans la mesure où le programme commun laisse la porte sinon ouverte, du moins entrebaillée, à l'autogestion, qui est mise sur le même pied que la gestion démocratique préconisée par le PCF.

Bien des travailleurs ne jugeront la nationalisation qu'à ses fruits. Il apparaît donc difficile de faire l'impasse sur cet aspect. La CFDT s'en est fortement faite l'écho. Edmond Maire déclarait par exemple récemment : *« Ce qui compte pour nous, ce n'est pas le nombre mais la qualité des*



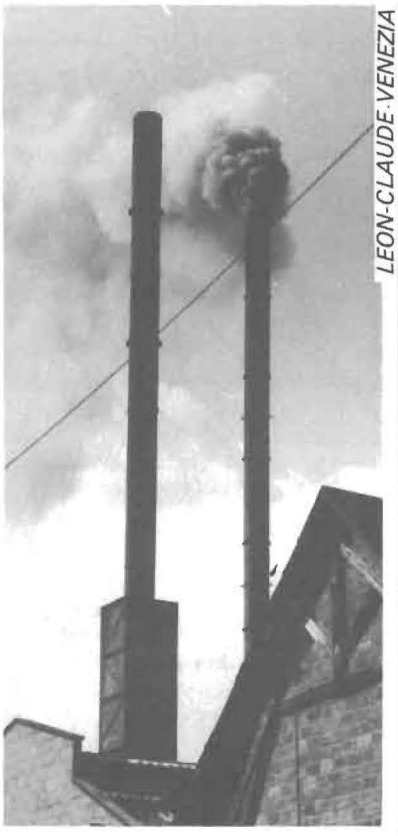
GAMMA

Eviter de voir fleurir les nationalisations sauvetages.

nationalisations. Ni centralisme, ni productivisme, ni technocratie, mais une redéfinition et un partage des pouvoirs : telle peut se résumer notre position » (Syndicalisme Hebdo, 4.11.76). Cette perspective implique de ne pas se braquer sur le modèle de la gestion tripartite au sommet comme point unique de référence. La conception de la gestion démocratique qui est celle du PCF, et pour l'essentiel aussi de la CGT, paraît de ce point de vue en retrait sur les propositions socialistes. En effet, qu'est-ce que la gestion démocratique, la démocratisation de la gestion pour le PCF? Essentiellement une chose : la représentation démocratique dans les institutions inchangées. C'est-à-dire que le PCF conçoit la démocratisation comme la nomination d'un nouveau type de représentants (des travailleurs, des usagers, de l'Etat démocratique) dans la structure classique de pouvoir que représente le Conseil d'administration. Mais nous savons que le pouvoir n'est pas seulement défini par ceux qui l'exercent; il est aussi modelé par le type même des structures qui l'expriment. Peut-on se satisfaire de l'élargissement des pouvoirs des comités d'entreprise et de la représentation, même majoritaire, des travailleurs au Conseil d'administration pour changer les rapports de production? La réponse est non, sans équivoque. Si cette solution, qui fut celle adoptée en 1944-46, est maintenue dans certains cas, il faut donc songer sérieusement à la dépasser dans un certain nombre d'autres cas. C'est en ce sens que la proposition socialiste d'expérimentations autogestionnaires prend tout son sens.

Des rôles distincts

Le but des socialistes est en effet de permettre le développement de nouvelles structures de pouvoir dans l'entreprise nationalisée, ce qui implique de proposer des institutions adéquates à cet objet : comités d'ateliers ayant pouvoir sur l'organisation du travail, mise en place d'une certaine rotation au niveau de l'encadrement à la base. Sur ce point, un large mouvement de consultation auprès des organisations syndicales devrait nous permettre de faire des propositions précises d'ici à 1978. En tout état de cause, le PS ne peut que refuser que la nationalisation se confonde avec l'étatisation. C'est pourquoi, par delà le refus des mots, il fait engager un processus qui ouvre de nouvelles voies à la responsabilité des travailleurs et de leurs organisations dans l'entreprise (sur ce point, voir également la fiche sur les droits des travailleurs dans les entreprises nationalisées), processus qui implique de refuser la facilité qui consisterait à donner aux travailleurs des entreprises nationalisées un statut du type de celui de la fonction publique. Ce sont en effet les relations contractuelles syndicats/direction (et non pas les mesures législatives) qui doivent définir les droits et pouvoirs des travailleurs dans les entreprises nationalisées où des expériences d'autogestion seront menées.


LEON-CLAUDE-VENEZIA

Ni centralisme, ni productivisme.

Dans tous les cas, la représentation des travailleurs doit être distincte de celle des organisations syndicales, de manière à dégager nettement les fonctions de gestion, des fonctions de représentation et de revendication. C'est pourquoi il faut rappeler les rôles distincts des représentants des travailleurs au Conseil d'administration ou au Conseil de surveillance, des comités d'entreprises et délégués du personnel, des organisations syndicales.

Les fonctions de gestion doivent être occupées par des travailleurs élus par l'ensemble des salariés d'une entreprise, et non désignés par des organisations syndicales. Cette élection devait avoir lieu en référence au plan de développement de l'entreprise, par rapport auquel les organisations syndicales seront le plus souvent amenées à prendre position.

Il pourra être nécessaire dans les diverses entreprises d'un groupe et pour que cette élection puisse avoir un sens, qu'elle ait lieu à deux ou plusieurs niveaux, de manière à accorder le corps électoral avec une réalité économique (élection au niveau des établissements). Ceci facilitera la mise en place rapide de cette procédure.

L'exercice au moins immédiat d'un pouvoir direct de gestion par les travailleurs n'exclut pas

de leur part, bien évidemment, l'exercice du droit de contrôle et de revendication qui est actuellement partagé entre les comités d'entreprise, les délégués et les organisations syndicales. A l'image des entreprises actuellement nationalisées, le rôle des comités d'entreprise et des syndicats sera fortement valorisé dès la prise de contrôle par l'Etat et en liaison avec le vote du nouveau statut des comités d'entreprises.

Mais tout cela ne paraît pas suffisant pour que le travailleurs aient conscience d'un changement profond de sytème économique, si ce ne sont pas les rapports de production eux-mêmes qui sont modifiés.

Décentraliser la décision

Compte tenu de la dimension atteinte par les groupes qui vont être nationalisés, il faut veiller à ce qu'ils favorisent une marche vers l'autogestion.

La première crainte qui s'exprime est celle de la centralisation, qui pourrait être le corollaire du contrôle financier par les ministères et de la présence des représentants de l'Etat au sein du conseil d'administration ou de surveillance. Cette centralisation ne ferait que reproduire la pratique actuelle des grands groupes qui se comportent beaucoup plus en centres de décision financiers qu'en centres de production. Ils obéissent à la logique centralisatrice d'un groupe d'hommes dont la fonction essentielle est de procéder aux arbitrages nécessaires pour atteindre les meilleurs résultats financiers.

Face à ce danger réel de centralisme, un gouvernement de gauche doit mettre en œuvre, en liaison avec les nationalisations qui seront réalisées, un vaste programme de décentralisation de la décision. Sa première étape sera la fin de la tutelle sur les



entreprises publiques et l'instauration d'un contrôle a posteriori ; les étapes suivantes concerneront le crédit, la gestion des unités de production des firmes industrielles nationalisées, en particulier leurs filiales, la collecte de l'épargne et son utilisation en priorité sur les lieux de collecte, dans la mesure où son montant est compatible avec les objectifs du plan.

Enfin la dernière étape de ce processus de décentralisation sera la mise en place d'un premier réseau d'entreprises autogérées, à partir des coopératives de production, des mutuelles, des régies municipales, mais aussi en confiant à la responsabilité directe des travailleurs certaines petites entreprises contrôlées, sans raisons industrielles apparentes, par des groupes nationalisées, ainsi que des entreprises qui auraient été déclarées en faillite ou contraintes de cesser leur exploitation. A côté de ce réseau d'économie sociale, les entreprises nationales pourraient en leur sein, favoriser deux types de transformations.

La première serait d'accepter de remettre à leurs travailleurs certaines filiales de dimension petite ou moyenne, et de les doter, pour favoriser leur développement, d'un contrat d'approvisionnement en fonds propres et d'un contrat de sous-traitance d'une durée suffisante pour que cette entreprise autogérée prenne son essor.

L'examen du tableau des participations que détiendra l'Etat à travers la nationalisation du crédit, des assurances et des groupes industriels, montre que ce champ

d'expérience sera très vaste.

La seconde transformation serait, au sein même de la structure de l'entreprise, et pour des établissements liés en amont et en aval aux autres établissements du groupe, de mettre en place progressivement des comités de gestion élus directement par les travailleurs de l'unité de production considérée.

La transformation profonde du pouvoir dans l'entreprise nationalisée sera provoquée par ces expériences peu à peu généralisées. C'est d'ailleurs la seule garantie d'un pouvoir de gestion démocratique, issu des travailleurs.

Il convient cependant de rappeler que, pour les socialistes, l'entreprise ne sera jamais gérée en totalité par ses propres travailleurs. L'entreprise, surtout quand elle est de grande dimension, appartient à un corps social complexe; son comportement, ses décisions, intéressent beaucoup plus que ses propres travailleurs et doivent s'inscrire dans des perspectives générales. C'est pourquoi un statut d'autogestion des grandes unités doit être recherché indépendamment des petites unités.

Si la gauche est capable, dans les entreprises dont le contrôle aura été retiré à la bourgeoisie, de développer le temps d'information et de discussion pour les travailleurs, d'accroître le nombre et les moyens des délégués du personnel, et du comité d'entreprise, d'accepter le renforcement du contrôle par les comités d'entreprises et les syndicats, de mettre en place, au niveau des groupes, des comités de groupe, enfin de participer au vaste effort de restauration des libertés personnelles d'aujourd'hui bafouées dans l'entreprise comme dans l'ensemble de la société, alors elle aura réalisé un pas en avant considérable.

Des points d'appui

Les nationalisations ne peuvent être conçues comme un îlot, devenant île, de socialisme dans une économie qui resterait capitaliste. On ne peut d'ailleurs manquer d'être surpris devant les réactions de certains militants qui conçoivent les nationalisations comme de véritables « bunkers ». Sous des dehors parfois farouches, cette conception renoue en fait avec le vieux mythe réformiste de la transformation du capitalisme par l'extension progressive du secteur public et nationalisé. Il n'est pas possible de s'engager dans une telle voie où le dogmatisme théorique fait bon ménage avec le réformisme le plus rétro (style Albert Thomas 1920). Pour les socialistes, les nationalisations ne peuvent avoir de véritable signification que si elles s'intègrent dans un ensemble de mesures concernant toutes les entreprises. Rien ne serait plus grave en effet que de marquer une coupure trop forte entre la situation du secteur nationalisé et de l'ensemble considérable des entreprises qui resteraient privées. En 1944-46, le danger avait été perçu. C'est pourquoi la législation sur les comités d'entreprise et les délégués du personnel est venue compléter les mesures de nationalisations en 1945. Il doit en être de même en 1978 et le Programme commun l'exprime. On peut cependant regretter qu'il ne manifeste cette exigence qu'en parlant de l'accroissement et de l'extension des droits liés aux institutions crées en 1945. Sur ce point encore, une large confrontation avec les organisations syndicales devrait permettre d'avancer afin d'étendre les droits et les pouvoirs de l'ensemble des travailleurs, y compris ceux du secteur privé. Faute de concrétiser une telle approche, l'union de la gauche se priverait en effet du soutien le plus actif de l'ensemble des travailleurs, soutien dont elle a besoin mais qu'elle n'obtiendra que si les nationalisations ne sont pas perçues comme un problème extérieur par les travailleurs du secteur privé.

Dans l'entreprise actuelle, quelle que soit sa dimension, l'information, les moyens financiers, les instruments de formation, sont détenus par les dirigeants de l'entreprise. A travers eux, c'est un mode de vie qui s'impose par la publicité, la marketing et, tout simplement, les choix de production qui sont effectués.

Les salariés et leurs organisations n'ont actuellement ni dans l'entreprise ni en dehors d'elle les moyens de renverser ce rapport de forces très défavorable aux travailleurs.

C'est pourquoi l'une des premières tâches d'un gouvernement de gauche sera de renforcer les droits (et les moyens d'exercice de ces droits) des travailleurs : protection des syndiqués, droit à l'information pendant les heures de travail, vérification des comptes de l'entreprise par ses experts-comptables désignés par le comité d'entreprise, publicité de ces comptes auprès de tous les travailleurs avec les remarques des parties; publicité des rémunérations; adaptation, dans les entreprises nationales, d'une grille unique des salaires et unification des statuts.

Le but des socialistes et de toute la gauche est de changer la société, de changer la vie, et notamment la vie du travail. C'est pourquoi les nationalisations ne peuvent être qu'un point d'appui lié à tout un ensemble de transformations dans l'ensemble de l'économie, y compris du vaste secteur qui restera privé.

Pierre DUPUIS
François SOULAGE

Nationalisations et Programme commun.

Le Programme commun indique :
« Le secteur public sera étendu, démocratisé et restructuré, les entreprises nationales dotées d'une large autonomie de gestion respecteront dans leurs activités les orientations du Plan ».
« A côté des nationalisations, l'appropriation collective revêtira des formes diverses : Sociétés nationales ou d'économie mixte, coopératives, mutuelles, services publics locaux... »
« Dès le début de la législature, un seuil minimum de nationalisation sera franchi. Cette politique de transfert à la collectivité visera :
— les entreprises qui répondent directement à des fonctions collectives ayant le caractère de service public et donc à des besoins sociaux fondamentaux;
— les Sociétés vivant sur fonds publics (marchés publics, subventions, crédits de faveur);
— les principaux centres d'accumulation capitaliste qui dominent la plus grande partie, voire la totalité de certaines productions;
— les entreprises qui contrôlent des branches essentielles pour le développement de l'économie nationale.
Ce processus d'appropriation laissera subsister un important secteur privé ».
« La progressivité des nationalisations sera liée au développement économique et aux exigences des masses, dont il est déterminant qu'elles prennent les plus larges responsabilités. C'est pourquoi, au cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public ou nationalisé, le gouvernement pourra le proposer au Parlement ».
« Dans le secteur bancaire et financier, la nationalisation concernera l'ensemble du secteur, c'est-à dire :
a) la totalité des banques d'affaires, les principaux holdings financiers et les banques et dépôts,
b) les établissements financiers,



VIVA

Pechiney :
Parmi les « nationalisables ».

c) les grandes compagnies d'assurance privées.
Les principaux organismes de crédit spécialisés seront regroupés dans une Banque nationale d'Investissement.
Dans l'industrie, un seuil minimum d'extension du secteur public et nationalisé sera atteint par les mesures suivantes :
1. La nationalisation des secteurs suivants :
a) Dans leur ensemble : ressources du sous-sol, armement, industrie aéronautique et spatiale, industrie nucléaire, industrie pharmaceutique.
b) Dans leur plus grande partie : industrie électronique (ordinateurs), industrie chimique.
En fonction de ces dispositions et dès son installation, le gouvernement procédera à la nationalisation des groupes suivants :
a) Dassault, Roussel-Uclaf, Rhône-Poulenc
b) ITT-France, Thomson-Brandt, Honeywell-Bull, PUK, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, CGE.
2. La responsabilité particulière de

la puissance publique se traduira par des prises de participation financière pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires.
a) dans la sidérurgie et le pétrole (Usinor-Vallourec, Wendel-Sidélor, Schneider, CFP, CFR, Total)
b) dans les transports aériens et maritimes, le traitement et la distribution des eaux, le financement des télécommunications, les concessions d'autoroute ».

Depuis 72, les neuf groupes industriels ont subi certaines transformations :
— Roussel-Uclaf est maintenant contrôlé par le groupe allemand Hoechst qui détient 51 % du capital,
— Honeywell-Bull, par sa fusion avec la CII, est redevenue société à majorité française sous le nom CII-Honeywell-Bull. Mais les techniques employées demeurent sous contrôle américain,
— ITT-France a cédé LMT au groupe Thomson,
— La CGE a cédé Alsthom aux Chantiers de l'Atlantique, et Neyrpic a été cédé à Creusot-Loire.
La même CGE a renoncé à son intervention dans le nucléaire. Creusot-Loire a maintenant le monopole du nucléaire par Framatome et Novatome.
— Thomson a repris une partie de la CII et regroupe sous sa direction les activités mini et péri informatiques de la CII et de la Télémécanique. Elle a repris LMT à ITT et détient 20 % du marché du téléphone. Parmi les entreprises visées par les prises de participation financières de l'Etat, il faut surtout retenir le monopole de Creusot-Loire sur l'ensemble des constructions actuelles et futures, et le financement par l'Etat des investissements dans la sidérurgie.
De manière globale, il semble que les groupes visés par le Programme commun aient vu leur position dominante se renforcer dans leurs secteurs respectifs, souvent au prix d'importants investissements à l'étranger.

Les relations avec les entreprises publiques et le secteur nationalisé.

Les rapports avec l'Etat seront globaux et contractuels. Les relations avec les collectivités locales et les régions seront plus ponctuelles et précises.

Rapports avec l'Etat

Les entreprises publiques ne seront plus soumises à la tutelle ni au contrôle à priori. Les ministères techniques ne seront plus représentés au Conseil d'administration par leur propre commissaire du Gouvernement, ils entretiendront avec les entreprises nationales les mêmes types de rapports qu'avec les entreprises privées, dans le cadre toutefois des accords de branche.
Il n'y aura plus de liaison directe avec la direction du Budget, ni de contrôleur d'Etat.
Un contrôle à postériori sera exercé par la Cour des Comptes et par le Parlement, qui se dotera à cet effet d'une commission d'enquête permanente.
L'ensemble des rapports avec l'Etat passera à travers le Plan, avec une organisation éventuellement sectorielle.
L'interlocuteur de l'entreprise serait le Commissaire du Gouvernement, nommé par ce dernier mais lié au Plan.

Un programme contractuel à moyen terme sera discuté entre la direction du Plan et les entreprises. Chaque programme définirait la stratégie longue de l'entreprise pour ce qui concerne les technologies, les alliances internationales, le développement des filiales, la stratégie commerciale. Des objectifs plus précis seront explicités — objectifs commerciaux, de performance industrielle (évolution des coûts), des objectifs sociaux (hiérarchie des salaires, durée du travail), enfin des objectifs de rentabilité et de développement.
Ce plan prévoira également les perspectives d'investissements nouveaux, il définira les contraintes exceptionnelles de service public (création d'emplois, implantation d'unités de production, recherches technologiques) et prévoira les compensations financières indispensables.

Par contre, cet accord contractuel laissera libres les prix et la politique d'emploi des entreprises publiques.
Dans le cadre des objectifs ainsi définis, le financement du secteur public pourra être pris en charge par un fonds de gestion des entreprises nationales placé sous l'autorité du Plan. Il réçoit les dotations budgétaires annuelles et négocie avec les entreprises leurs enveloppes annuelles de capitaux permanents, il peut lancer et garantir des emprunts sur les marchés financiers.
Il reçoit les bénéfices des entreprises nationales dans la mesure où il gère les participations publiques sous le contrôle de la Banque nationale d'Investissements. Ce fonds pourrait d'ailleurs éclater en holdinds sectoriels jouant le rôle de la Banque nationale d'Investissements et celui du fonds.

Rapports avec les régions et les collectivités locales

Avant de lancer un programme d'investissements, l'entreprise doit en présenter aux collectivités les conséquences éventuelles — environnement et pollution, création d'emplois, équipements publics. Elle doit participer à l'élaboration des différents documents d'aménagement.
A cet égard, les entreprises auront souvent besoin de trouver en face d'elles des structures d'agglomération et non des structures communales. Les représentants des régions aux collectivités locales auront leur place dans la plupart des Conseils d'administration des entreprises nationales. Ils négocieront des accords de type contractuel (plan régional dans le plan national) pour la réalisation planifiée d'investissements productifs et collectifs, ou pour la construction et le fonctionnement d'équipements nécessaires aux deux parties.

Le poids économique des entreprises à nationaliser en 1975.

Péchiney-Ugine-Kuhlman : chiffre d'affaire 18,7 milliards, dont 8,5 dans les métaux non-ferreux (aluminium) ; 3 dans la métallurgie, 4 dans la chimie et 0,5 dans la pharmacie. Le groupe emploie 102 000 personnes.

Rhône Poulenc : chiffre d'affaire 18 milliards, dont 10 dans la chimie, 3 dans le textile et 2,5 dans la parachimie. Le groupe emploie 115 000 personnes.

Thomson : chiffre d'affaire 12,5 milliards, auxquels il faut ajouter au cours de l'année 1976, 1,5 milliard pour LMT, 0,8 milliard dans l'électro-ménager et 2,3 dans les télécommunications. Le groupe emploie 100 000 personnes.

Compagnie Générale des Eaux (CGE) : Chiffre d'affaire en 1975, 17,4 milliards, mais au cours de l'année 1976, la CGE a cédé le contrôle de Alsthom, qui avait un chiffre d'affaire de 5,4 milliards. Dans le chiffre d'affaire de 75, l'électronique représentait 5 milliards, les télécommunications 2,5 et les câbles 1,5. Le groupe employait 131 000 personnes dont 48 000 chez Alsthom.

Saint-Gobain Pont-à-Mousson : chiffre d'affaire 21 milliards, dont 6 milliards dans le verre, 2,5 dans le papier carton, 2,2 dans la mécanique. Le groupe emploie 141 000 personnes.

Roussel-Uclaf : chiffre d'affaire 3 milliards presque entièrement dans la pharmacie. Le groupe, dont 51 % des actions sont détenues par le groupe allemand Hoeschst, emploie 16 200 personnes.

Dassault : chiffre d'affaire 4,2 milliards avec un effectif de 15 000 personnes.

CII-Honeywell Bull, qui résulte de la fusion des deux entreprises au cours de l'année 1976, a eu au cours de l'année 1975 le chiffre d'affaire suivant :

Honeywell-Bull : 2,7 milliards avec 15 000 personnes.

CII : 1 milliard, avec 8 000 personnes.

Seule la division « gros matériel » a été intégrée, c'est-à-dire environ 4 500 personnes.

ITT-France : avait en 1975 un chiffre d'affaire de 3,2 milliards et un effectif de 23 000 personnes. Depuis le 15 juin, LMT (1,5 milliards et 11 000 personnes) appartient au groupe Thomson.

L'indemnisation des actionnaires.

Le problème de l'indemnisation des actionnaires est l'un des plus importants dans le processus de nationalisation.

Le Programme commun envisageait cette indemnisation sous la forme d'une remise aux anciens actionnaires d'obligations indexées à revenu garanti et dont la valeur suivrait l'évolution des prix. Il y a quelque temps, Jacques Attali reprenant et développant une idée lancée par François Mitterrand au colloque de « l'Expansion » a proposé que les actionnaires des sociétés nationalisées reçoivent des titres participatifs à revenu indexé, négociables mais non remboursables. La grande différence entre les deux propositions est que, dans le deuxième cas, il n'y a plus de remboursement d'obligations, donc absence, pour l'Etat, de versement de remboursement d'un capital.

Comme les actions ordinaires, les titres participatifs (appelés aussi actions privilégiées) ont droit à un dividence chaque année, mais les actions privilégiées ont un dividente garanti, dont le montant peut être indexé, en échange de la renonciation garantie.

Comme nous le disons par ailleurs, en nationalisant les grands groupes, la gauche veut prendre le pouvoir dans ces firmes sans priver les entreprises de leurs sources de financement et sans alourdir inutilement les charges financières de l'Etat par le remboursement des actionnaires.

En cas d'application d'un tel système, qui n'a pas encore été approuvé par le Parti socialiste, la droite crierait sans doute à la spoliation, argument sans fondement. Une action, par définition, n'a jamais à être remboursée par l'entreprise. Par contre, elle peut être négociée sur le marché financier. Chacun sait bien que la valeur de ces actions ne dépend pas de la part de pouvoir qui y est attachée, mais du rendement de cette action et des perspectives à moyen terme. La gauche ne propose rien d'autre, mais c'est fondamental, que de racheter le droit de vote en échange d'un dividende garanti et indexé, le titre continuant d'être négocié en Bourse.

Cependant, en termes techniques, il faut faire attention au mode d'indexation qui peut provoquer de très lourdes charges financières. L'exemple nous est fourni par les porteurs d'actions d'entreprises d'électricité nationalisées en 1945, dont les obligations d'indemnisation étaient indexées sur le chiffre d'affaires d'EDF-GDF. Ces titres constituent une très lourde charge pour l'entreprise et une aubaine pour les porteurs. Ce titre est l'un de mieux côtés de la Bourse de Paris.

En termes politiques, la proposition de Jacques Attali qui a été élaborée par un groupe spécialisé de la Commission économique du Parti socialiste, permet d'une part de garantir aux petits porteurs une amélioration de la rémunération de leur épargne-action (pour eux, le droit de vote n'a pas d'importance), d'autre part d'éviter que, grâce aux fonds d'indemnisation obtenus par les grands groupes, se reconstituent de nouveaux empires comme cela s'est produit après 1945 avec La Hénin, PLM ou CGE par exemple, qui ont réinvesti leurs indemnités. Enfin, la justice y trouvera ses droits puisque, grâce à l'impôt, en particulier sur les grandes fortunes, la hausse sensible du patrimoine des actionnaires se trouvera limitée aux prêts porteurs.

Compte tenu de la valeur actuelle, particulièrement faible, des actions des grands groupes à la Bourse, le danger d'une telle formule n'est certainement pas un appauvrissement, mais au contraire un enrichissement important des porteurs de titres. Il n'existe pas beaucoup de titres indexés en France, aujourd'hui.

Comment le patronat prépare les nationalisations.

Depuis que le Programme commun a précisé avec netteté le champ des nationalisations on assiste à de biens curieuses manœuvres. Qu'il s'agisse des banques ou des entreprises, l'une des préoccupations principales des dirigeants semble être de créer des situations irréversibles empêchant la gauche de réaliser son programme. Une liste complète serait trop longue, quelques exemples suffiront.

Roussel-Uclaf : Premier laboratoire pharmaceutique français, 51 % du capital appartient à un groupe allemand. Dans ces conditions, une nationalisation sans précautions d'intérêts étrangers pourrait avoir de graves conséquences. Il faudra donc négocier. Dans l'accès aux marchés étrangers, Roussel dépend de plus en plus de Hoechst. Les filiales sont de moins en moins souvent à majorité Roussel, les brevets sont pris en commun, la nationalisation des fabrications avec les allemands est en cours.

Saint-Gobain Pont-à-Mousson Plus de la moitié des investissements sont réalisés à l'étranger, le groupe développe son implantation aux Etats-Unis et au Brésil. Il multiplie les accords de **« joint venture »** dans lesquels il partage le pouvoir avec des firmes étrangères. Le contrôle sur ces implantations étrangères par l'entreprise nationalisée sera délicat.

C.I.I. — Honeywell Bull : Lors de la fusion entre la CII et Honeywell Bull, les Américains, qui se trouvaient minoritaires à 47 % % ont fait introduire une clause par laquelle l'Etat français s'engageait à racheter la part américaine en cas de conflit entre actionnaires, constaté par le comité technique dont la majorité des membres est américaine!

Par ailleurs, l'ensemble des filiales étrangères est regroupé dans CII-HB (international), société de droit néerlandais, implantée aux Pays-Bas.

Enfin, dans le choix des matériels, les Américains soumettent toutes les décisions au comité technique déjà cité.

C.G.E. : Cette entreprise a sans doute réalisé la plus grosse opération cette année, en cédant Alsthom aux chantiers de l'Atlantique, tout en acquérant de ce fait 35 % du capital de l'ensemble ainsi créé.

La CGE remet donc à une entreprise dont la nationalisation n'est pas prévue l'ensemble de la fabrication des tubes-alternateurs pour les centrales nucléaires. Or, cet élément était le dernier dont la fabrication dépendait d'une entreprise à nationaliser. Le reste étant regroupé directement ou indirectement dans Creusot-Loire.

Dès cette cession de Alsthom, le nouveau groupe Alsthom-Atlantique a d'ailleurs négocié avec Creusot-Loire le rachat par celui-ci de Neyrpic. De ce fait, Creusot-Loire a maintenant la majorité absolue du capital dans Framatome et Novatome, qui va construire les surrégénérateurs.

Thomson : Il ne semble pas que des opérations précises visant à se prémunir contre les nationalisations aient eu lieu dans ce groupe. Il faut toutefois noter que le développement d'avenir est largement fondé sur l'essor des télécommunications. Or, si la perspective à échéance de deux ans est très favorable et permet pendant ce temps des profits importants (mais au-delà de cette échéance), de graves problèmes d'emploi ne manqueront pas de se poser. Rappelons que pour le téléphone, Thomson utilise uniquement des techniques étrangères (ITT, Ericsson). Quant aux composants (Sescosem), c'est le bradage!

Rhône-Poulenc : Depuis trois ans, Rhône-Poulenc mène une politique de diversification à l'étranger qui tend à ne plus assurer d'extension sur le territoire national. Des fabrications essentielles sont faites à l'étranger, les accords avec d'autres partenaires non nationalisables se multiplient, de même qu'à l'étranger les filiales communes deviennent plus nombreuses. Un gouvernement de gauche aura du mal à assurer la survie du groupe dans sa structure actuelle. Elle doit donc garder des possibilités de restructuration importantes, lors de l'établissement des lois de nationalisation.

Péchiney-Ugine-Khulman : Le groupe élargit fortement son assise aux Etats-Unis (Howhet devient filiale à 100 %). L'essentiel d'Ugine-Carbone a été vendu à Krupp. Dans les engrais, PUK intervient à travers la GESA et renforce la main-mise privée dans ce secteur, qui va défendre de plus en plus les américains pour ses approvisionnements et marchés. PUK a créé une division PUK-International dont le siège est à Bâle et qui rassemble les brevets et les participations dans les filiales étrangères. Dans la plupart des cas, PUK recherche des accords 50/50.

I.T.T. : Se retire progressivement du marché français : LMT vendu à Thomson, Claude en pourparlers de rachat avec la CGE, la CGCT demeure le seul « fleuron » du groupe en France et ITT se sert de cette entreprise dans sa stratégie internationale pour pénétrer sur certains marchés, en particulier le marché français.

Ainsi la nationalisation d'ITT risque-t-elle, hélas, de ne plus avoir de sens.

Dassault : Il est clair depuis bien longtemps que le maintien de Dassault dans le secteur privé est un non sens; rien ne semble fait pour enrayer la nationalisation éventuelle.

Banques : Les grandes banques d'affaires se sont lancées dans une vaste opération de répartition des risques. Paribas, tout en s'en défendant, prépare cette hypothèse en faisant intervenir de plus en plus souvent sa filiale internationale. Ses appels aux marchés étrangers des capitaux sont aujourd'hui majoritaires. De même Suez privilégie les opérations intérieures, en liaison, pour une part, avec sa grande filiale Saint-Gobain Pont-à-Mousson.

Il faudrait, également, voir de quelle manière l'Etat vide de son contenu le secteur essentiel dont il a la charge, le secteur public, mais c'est un autre débat.

Pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise nationalisée

L'un des buts essentiels de l'appropriation publique des grandes entreprises est de permettre l'intervention directe des travailleurs dans la gestion des entreprises.

Le Programme commun de gouvernement prévoit dans ces entreprises une gestion tripartite par la participation au conseil d'administration de trois composantes — des représentants élus des travailleurs, des représentants de l'Etat et des usagers.

Une formule aussi lapidaire ne donne pas assez de précisions.

Le Programme commun n'a pas retenu la formule « directoire » et « conseil de surveillance » qui pourtant présente l'avantage de distinguer la gestion directe assurée par le directoire et le contrôle direct de cette gestion assuré par le conseil de surveillance. L'inconvénient est une plus grande indépendance du directoire par rapport au conseil de surveillance.

Dans la formule avec conseil d'administration, les membres du conseil assurent la responsabilité de la gestion sans avoir réellement le temps nécessaire à cette fonction. Il faut être clair : le directoire a l'avantage de présenter une structure collective face aux « managers » qui continueront d'exister dans toutes les entreprises.

Rien n'empêche une structure tripartite au sein du conseil de surveillance comme au sein du conseil d'administration.

Composition du conseil d'administration ou du conseil de surveillance.

Pour la partie « Etat », il semble qu'une part au moins de ses représentants doivent être des « politiques » afin qu'ils puissent sortir de leur situation d'auditeurs muets. Leur fonction sera en effet de veiller à ce que l'entreprise dans son comportement quotidien reste fidèle aux objectifs initiaux de la nationalisation, et à ceux du Plan.

Une désignation par le Parlement peut être envisagée, sans pour autant que les élus soient des parlementaires. Pour la partie « usagers », il faut que trois catégories très différentes soient présentes. Les usagers sont à la fois les consommateurs finaux, quand l'entreprise s'adresse directement à eux ; des producteurs, quand ils utilisent la production de l'entreprise comme bien intermédiaire ; l'Etat, pour un service public ; l'ensemble de la population d'une région, quand une bonne part des établissements de l'entreprise nationalisée est localisée dans une région. On peut se demander si les représentants des usagers au conseil d'administration ne devraient pas être l'émanation d'une nouvelle structure, remplaçant l'assemblée des actionnaires par un « conseil économique de l'entreprise ». Il faut en ce domaine approfondir la réflexion.

Cette représentation des usagers sera longue à mettre en place mais elle constitue un élément essentiel de la réforme de l'entreprise par la gauche. Il faudra pour cela aider au développement de véritables organisations de consommateurs.

L'entreprise ne peut être entièrement dirigée par ses travailleurs car elle appartient à un milieu social complexe et doit respecter des objectifs d'économie générale. Pour la partie « travailleurs », le Programme commun indique qu'elle sera prise en charge par des représentants élus des travailleurs sans préciser le mode d'élection. Ces représentants seront élus directement par les travailleurs. La nature des listes de représentation fait cependant l'objet d'un débat au sein de la gauche. Pour leur part, les groupes de travail du PS préconisent une solution reprise par Michel Rocard lors du colloque industriel. Les représentants des travailleurs dans les organes de gestion doivent être indépendants des structures habituelles de contestation et de contrôle (syndicats et comités d'entreprise). Les syndicats continueront à jouer leur rôle avec des garanties renforcées, les CE interviendront, soutenus par les organisations syndicales, pour tout ce qui concerne les conditions de travail et l'emploi des travailleurs, avec un droit de veto possible. De ce fait, l'élection des représentants des travailleurs aux organes de gestion devrait avoir lieu par un scrutin direct, à la proportionnelle, sur des listes qui prennent clairement position sur un programme pour l'entreprise. Ces listes pourront recevoir des soutiens politiques ou syndicaux pour être clairement indentifiées.

Les travailleurs seront ainsi présents dans la direction des entreprises nationalisées, sous les trois formes de salarié, d'usager ou de consommateur, et de citoyen.

Dans les grands groupes, une élection directe ne semble pas toujours possible. C'est pourquoi il faudra envisager les modalités d'une représentation au deuxième degré, parallèle à celle des comités de groupes émanation des CE, avec les mêmes problèmes de mise en place.

Enfin, les entreprises nationalisées seront un terrain d'expérience pour l'élection directe dans certains cas d'un comité de gestion au niveau des établissements. Cette proposition retenue par les « Quinze thèses pour l'autogestion » se heurte cependant à des difficultés techniques lourdes en matière de formation des futurs gestionnaires et de relations entre ceux-ci, les « managers » et les organisations syndicales. C'est pourquoi il ne peut être question que de mener des expériences.

Enfin, dans la période de mise en place des nationalisations, si la nationalisation des seuls holdings est retenue, il sera délicat d'organiser l'élection des représentants des travailleurs du groupe. Celui-ci ne correspondant jamais à une définition juridique précise.

dialogue avec nos lecteurs

Permettez à un ancien adhérent du Parti socialiste de vous dire combien il a apprécié l'article de Patrick Viveret paru dans le numéro 16 sur « le PS et la difficulté démocratique » et de vous faire part de quelques réfexions.

Il me semble qu'un fossé se creuse entre l'appareil du Parti et le simple militant. Je sais bien qu'une certaine organisation est nécessaire et que le Parti socialiste se doit d'avoir une structure et des moyens adaptés à notre époque; mais il ne faudrait pas que la politique du parti soit seulement élaborée par un comité restreint composé d'anciens énarques, de diplômés, d'experts en tout genre. Les réflexions, les débats sur les sujets importants semblent être réservés à une certaine élite, aux « ténors » du Parti, aux permanents. L'emploi du temps du militant étant bien rempli il ne peut malheureusement pas toujours siéger dans une des différentes commissions mises en place par le Parti, et c'est par la presse qu'il prend connaissance de tel projet socialiste...

En conclusion, il ne serait certes pas superflu que le Parti qui développe le thème de l'autogestion commence par en appliquer les principes, ne serait-ce qu'en accentuant sa démocratie interne.

M. Lacombe Michel
Paris 18e.

Je tiens à vous exprimer mon très vif intérêt pour la formule « dossiers pour 78 », et tout particulièrement celui sur l'administration.

N'étant pas un militant au sens classique du terme, j'ai le plus grand besoin de confronter mes propres convictions et de pouvoir nourrir mes échanges avec les gens que je côtoie, sur ce type d'information, riche et structuré.

Je rêve, d'ailleurs, depuis longtemps, à une formule : « fiche de vulgarisation politique » qui permettrait de présenter ce même genre de sujet de façon plus pédagogique et plus retransmissible, soit au cours de réunion de sympathisants, soit simplement à l'occasion de conversations de tous les jours.

Marc Lang
95. Eaubonne.

Je rejoins l'analyse de Gilles Martinet à propos de militants qui se déclarent marxistes et ne « retiennent du marxisme non point ses aspects scientifiques mais ses aspects idéologiques ». C'est pourquoi il me paraît utile, à côté de la rubrique Recherches et débats, de développer une partie « Formation » à l'image de l'article de Michel Rocard dans les dossiers pour 1978 du N° 14.

Paul Lailheugue
33. Pessac.

Je viens de lire la lettre de Mothé sur le PS et l'autogestion. J'espère que Faire où Daniel Mothé figure, présentera l'état de la question, car j'avoue me reconnaître dans ce texte de Mothé.

Dans l'espoir d'avoir un article, qui dépassera l'anecdote, et posera les question...

Lucien Martin
41. Blois.

Il y aurait beaucoup à dire et mieux que ne le fait Marcelle Einhorn, sur le PS et l'Education. Mais je réagis à une formule, dans son papier, qui me paraît trop contradictoire avec la perspective autogestionnaire pour être tolérée, surtout en un numéro qui s'interroge par ailleurs sur les libertés. Marcelle Einhorn écrit : « Les enseignants avaient-ils, seuls, qualité pour juger et repenser l'école? Ils ne sont pas arrivés, au sein de la Fédération de leurs syndicats, à se mettre d'accord et à être efficaces, dans ce domaine, depuis la libération ». **La** Fédération de **leurs** syndicats! Au fil de la plume transparait un totalitarisme implicite, développé et entretenu par la FEN; et pourtant il existe des enseignants ailleurs qu'à la FEN, à la CGT, et surtout à la CFDT, qui cherchent à mettre en pratique ce que propose M. Einhorn. Pourquoi ne pas le dire? D'autant que c'est un des motifs fondamentaux de l'existence du SGEN-CFDT, par exemple, qui ne fait pas partie de la FEN (et pour cause) et qui comprend tous les types de personnels, enseignants ou non.

Jean Lecuir
95. Pontoise.



Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classe sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre. (Raoul Vaneigem). (Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations).

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix de 100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de "FAIRE"

UN ABONNEMENT + la collection de

faire

Pour 150 F

Je désire m'abonner à « FAIRE » et recevoir les 12 prochains numéros et l'ensemble de la collection parue à ce jour au prix de 150 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de "FAIRE"

cinéma 77

LA revue de cinéma pour les VRAIS amateurs

N° 219 MARS
NOUVELLE FORMULE
Dossier Auteur :
JEAN-MARIE STRAUB et DANIELE HUILLET
Portraits d'acteurs :
RAYMOND BUSSIÈRE
DIRK BOGARDE
Entretiens :
MARCO BELLOCCHIO
RENÉ FERET
RENÉ GILSON
LUC MONHEIM
FRANCIS GIROT
L'ANALYSE DE PLUS DE TRENTE FILMS
et toute l'actualité
en vente partout : 10 F
et 6, rue Ordener-Paris 18e

6 rue Ordener Paris 18e
Tél. : 208.72.93

autrement

A gauche, ces chrétiens !...

Tout l'équilibre des forces politiques en France risque d'être affecté par le glissement à gauche des chrétiens et, en particulier, par l'action de quelques mouvements et de leurs militants.
Qui et où sont-ils ? Quels types d'itinéraires et de rapports avec les *«appareils»* et la religion dite *«populaire»* Qu'apportent-ils de neuf ?
Quel est leur poids réel et leur effet d'entraînement ?

n° 8, 224 p. 30 F

Dossiers trimestriels. Vente en librairie *(diffusion Stock)* ou par abonnement *(1an, 4 numéros : 100 F)* au 120, bd St-Germain. 75280 Paris cedex 06

Libération 4 janvier 1977

Dictionnaire 76-77 :
« Le dernier mot »

La religion des références
a pris fin dans un grand
effondrement international
où l'U.R.S.S. se compare
allègrement au Chili
et où la Chine révèle
des structures autoritaires
profondes...
Il fallait tout celà
pour incuber les
bouleversements
des huit dernières années.
C'est fait.
Et c'est considérable...
Désormais nous pouvons
réfléchir sans entraves.
Et non plus
simplement, jouir.